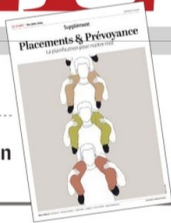


Supplément

Placements & Prévoyance:
notre guide, en collaboration
avec la «NZZ»



Science

Les mystères du cerveau
expliqués en bande dessinée
aux enfants ●●● PAGE 11

Carrières

Le concept de «pré-mortem»,
ou comment imaginer l'échec
pour mieux l'éviter ●●● PAGE 17

Football

En 2006, une Coupe du monde
qui transforma l'univers
du sport roi ●●● PAGE 18

«Ne jouons pas les unes contre les autres»

ÉGALITÉ Ce vendredi 14 juin, jour de grève féministe, plusieurs milliers de manifestantes sont attendues dans une vingtaine de villes suisses

■ Le combat contre la révision de la prévoyance professionnelle, au centre de l'événement, risque pourtant d'exclure une frange importante de militantes

■ «Ne jouons pas les unes contre les autres. Il ne faut pas réduire le féminisme aux discours de la gauche et de la droite», lance la socialiste Tamara Funicelli

■ «Le Temps» donne la parole à la passionaria bernoise. Et s'interroge: comment votent les jeunes femmes? La solidarité a-t-elle supplanté les rivalités féminines?

●●● PAGES 2 à 4

ÉDITORIAL

*On ne naît pas féministe,
on le devient – et on le reste*

CÉLIA HÉRON
✉ @celiaheron

Faire défiler l'actualité sur un smartphone en juin 2024 peut s'apparenter à une longue chute dans le vide. YouTube, Instagram, TikTok. Les mots et les images s'enchaînent, «guerres», «extrême droite», «climat», et tout va trop vite pour qu'on prenne la pleine mesure des destins que ces pixels esquissent. Alors on clique sur un chat qui joue du piano.

Dans ce contexte brouillé, voir apparaître des drapeaux violets semble presque incongru. Les femmes n'ont-elles rien de mieux à faire que de descendre dans la rue? Ne craignent-elles pas de lasser, voire de braquer, avec leurs éternelles revendications?

Si des progrès en matière d'égalité ont certes été réalisés, tant grâce à nos aînées qu'à la mobilisation des dernières années, certains dossiers fondamentaux restent ouverts. L'affirmer n'est ni de droite ni de gauche, ni misandre ni extrême: c'est un fait. Salaires, travail domestique, violences intrafamiliales, sexisme ordinaire... les raisons de se mobiliser ne manquent pas.

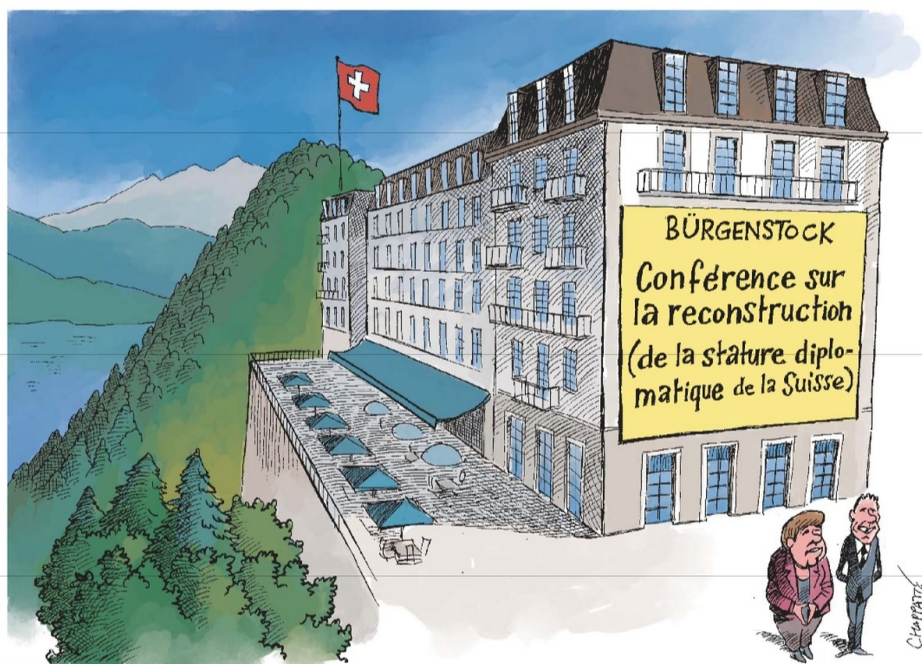
Les divisions non plus, dans un contexte de polarisation où caricatures et sophismes alimentent les rhétoriques réactionnaires, et où les frustrations de tous bords nous éloignent les uns des autres. Au sein même des mouvements militants, les questions fusent, légitimes. Trop radicale ou pas assez? Trop à gauche ou pas assez? Trop inclusive ou pas assez? Quel est, au fond, l'objectif visé? Chacun son avis. Mais personne ne peut enlever au 14 juin le mérite d'inviter à l'inspection individuelle et collective une société patriarcale dont la paresse intellectuelle a trop duré.

Réduire le mouvement à des querelles politiques ou idéologiques, c'est oublier que le féminisme est avant tout un humanisme dont nos démocraties vacillantes ont besoin. Il ne se construit pas «contre» les uns, mais «avec» chacune, chacun. Il dessine un monde conscient de la subtilité des rapports de domination. Un monde où l'autonomie des femmes paysannes est pleine et entière, où les entrepreneuses ne récoltent pas moins de fonds à cause de leur genre, où les femmes ne renoncent pas à des postes de cadre parce qu'elles voudraient une famille, et où celles qui font le choix de se consacrer à leurs enfants sont justement reconnues.

Un monde où les femmes ne se disent plus entre elles en se quittant, passé 23h, «tu m'envoies un message quand tu es bien arrivée chez toi?», un monde où le couple ne tue pas. Un monde où deux femmes peuvent s'embrasser dans la rue sans regard hostile ni hypersexualisé, un monde où les femmes trans n'ont plus peur de se faire tabasser juste parce qu'elles osent exister. Le cœur palpitant du mouvement du 14 juin est un «monde d'après» où les femmes sont libres d'être pleinement sujet sans s'en excuser. Est-il vraiment trop radical de l'exiger? ■

**Le féminisme
est un
humanisme
dont nos
démocraties
ont besoin**

Au Bürgenstock, un sommet au succès incertain



DIPLOMATIE La conférence sur la paix se tient ce week-end à Nidwald. Si les alliés et soutiens de l'Ukraine seront présents, la participation d'influents pays du Sud reste encore à confirmer. La possibilité d'arriver à une position commune forte à l'issue du sommet paraît limitée.

●●● PAGES 6, 7

FlowBank, c'est (déjà) fini

FINANCE La faillite de la banque genevoise spécialisée dans le trading en ligne a été prononcée hier par la Finma, une mesure extrêmement rare

■ L'établissement, comptant 680 millions de francs sous gestion, a connu des problèmes répétés en matière de fonds propres, de gestion des risques et d'organisation. Elle comptait nombre de clients considérés comme risqués

●●● PAGE 13

La coopérative, remède à la crise du logement?

IMMOBILIER En Suisse, les loyers et les prix des propriétés poursuivent leur ascension, alors que l'offre se réduit comme peau de chagrin. Trouver un logement abordable est devenu mission impossible dans certaines grandes villes. Dans ce contexte, les coopératives d'habitation sont-elles un modèle à

suivre pour endiguer la pénurie de logements? Elles suscitent un intérêt accru. Toutefois, il apparaît que leur part stagne, voire diminue. Les mesures d'aides à leur développement sont insuffisantes, selon leurs partisans, tandis que les milieux de l'immobilier voient d'un mauvais œil tout soutien accru. ●●● PAGE 15

PUBLICITÉ



PARTENAIRE MÉDIA

LE TEMPS

LE TEMPS

Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tel +41 22 575 8050

www.letempsarchives.ch

Collections historiques intégrales: Journal de Genève,
Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX

Avis de décès 10
Convois funebres 10

Fonds 12

Bourses et changes 14

Toute la météo 11

SERVICE ABONNÉS:

www.letemps.ch/abos
022 539 10 75



5 0024

9 771423 306001

2 Temps fort

«Au parlement, nous aurions dû faire plus pour les femmes»

GRÈVE FÉMINISTE DU 14 JUIN Organisé dans une vingtaine de villes du pays, l'événement est dédié cette année au combat contre la révision de la prévoyance professionnelle. La coprésidente des Femmes socialistes Tamara Funicello explique pourquoi la grève féministe ne doit pas être que cela

PROPOS RECUEILLIS
PAR NICOLE LAMON, BERNE
% @NicoleLamon

Après les grèves historiques de 1991, 2001 et 2019, après l'édition plus contestée de l'an passé, cela devient presque une habitude: le 14 juin en Suisse se pare de violet, et les femmes descendent dans la rue. Initialement organisé pour exiger le respect de l'article constitutionnel sur l'égalité hommes-femmes, l'événement rassemblera cette année encore des milliers de manifestantes dans une vingtaine de villes du pays. Boudée l'an passé par celles qui ne se reconnaissent pas dans les combats de la gauche, la Grève féministe remet ça en plaçant la réforme de la LPP au centre de l'événement.

Passionaria féministe, Tamara Funicello aimerait pourtant que toutes les femmes trouvent leur compte dans cette journée dédiée à l'égalité. Même si elle a délaissé les actions chocs, l'ancienne présidente des Jeunesses socialistes suisses n'a rien perdu de sa flamme. Conseillère nationale depuis 2019, c'est désormais au sein de la Commission des affaires juridiques que la Bernoise se bat. Interview, les yeux dans les yeux.

La droite dure a triomphé lors des élections européennes, faut-il craindre un retour de bâton pour les droits des femmes? Je pense qu'on y est déjà, et cela m'inquiète beaucoup. Car ces partis prônent des changements de loi qui préconisent davantage de contrôle du corps des femmes. Avec leurs programmes conservateurs, ils remettent en question l'autonomie des femmes et minimisent leurs problèmes réels, comme la violence domestique ou la précarité économique. Récemment, Donald Trump a même remis en question l'utilisation de la pilule! Cela aurait été impensable il y a quelques années seulement.

Le «backlash» a aussi commencé en Suisse? Oui, c'était moins difficile de parler de tout cela il y a encore quelques années, même chez nous. On se dispute sur les statistiques, on minimise les violences faites aux femmes ou les inégalités salariales, par exemple, au lieu de les combattre. Avant, les faits n'étaient pas autant contestés. En Suisse alémanique, certains estiment même que ce sont les hommes qui sont de plus en plus discriminés. Je trouve cela très grave.

Dans ce contexte, c'est le combat contre la réforme de prévoyance professionnelle qui est choisi comme thématique de la Grève des femmes. Un choix très politisé qui va exclure beaucoup de monde, et notamment Alliance F, qui préconise le oui... Celles qui sont en faveur de cette réforme ne sont pas forcément exclues du 14 juin, car on peut toujours avoir des discussions démocratiques, même au sein de la Grève féministe. Personnellement, je ne suis pas d'accord avec Alliance F mais je reste membre.

«Si vous êtes violée, la prise en charge dépend totalement du canton dans lequel vous êtes»

Alors qui défend le mieux les femmes en Suisse? La Grève des femmes ou Alliance F – la voix des femmes en politique? Les féministes! La position des unes et des autres par rapport à la réforme du 2^e pilier dépend le plus souvent de leur revenu, et celles qui gagnent peu s'opposent car elles seront perdantes. La Grève a une intersectionnalité plus forte qu'Alliance F, qui s'invite dans la discussion en principe quelques jours avant le 14 juin, ce n'est pas suffisant pour peser vraiment sur l'événement et le choix du thème. Les féministes veulent aller vite, alors qu'au parlement, les processus prennent beaucoup de temps et nécessitent souvent de longues négociations. Je suis convaincue que l'égalité ne peut avancer que si nous menons le combat partout où il est nécessaire.

Si je suis favorable à la révision de la LPP, je peux manifester avec vous le 14 juin et vous me faites bon accueil? Oui, évidemment. On ne doit pas accepter de jouer les unes contre les autres. Peut-être que l'an prochain, syndicalistes et bourgeois, nous serons toutes d'accord avec une thématique commune. C'est possible mais pas obligatoire. Prenez les violences faites aux femmes: tout le monde veut lutter contre, mais les méthodes des unes et des autres ne sont pas les mêmes. Entre femmes, il ne faut pas couper les liens parce que les manières de progresser diffèrent.

On sent quand même des tensions importantes. A quand la réconciliation entre femmes de droite et de gauche? Vous savez, il ne faut pas être trop nostalgique, car il y a toujours eu des discussions – parfois très difficiles – sur la manière de bien défendre la cause des femmes. Le mouvement n'était pas plus homogène avant: il y a différentes manières d'aller vers l'égalité, et cela fait partie du jeu. Mais surtout, il ne faut pas réduire le féminisme aux discours de la gauche et la droite politique, car il doit être un mouvement pour toutes les femmes. Aussi pour les migrantes, pour celles qui ne votent pas, pour celles qui travaillent à la caisse du supermarché.

...et aussi pour les femmes qui ont de l'argent alors? Oui, surtout si elles veulent être solidaires. Je soutiens le salaire minimum, mais je soutiens aussi l'imposition individuelle, deux éléments qui permettent l'autonomie financière de chacune. Pour que toutes les femmes soient défendues. Par contre, dans le programme d'Alliance F, je ne vois pas où sont les femmes qui ne gagnent presque rien, je ne vois pas celles qui ont été violées lors de leur parcours migratoire. Donc, j'ai l'impression que nous, les femmes de gauche, nous sommes plus conséquentes et plus inclusives dans notre combat.

Quelle est la plus grande victoire de ces dernières années pour les femmes en Suisse? C'est clairement la révision du droit pénal sexuel. Mais c'est aussi la 13^e rente AVS, qui va améliorer le sort de nombreuses femmes âgées.

Et le plus grand échec de ces dernières années? La révision de l'AVS, qui porte l'âge de la retraite des femmes à 65 ans. Mais c'est surtout l'échec collectif de la dernière législature qui m'attriste. Nous n'avions jamais été aussi nombreuses au parlement que dès 2019 et nous n'avons rien réussi à en faire: ni sur l'égalité salariale, ni sur les crèches, ni sur le travail de care [soins à la personne, ndlr]. C'est pour cela que je suis encore fâchée contre les femmes de droite. Car nous n'avons clairement pas avancé suffisamment.

Vous voyez le verre à moitié vide. Le parlement est en train d'ancrer le harcèlement («stalking») dans la loi, ce qui protégera surtout des femmes... Vous avez raison, c'est important mais cela n'est pas assez. Il faut absolument aller plus



Tamara Funicello, coprésidente des Femmes socialistes, est conseillère nationale. Elle siège au sein de la Commission des affaires juridiques.

INTERVIEW

vite et plus loin. Je veux plus d'investissements dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Vous trouvez normal qu'en 2024, si vous êtes victime de violence domestique, la Suva ne prenne pas en charge votre perte de gain si vous n'êtes plus en mesure de travailler? Vous trouvez normal qu'en 2024, une femme violée un vendredi soir à Berne doive attendre lundi matin 8h pour être prise en charge par des personnes compétentes? Il faut qu'il y ait dans tous les cantons des centres d'aide d'urgence pour les victimes de violence, comme cela existe au CHUV. Nous sommes un pays en voie de développement dans ce domaine: si vous êtes violée, la prise en charge dépend totalement du canton dans lequel vous êtes, vous trouvez ça normal? Il faut une stratégie nationale face à toutes ces problématiques.

Avoir toujours plus de femmes au parlement et au gouvernement, cela a quand même aidé à faire bouger les choses? Pas assez. Il n'y a pas encore assez de femmes élues pour réellement changer ces situations. Et il y a encore trop peu d'hommes qui se sentent concernés. Au Conseil national, je vous rappelle que le nombre de femmes a baissé lors des élections de 2023.

Mais au Conseil des Etats, elles sont plus nombreuses... Oui, mais on l'a vu encore cette session avec le deal sur les milliards pour l'armée, les sénatrices n'arrivent pas à faire entendre leur voix si elles ne convainquent pas les hommes, notamment ceux du Centre. Il y a pourtant au conseil des Etats certaines femmes de droite, et notamment du Centre, qui se battent avec beaucoup d'énergie pour ces dossiers, mais qui n'arrivent pas à arra-

cher des majorités. Dès qu'on a besoin des hommes de droite, on n'a plus beaucoup de chance.

Mais il y a des exceptions, comme le nouveau droit pénal sexuel qui va entrer en vigueur dans quelques jours... Vous avez raison, mais vous n'imaginez pas le temps et l'énergie qu'il a fallu pour mettre dans la loi une chose qui semble tellement évidente: mon corps est à moi et on ne le touche pas sans permission. Les résistances, surtout des hommes de droite, ont été farouches. Il a fallu des personnes dans la rue et des efforts immenses pour réussir. En Suisse, on est très loin d'avoir un parlement qui s'intéresse aux problèmes des femmes.

De plus en plus de jeunes garçons expriment leur envie de retour au conservatisme en matière de couple. La faute à la migration? Non. Au par-



(BERNE 10 JUIN 2024/ULRIKE MEUTZNER POUR LE TEMPS)

Les jeunes femmes sont davantage politisées à gauche

TENDANCE Chez les moins de 30 ans, un écart s'est creusé au cours des dernières années, entre des femmes ancrées de plus en plus à gauche et des hommes moins engagés

FLORIAN FISCHBACHER
✉ @f.fischbacher

L'idée est un lieu commun : à chaque génération semble inévitablement devoir se rejouer le même affrontement politique, la jeunesse se dressant contre des valeurs vieillissantes d'anciens campés sur leurs certitudes. Aujourd'hui pourtant, certains indices pointent vers une fracture idéologique autrement nouvelle, qui serait en train de s'ouvrir au sein même des jeunes générations : l'écart grandissant de sensibilité politique entre les genres. Les jeunes femmes étant politisées bien plus à gauche que les jeunes hommes.

L'émergence de ce «nouveau fossé entre les genres» était évoquée en début d'année dans une analyse remarquée du *Financial Times*, basée sur des sondages et des données électorales dans de nombreux pays. Le journal montrait ainsi qu'aux États-Unis chez les 18-30 ans, et en six ans seulement, une différence de 30 points de pourcentage s'est établie entre les femmes et leurs contemporains masculins, au niveau de leur positionnement en faveur d'idées progressistes, c'est-à-dire plutôt marquées à gauche, en particulier sur les questions sociales. Une tendance également observée au Royaume-Uni, en Allemagne, ou encore en Corée du Sud.

En Suisse aussi, un mouvement similaire semble se matérialiser. Selon les données de l'«Enquête sur les revenus et les conditions de vie» de l'Office fédéral de la statistique, l'écart dans le positionnement politique des femmes et des hommes sur un axe gauche-droite s'est creusé entre 2018 et 2021 chez les 25-34 ans. L'an dernier, une étude réalisée par l'institut Sotomo pour la NZZ montrait des résultats comparables, avec une part des femmes de 18-29 ans se revendiquant de gauche passant de 35 à 52 % en dix ans.

«Depuis les années 1980, les femmes se situent en général un peu plus à gauche que les hommes, pour toutes les générations», indique Marlène Gerber, directrice adjointe de l'Année politique suisse à l'Université de Berne. Elle précise qu'il «faut relativiser cette différence, l'idéologie politique et les valeurs fondamentales importent le plus souvent plus que le genre».

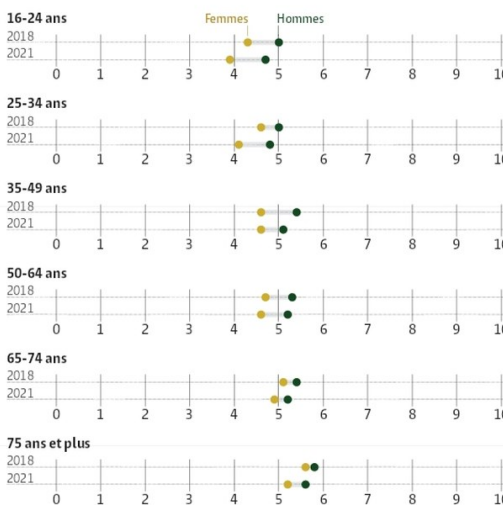
L'éducation, un facteur important

Pour Reto Mitteregger, doctorant en sciences politiques à l'Université de Zurich, un constat se dégage : «Les jeunes femmes constituent le groupe le plus progressiste de notre pays». Elles votent davantage pour les partis de gauche et les écologistes.

«Les transformations structurelles» importantes, qui ont davantage touché les femmes que les hommes au cours des dernières années, expliquent en partie cette distinction, selon le chercheur spécialisé dans les aspects générationnels des comportements électoraux en Europe occidentale, qui mène actuellement une analyse sur «les différences de trajectoire de vie et d'attitude politique entre les jeunes hommes et les jeunes femmes» en Suisse. Il prend pour exemple le niveau d'éducation : «En 2000, environ 15 % des femmes de moins de 35 ans avaient un diplôme universitaire ou d'une haute école spécialisée. En 2022, cette part est passée à 53 %. Alors que chez les hommes, on est passé de 34 à 50 %».

ÉCART POLITIQUE ENTRE LES GENRES

Positionnement exprimé dans l'«Enquête sur les revenus et les conditions de vie» de l'Office fédéral de la statistique. De «Tout à fait à gauche (0-2)» à «Tout à fait à droite (8-10)».



Graphique: FF | Source: SILC, OFS

Le fait que les femmes soient désormais plus nombreuses que les hommes à suivre une éducation tertiaire est aussi évoqué par Marlène Gerber, qui souligne l'importance de l'arrivée du mouvement #MeToo en 2017 sur la génération des moins de 30 ans. «Lorsqu'une thématique est très présente dans le débat public, elle a un grand potentiel de mobilisation et forme les opinions», complète-t-elle. Une visibilité à laquelle participe, depuis 2019, la Grève féministe, dont les militantes se revendiquent désormais majoritairement de gauche, au nom d'une certaine convergence des luttes.

«Aujourd'hui, les jeunes femmes sont socialisées dans un environnement plus politique. Elles sont aussi visées par les efforts de mobilisation des partis de gauche», précise Reto Mitteregger.

Les revendications politiques portées par les jeunes femmes ali-

mentent-elles le fossé politique entre les genres? Elles semblent en tout cas participer d'une différence dans l'engagement politique. «Les données de la ville de Zurich montrent que les femmes dans leur vingtaine sont aujourd'hui 10 % plus susceptibles d'aller voter que les hommes du même âge, par exemple», indique Reto Mitteregger, ajoutant que cet écart augmente et n'existerait pas il y a une quinzaine d'années.

Quel «backlash»?

Reste qu'en Suisse, on n'observe pas pour l'heure de réel backlash (retour de bâton) masculin au sein de cette génération dans les données disponibles. «Les jeunes hommes eux aussi sont en moyenne plus progressistes que leurs aînés, ils se déplacent simplement moins vite que les femmes», analyse Reto Mitteregger, qui note cependant une plus grande polari-

sation au sein de ce groupe, avec une minorité séduite par des idées d'extrême droite.

Une des explications avancées est que, comme pour les jeunes femmes, la position des jeunes hommes dépend aussi de l'offre politique qui leur est adressée. «En Allemagne, en Espagne, au Portugal ou dans certains pays nordiques, les partis d'extrême droite essaient clairement de courtiser les jeunes hommes», notamment en s'appuyant sur la méfiance à l'égard des partis traditionnels qui traverse la jeunesse, indique le chercheur. Or ce n'est pas vraiment le cas en Suisse.

Elles votent davantage pour les partis de gauche et les écologistes

En 2023, l'analyse de Sotomo relevait pour sa part que la proportion des hommes de 18-29 ans se positionnant à droite était passée de 29 % en 2010 à 43 %. On ne peut en conséquence pas avancer que le non-alignement politique entre les genres a des effets importants sur la société helvétique. Au contraire de pays comme la Corée du Sud, où il est estimé que la résistance d'une grande partie de la population féminine contre un carcan social pesant, ainsi que le repli conservateur concomitant d'une part des jeunes hommes, a contribué à la chute vertigineuse de la natalité, aujourd'hui à 0,72 enfant par femme.

Quant à l'avenir de cette divergence, Marlène Gerber reste prudente. «On observe des phénomènes de vagues, d'allers-retours». Une forte mobilisation féminine existait déjà au début des années 1990, notamment avec la première grève des femmes, avant de refluer. «Il se peut que nous soyons actuellement au sommet d'une vague en ce qui concerne la divergence entre les jeunes femmes et les hommes avec la génération Z.» La politisation de la prochaine génération sera d'autant plus intéressante à suivre qu'elle sera née dans une Suisse déjà transformée par les combats des années 1990. ■



Les militantes de la Grève féministe se revendiquent désormais majoritairement de gauche. (GENÈVE, 14 JUIN 2019/EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

lement, nous avons très peu d'hommes avec un passé migratoire, et pourtant ils vont loin pour refuser les droits des femmes; l'UDC s'est opposée ces derniers jours à la pénalisation du harcèlement. La ligne de crête, ce n'est pas la migration mais plutôt le conservatisme. Au niveau culturel, j'ai davantage en commun avec un homme iranien féministe qu'avec un élu de l'UDC qui refuse d'agir contre le stalking.

Vous avez 34 ans, un jour viendra où vous n'aurez plus besoin de vous battre pour le droit des femmes? Non, je resterai féministe toute ma vie, c'est une question existentielle, ce n'est pas une question d'agenda. Malgré les crises, les guerres, le backlash, le mouvement féministe est toujours très fort. En Suisse, mais aussi en Italie, en Espagne, en Amérique latine, il progresse et cela me donne de l'espoir. ■

Une passionaria ignorée des Romands

FÉMINISME Dans les années 1950, la Bâloise Iris von Roten a publié en allemand un ouvrage incomparable sur la condition des femmes en Suisse. Décrié puis oublié, le livre a été traduit en français soixante ans après sa parution. Son travail reste malgré tout méconnu

FANNY SCUDERI
X @FannyScuderi

En 1958, quelques mois avant que les citoyens masculins du pays ne se rendent aux urnes pour une première tentative, vaine, d'accorder le droit de vote aux femmes, sortait en librairie une bombe: l'ouvrage de la Bâloise Iris von Roten, *Frauen im Laufgitter*. Ce titre, intraduisible en français, signifie littéralement «femmes dans un parc (pour bébé)». Derrière ces termes, la journaliste et juriste évoque l'enfermement des femmes au sein du foyer, dénonce l'infantilisation dont elles sont victimes et la surveillance dont elles font l'objet.

À la publication de l'ouvrage, une vague de haine déferle sur l'autrice âgée de 41 ans. Son livre fait débat au sein des sociétés féminines, qui déplorent «les opinions exprimées» dans le pamphlet. Pour ces associations, qui militent pour une «intégration» polie des femmes au sein de la société, les idées radicales d'Iris von Roten, comme la défense de l'amour libre, détonnent. Elles l'accusent d'avoir contribué à l'échec de la votation.

Dans son livre, Iris von Roten dénonce l'éviction des femmes du monde du travail qui sont exclues de certaines professions et tenues au célibat pour en exercer d'autres. Menstruation, allaitement, maternité: elle décortique des thèmes tabous ainsi que la situation politique des Suissesses, avec un ton tranché, énervé, parfois ironique. L'année suivant la publication de son livre, la moitié des chars du carnaval de Bâle la caricaturent. Conspuée, elle se retire de la vie publique, son travail tombe dans l'oubli. Elle meurt en 1990 à 73 ans: un suicide.

Succès tardif et ostracisation Un an après son décès, le livre est réédité en allemand. «Trente ans après sa parution, c'est un best-seller en Suisse alémanique, souligne Pauline Milani, enseignante en histoire contemporaine à l'Université de Fribourg. Mais jusque-là, elle a souffert d'une lourde invisibilisation et d'isolement.» Ce succès tardif ne traversera jamais la Sarine. «En Suisse romande, nos recherches



La Bâloise Iris von Roten a dénoncé l'enfermement des femmes au sein du foyer, leur infantilisation et leur surveillance. (27 JANVIER 1959/KEYSTONE/PHOTOPRESS-ARCHIV/STI)

d'ouvrages théoriques nous tournent naturellement vers la France. Le livre d'Iris von Roten révèle pourtant parfaitement les conditions des femmes en Suisse dans les années 1950. Rien de comparable sur la situation des femmes dans le pays n'a été publié à cette époque, soutient-elle. C'est un peu notre Simone de Beau-

voir», précise Pauline Milani.

En Suisse romande, l'histoire romanesque de son couple avec Peter von Roten a été racontée, mais très peu de choses ont été écrites sur les idées de Iris von Roten. «La Suisse romande a les yeux tournés vers Simone de Beauvoir», relève aussi Carole Villiger, chargée de cours à Unidisi-

tance. Cette dernière prépare un article scientifique sur la réception de l'œuvre d'Iris von Roten dans la presse romande. «Iris von Roten n'est jamais entrée dans les réseaux intellectuels, elle a rédigé son livre de manière individuelle, sans échanger avec d'autres féministes. Cette posture a accentué son isolement», relève-t-elle.

Iris von Roten s'est retrouvée sans arrêt en porte-à-faux: «à gauche, on la considérait comme une femme privilégiée. Pour la droite, elle portait des idées de gauche», résume Carole Villiger. «Betty Friedan aux États-Unis, Alice Schwarzer en Allemagne, Simone de Beauvoir en France: en parlant d'Iris von Roten, on

incorpore l'histoire suisse dans une histoire internationale du féminisme», défend-elle.

Des punchlines mémorables

Près de 70 ans après l'original, le livre est traduit en français en 2021 et publié aux Antipodes. Devant l'ampleur de la tâche, seulement la moitié de l'ouvrage a été traduite, pour environ 400 pages. «Aujourd'hui, elle est connue en Suisse alémanique pour son engagement en faveur du suffrage, mais elle reste peu lue, souligne Camille Logoz, la traductrice. Son écriture parfois alambiquée, impatiente, et l'épaisseur de l'ouvrage peuvent être un frein. Son style est aussi divertissant: elle propose des punchlines mémorables. Nous avons sélectionné des extraits dans le but de rendre accessible la pensée de Iris von Roten à un public romand». Cet important travail, réalisé pendant la pandémie de Covid-19, a laissé des marques: «Pour les féministes, son ouvrage fait l'effet d'une bombe, explique la trentenaire. Certains sujets sont toujours d'actualité, d'autres sont dépassés. Reste que l'on découvre une femme qui a rédigé un livre féministe conséquent dans un contexte suisse bien particulier. Personne d'autre ne l'a fait.»

«Iris von Roten, c'est un peu notre Simone de Beauvoir»

PAULINE MILANI, HISTORIENNE
À L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

Aujourd'hui, en français ou en allemand, les tentatives de rendre accessible l'ouvrage d'Iris von Roten se multiplient. Odile Ammann, professeure associée en droit à l'Université de Lausanne, a par exemple publié un compte rendu en allemand de l'ouvrage au sein de la *Revue de droit suisse*. «L'idée était de rendre accessible son livre dense auprès d'un public germanophone car elle est une figure, à mon sens, incontournable. Son ostracisation n'est pas un beau pan de l'histoire suisse.» De Zurich à Genève, petit à petit, Iris von Roten récupère ses lettres de noblesse. ■

La sororité, force de ralliement et outil de guérison

CONCEPT Se défier des rivalités féminines entretenues par l'insécurité ou la précarité, soutenir la parole de victimes qui osent dénoncer, l'idée d'une solidarité immuable entre les femmes s'est imposée à mesure qu'ont progressé les luttes pour l'égalité

MARIE-AMAEËLE TOURE
X @MarieMaele

Liberté, égalité, sororité. Des mouvements de lutte en faveur des droits des femmes aux rassemblements qui se profilent aujourd'hui dans le cadre de la grève féministe, le gimmick en trois temps semble avoir fait son chemin dans l'imaginaire collectif. Cette réappropriation de la devise française a consacré l'idée d'une solidarité au féminin. Le terme a connu une résurgence dans le débat politique et médiatique francophone à la faveur de la révolution #MeToo. La sororité s'est ainsi illustrée comme un outil de ralliement politique, une forme de solidarité liant les femmes dans le sillage de la marche vers une société plus égalitaire, et questionnant dans le même temps le rapport qu'elles entretiennent entre elles.

Une étude du Workplace Bullying Institute publiée en 2021 révélait qu'en entreprise, lorsque les femmes ont une conduite intimidante ou humiliante, celle-ci se dirige contre d'autres femmes dans 68% des cas. Une forme de rivalité, qui se conçoit en partie, en raison de conditionnements tels que «le syndrome de la Schtroumpfette».

Théorisé par l'essayiste américaine Katha Pollitt à travers un article publié en 1991 dans les colonnes du *New York Times*, le concept inspiré du personnage de la célèbre BD de Peyo vise alors à décrire la sous-représentation des femmes dans les univers masculins, au sein des productions audiovisuelles notamment.

Travail, famille, ce phénomène a pu conduire à une forme de compétition entre les femmes. «Nous sommes conditionnées, la rivalité entre femmes est savamment cultivée, la concurrence pour être la préférée de papa et ses incartours sévit dès le bac à sable. Le syndrome de la Schtroumpfette peut hanter les bureaux comme les espaces privés», analyse ainsi l'écrivaine française Chloé Delaume dans son ouvrage *Sororité*.

L'action sororale n'est ainsi pas toujours allée de soi, elle a évolué et a assis sa légitimité à mesure que se sont développés les différents courants de pensée féministe. «La sororité est un concept qui a été très présent dans les années 1970 pour décrire le fait que les femmes s'organisent sans les hommes, relève

«Nous sommes conditionnées, la rivalité entre femmes est savamment cultivée»

CHLOÉ DELAUME, ÉCRIVAINNE

Eléonore Lépinard. Dans son dernier ouvrage *Féminisme*, la sociologue, professeure en études de genre à l'Université de Lausanne, analyse le sens du mot, ses pratiques d'égalité et de désordre, comme nécessaires dans la réinvention de nouveaux procédés d'émancipation.

La sororité a inventé un nouvel horizon politique où les femmes peuvent s'organiser en dehors des structures mises en place par et pour les hommes, et où elles ont justement peiné à se faire une place», poursuit-elle.

Dans *Sororité*, Chloé Delaume rappelle les racines médiévales du terme qui désignait principalement une communauté religieuse de femmes. À partir du XVII^e siècle, Rabelais élargit la notion dans ses écrits, se référant à une «communauté de femmes ayant une relation, des liens, qualité, état de sœurs». À la faveur notamment de la poétesse américaine Robin Morgan et son recueil d'anthologie *Sisterhood is Powerful*, la dimension politique du terme infusera les mouvements de lutte féministe en Europe.

«Au moment où il a émergé, le terme a été rapidement critiqué pour ses limites», précise Eléonore Lépinard. Il pouvait être invoqué d'une façon qui laissait croire qu'il suffisait d'être femmes pour être alliées politiquement, poursuit-elle. Le fait d'invoquer la sororité comme un idéal a été dénoncé comme masquant le fait qu'il y a des

rapports de pouvoir au sein du groupe des femmes, que la sororité prétend englober, mais qu'il faut penser aussi politiquement.»

«On vous croit»

Se défier des rivalités féminines entretenues par l'insécurité ou la précarité, soutenir la parole des femmes qui témoignent et osent dénoncer, l'interprétation de la sororité évolue ainsi au gré de la réflexion féministe. «Il ne s'agit pas seulement de s'adresser aux institutions ou à l'État pour demander un certain nombre de droits, ou de faire que des discours soient finalement entendus, reprend Eléonore Lépinard. La sororité crée des relations de solidarité, de bienveillance, d'écoute et de respect entre celles qui se disent féministes, des relations qui prennent une couleur particulière à chaque génération, poursuit-elle. Cela passe aussi par le fait de dire à des victimes de violences: «On vous croit.» Ce type de discours révèle bien que des journées comme le 14 juin ne se résument pas uniquement à aller défilé pour l'égalité salariale.» ■

CourEDH: abus de pouvoir à Berne plutôt qu'à Strasbourg

OPINION



LEONARDO GOMEZ MARIACA
VICE-PRÉSIDENT DES VERT LIBÉRAUX
FRIBOURGEOIS, JURISTE

**En aucun cas
le pays n'est en
mesure de choisir
«à la carte» le droit
qui l'intéresse**

tour le recours. Mais surprise, voilà que le 9 avril 2024, l'association gagne devant la CourEDH.

En cause: une violation des art. 6 et 8 CEDH, qui garantissent respectivement le droit à un procès équitable et le droit au respect de la vie privée et familiale. Concernant ce dernier, la CourEDH affirme en effet qu'il consacre le droit à une protection effective, par les autorités de l'Etat, contre les effets néfastes graves du changement climatique sur la vie, la santé, le bien-être et la qualité de vie.

Soulignons qu'aujourd'hui, le seul organe compétent pour décider de la suite à donner à cet arrêt est bien judiciaire et suisse, puisqu'il s'agit là encore du Tribunal fédéral. La loi sur le Tribunal fédéral (LTF) stipule à ses art. 122 et 124 qu'une demande de révision de son arrêt aboutissant à l'irrecevabilité de la requête des «Aînés pour la protection du climat» peut lui être adressée dans les 90 jours à partir de la

condamnation prononcée contre la Suisse pour violation des art. 6 et 8 CEDH.

Les juges de Mon-Repos devront alors à nouveau examiner l'affaire, ce qui pourrait les amener à renvoyer la cause au Tribunal administratif fédéral pour statuer à nouveau. Ce dernier renverra alors probablement la cause au DETEC, avec encore la possibilité que notre haute cour lui renvoie directement la balle.

Ainsi, si le parlement veut intervenir contre cette architecture juridique, il peut soit résilier définitivement la Convention (mais il faut se lever tôt pour déclarer que les droits de l'homme ne méritent pas cette protection), soit abroger en urgence les art. 122 et 124 LTF, avec encore la possibilité de dénoncer au passage l'Accord de Paris, à la base de nombre d'engagements climatiques de la Suisse.

Le reste est peu pertinent, voire puéril: nos Chambres demeurent les organes législatifs du pays. Dépasser le cadre de ce mandat en s'invitant au sein du pouvoir judiciaire revient à jouer avec l'Etat de droit, peu importent les considérations politiques qui motivent cette soudaine prise de parole.

Si les membres du parlement ne sont pas satisfaits de l'interprétation de l'art. 8 CEDH qu'en ont fait les juges de la CourEDH, ils et elles peuvent toujours, sur leur temps libre, commenter cela en tant qu'auteurs et autrices de doctrine: cela aura au moins l'avantage de faire avancer la science du droit.

Entre-temps, puisque pour l'Assemblée fédérale, la Suisse en «fait assez», je m'en vais ignorer leur déclaration comme elle semble ignorer les différentes études sur l'empreinte carbone du pays. La question se pose néanmoins: une déclaration pour quel résultat, quelle force contraignante? Aucune idée. Mais notre parlement ne le sait pas non plus. ■

PODCAST



Le Vert Nicolas Walder, l'homme qui monte dans un parti qui baisse. Il est l'invité de Sous la Coupole, au micro de Nicolas Lamont et Romain Clivaz. Au programme: conférence sur l'Ukraine au Bürgenstock, Négociations Suisse-UE. Répliques politiques du séisme Nemo à l'Eurovision. Condamnation pour inaction climatique à Strasbourg. Le Carougeois est sur tous les fronts.

www.letemps.ch/
podcasts



A lire Franz Kafka, il y a des «cafards» dans les prisons suisses

OPINION



LOÏC PAIREIN
AVOCAT PÉNALISTE

**Combien de détenus
désespèrent de vivre
une situation
précisément
kafkaïenne?**

ration conditionnelle est, lui, de l'ordre de 11% pour ces mesures contre 73% pour les peines. Faute d'établissement approprié, la majorité des condamnés exécutent la mesure non pas dans un établissement spécialisé mais en milieu carcéral. Cette situation préoccupe tout particulièrement le Comité anti-torture du Conseil de l'Europe, comme cela ressort de son rapport du 8 juin 2022. L'avenir de ces condamnés est ainsi sombre, d'emblée.

Dans le canton de Vaud, l'augmentation du nombre de mesures, couplée au manque de structures adéquates, porte atteinte aux droits fondamentaux des personnes incarcérées. Or il est impossible de faire constater ces violations par une quelconque autorité pénale. Ce fut le cas dans le dossier de Joseph K., comme on l'appellera. Ce dernier présente une surdité sévère depuis la naissance. Un important retard de développement et des difficultés non négligeables de communication

ont de plus été diagnostiqués. Une rente AI lui a été allouée et une curatelle mise en place. Ce jeune adulte a été condamné à un petit internement. Alors que tous les experts excluaient le placement dans une prison pour des raisons médicales, il sera détenu pendant 1224 jours avant d'être enfin transféré dans un établissement médico-social.

«Lorsque Gregor Samsa s'éveilla le matin au sortir de rêves agités, il se retrouva dans son lit changé en un énorme cancrelat.» La Métamorphose de Kafka ressort du registre de l'absurde dès l'incipit. C'est l'histoire d'un avant et d'un après la transformation en animal symbole de ce qui ne mérite que mépris. Il s'ensuit l'oppression d'un seul par tous.

Le personnage principal est condamné et enfermé, son sort étant entre les mains de ceux chez qui il suscite peur et dégoût. Et, surtout, il ne peut s'en plaindre à personne. Le lecteur ne peut rester insensible à cette déchéance d'humanité. Il prend conscience, au fil de la narration, de l'infirmité de celui qui est ostracisé. Les romans permettent cet œil à la souffrance de l'autre là où la lecture de décisions de justice est inopérante, ce qui rend nécessaire la fréquentation de la littérature par les juristes.

C'est exactement ce qui est arrivé à Joseph K. Aucune des autorités saisies n'a voulu constater qu'il avait été injustement placé en prison. Or il n'y a pas de consécration des droits humains sans un juge pour y veiller. L'un ne va pas sans l'autre. Au-delà des principes juridiques, le souffle de la littérature attise ce sentiment de fraternité qui doit conduire à protéger les personnes privées de leur liberté. A défaut, il continuera à y avoir des cafards en prison. ■

Opinion adaptée d'un article paru dans la revue «Plaidoyer» (3/2024).

Pauvre France, pauvres Français

CHRONIQUE



MARIE-HELENE MIAUTON
ENTREPRENEUSE ET ESSAYISTE
MH.MIAUTON@BLUEWIN.CH

La France est dirigée depuis sept ans par un président qui avait suscité de grands espoirs, mais s'est avéré très décevant. Au cours de ces élections européennes, son score s'est limité à 14% tandis que les souverainistes cumulent des scores qui dépassent les 35% des voix et que la gauche se partage le solde.

Face au rejet sans appel de la politique qu'il incarne, Emmanuel Macron a choisi, une heure après la publication des premières estimations, de dissoudre l'Assemblée nationale. Alors qu'il justifie cette mesure, apte selon lui à redresser la situation, beaucoup condamnent un coup de tête autocratique à la suite d'une blessure narcissique, avec la volonté de se venger de ce «peuple ingouvernable», qui ne comprend rien à rien.

Peu importe son origine, car la gravité de cette décision hâtive tient surtout à ce qu'elle nuit profondément à la France et aux Français, qu'elle brutalise le pays, qu'elle attente à son image internationale, qu'elle le conduit potentiellement au chaos. A la chienlit aurait dit le général de Gaulle.

La comparaison est cruelle avec l'Allemagne où le régime d'Olaf Scholz a subi le même revers que celui d'Emmanuel Macron, sans que cela ne donne lieu à un tel psychodrame ni d'induire la déstabilisation du pays. Bien que chaque nation ait son génie propre qui imprime son organisation politique, ce qui se passe dans ces deux pays, piliers fondateurs de l'UE, met en lumière l'obsolescence des institutions françaises.

Là où l'Allemagne fédérale est capable de réunir un gouvernement de coalition en l'absence de majorité absolue, la France vit sous un système d'alternance qui ne résiste pas vraiment à une perte de majorité. Un tel principe conduit à un mouvement de balancier stérile, alors que la Constitution concentre trop de pouvoirs dans les mains de l'Elysée, sans réels contre-pouvoirs. Dans un pays qui a pourtant coupé la tête de son dernier roi, cherchez l'erreur!

La France va mal, c'est un fait que nul ne conteste. La dette et les déficits publics sont au plus haut, malgré des impôts et prélèvements sociaux confiscatoires. Les tensions communautaires enflent de jour en jour en raison d'une immigration incontrôlée et d'une politique laxiste. L'insécurité s'accroît, les narcotrafiquants investissent les villes, le pouvoir d'achat baisse, l'économie s'étiole.

Même si tout cela ne date pas de l'avènement du plus jeune président de la France, celui-ci n'a pas réussi à freiner le mouvement mais l'a amplifié. Imperturbable, il répond aux citoyens que le problème ce n'est pas lui mais les autres, et qu'il faudrait plus de macronisme au contraire, et surtout plus d'Europe. Enfermément coupable, surdité scandaleuse!

Il y a donc tout à parier que le pouvoir actuel sera défait au soir du 7 juillet. Le scénario favori prévoit une majorité absolue ou relative au Rassemblement national de Marine Le Pen/Jordan Bardella associé aux candidats d'Eric Ciotti (ex-Les Républicains) et à ceux de Marion Maréchal (ex-Reconquête!) et ce sera une cohabitation, évidemment très chahutée et aventureuse.

Les manifestations antifa qui secouent les grandes villes françaises en donnent déjà la mesure. Une autre hypothèse, moins probable mais possible, accorde une majorité relative à l'alliance de gauche, tant les droites se sont entredéchirées dans des combats fratricides et confus, au point de décourager certains fidèles.

Ainsi, au lieu de serrer les dents pour le bien de la France, de maintenir l'Assemblée nationale au moins jusqu'en septembre, de laisser passer des JO à haut risque, de donner du temps au temps au gré des vacances d'été, Emmanuel Macron a cassé la baraque, au mépris de l'intérêt de la nation dont il est pourtant le garant.

Sa décision, presque antidémocratique compte tenu des délais imposés aux instances politiques, a accéléré les fractures. Obligant les partis à organiser leur avenir en une semaine seulement, elle les a empêchés de développer une saine réflexion, conflictualisant au contraire les oppositions latentes. Le risque est important aujourd'hui qu'Emmanuel Macron, malgré ses postures de grand homme, ne soit en réalité le fossoyeur de la France. ■

6 International

Une petite marge de manœuvre au Bürgenstock

SOMMET Le président Volodymyr Zelensky a réaffirmé que seul son plan de paix en dix points restait d'actualité. Mais l'idée de concessions territoriales en échange de la fin des hostilités fait son chemin en Ukraine

BORIS MABILLARD, KOSTIANTYNIVKA

Le tintamarre assourdissant des explosions laisse indifférent Maxim, un droneur sur le front ukrainien. «Ce sont nos canons qui bombardent les positions russes», commente-t-il avec un sourire rassurant. Il a rejoint volontairement l'armée en 2022 et fait bien la différence entre départs et arrivées. «Si Zelensky devait négocier avec Poutine, explique-t-il, il perdrait toute légitimité. Les militaires ne l'accepteraient pas. On ne négocie pas avec un terroriste.» Dans l'armée ukrainienne, ils sont une majorité à penser de même.

Au-delà, loin du front, le pays tout entier soutient ses soldats. Leur courage et leur résistance ont imposé le respect même auprès de ceux qui ne croient plus à la victoire. Cette unité autour de l'armée n'interdit cependant pas les divergences. Une part croissante de la population doute que l'Ukraine puisse recouvrer l'entièreté des territoires occupés: un défaitisme qui fait son chemin dans les esprits et jusque dans les rangs de l'armée. Faut-il accepter des concessions territoriales pour autant? Des voix ukrainiennes relayées par les médias en ligne, notamment Ukrainska Pravda, dénoncent les concessions qu'aurait faites le gouvernement sur insistance de la Suisse et des partenaires internationaux pour rallier le plus grand nombre d'Etats en vue du

sommet pour la paix qui se tient ce week-end au Bürgenstock. Volodymyr Zelensky a coupé court aux rumeurs en affirmant que seul son plan de paix en dix points restait d'actualité. A la veille de cette conférence, le président ukrainien n'a qu'une faible marge de manœuvre, ce qui limite d'autant les chances de dégager une position commune forte à l'issue du sommet.

«Poutine cherche une capitulation totale»

Sur le terrain, après leur offensive dans le nord de l'oblast de Kharkiv, les forces russes n'arrivent pas à tirer parti de leur avantage en hommes et en armes. Le front s'est allongé, contraignant les défenseurs ukrainiens à se redéploier, mais ces derniers résistent. «L'avantage qu'ont les Russes diminue de jour en jour, car les armes arrivent peu à peu chez nous, explique Mykhailo Podoliak, un des principaux conseillers du président Volodymyr Zelensky, contacté par *Le Temps*, mais c'est un long processus pour qu'elles parviennent jusqu'aux positions. En plus, ce qui compte, c'est le ratio entre le nombre d'armes et de munitions que nous pouvons déployer et ce que les Russes ont à disposition. Dans très peu de temps, ce différentiel nous sera favorable.»

Un grade de la 57^e brigade confirme que ses artilleurs ne manquent pas d'obus contrairement à ce qui prévalait au mois

d'avril dernier. «Mais les armes ne sont pas arrivées dans mon bataillon», constate-t-il. Cette lenteur contraste avec les promesses tonitruantes des dirigeants européens, critique avec amertume un grade du contre-espionnage militaire: «Pourquoi nos alliés sont-ils aussi parcimonieux? Nous avons de quoi résister mais pas de quoi avancer. Assez d'hypocrisie, les Occidentaux doivent choisir entre nous aider vraiment ou nous laisser tomber.» Sur le front, auprès de la troupe comme auprès des commandants, sourd une défiance à l'égard des Occidentaux et du monde politique en général. La lune de miel entre les alliés de l'Ukraine et Volodymyr Zelensky a vécu, quoi qu'en disent publi-

quement les uns et les autres et quoi que leurs rodonnades puissent laisser à penser. Certes, les pays baltes campent sur une ligne intransigeante face à Moscou, mais les grands Etats de l'UE tiennent un double discours. Sous le couvert de l'anonymat, un diplomate européen à Kiev se montre critique envers les capitales européennes et envers Volodymyr Zelensky. «Nous n'avons pas tenu nos promesses. Et les Américains non plus. Notre soutien inconditionnel n'était qu'une posture. Volodymyr Zelensky nous irrite avec ses demandes excessives, mais je le comprends, il veut et doit absolument nous convaincre, faute de quoi l'Ukraine s'écroulera.»

«Assez d'hypocrisie, les Occidentaux doivent choisir entre nous aider vraiment ou nous laisser tomber»

UN GRADE DE LA 57^E BRIGADE DE L'ARMÉE UKRAÏNIENNE

La ligne de fracture passe entre les gouvernements convaincus que Poutine ne s'arrêtera pas en Ukraine, qu'il franchira le Dniepr et poursuivra ses conquêtes, et

ceux qui pensent qu'il s'arrêtera rassasié et satisfait si on lui donne la Crimée et le Donbass ainsi que des garanties que l'Ukraine ne fasse pas partie de l'OTAN. «C'est même plus simple, explique l'officier du contre-espionnage militaire ukrainien: il y a ceux qui pensent que c'est un problème ukrainien et les autres qui comprennent que cette guerre est aussi la leur.» Pour Mykhailo Podoliak, le Kremlin ne se contentera pas du Donbass, ni de la Crimée. «Vladimir Poutine n'a pas changé de plan ni d'intention. Il veut Kharkiv, Kiev et toute l'Ukraine avant d'aller plus loin. Il a mis en place une tactique génocidaire pour obtenir une capitulation totale. Zelensky tente de



Le président ukrainien en visite sur une base militaire allemande. Personne en Ukraine ne conteste sa légitimité, même si sa popularité décline régulièrement depuis le début de la guerre.

Emmanuel Macron et Olaf Scholz affaiblis, mais résolus à soutenir Kiev

DIPLOMATIE Les élections européennes ont placé le président français et le chancelier allemand dans une situation compliquée. Dans la station nidwaldienne, ils doivent prouver que leur défaite électorale ne portera en rien préjudice à leur soutien à l'Ukraine

STEPHANE BUSSARD
X @StephaneBussard

Avec quelle autorité le président français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz se rendent-ils au sommet pour la paix en Ukraine qui se tient samedi et dimanche au Bürgenstock? Après le résultat dévastateur de leur parti respectif aux élections européennes, la question est lancinante. Elle concerne en particulier le chef de l'Etat français, qui sera dans la station nidwaldienne samedi. Dans un peu plus de trois semaines, Emmanuel Macron pourrait se retrouver avec un gouvernement d'extrême droite. Le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen et de Jordan Bardella semble bien placé pour remporter les élections législatives du 30 juin et du 7 juillet. En France, le débat fait déjà rage sur ce que seraient les prérogatives de l'Elysée si tout à coup le pays devait avoir des ministres

des Affaires étrangères et de la Défense du RN.

Lors d'une conférence de presse téléphonique, l'Elysée a cherché à couper court à toute ambiguïté: «Notre pays va toujours pleinement jouer son rôle sur la scène internationale.» Pour Emmanuel Macron, il n'est pas question de renoncer à ce que la Constitution française décrit comme le «domaine réservé» du président en matière de défense et de politique étrangère. Le principe, ancré dans la Constitution adoptée au moment de l'instauration de la Ve République, n'est pas dépourvu d'ambiguïtés. Mais au Bürgenstock, le président français pourra prendre des engagements le cas échéant qui ne seront pas décriés dans quelques semaines par un possible premier ministre RN.

Enveloppe de 50 milliards

Du côté de l'Allemagne, l'affaiblissement d'Olaf Scholz interroge aussi sur la durabilité du gouvernement de coalition qu'il dirige et des engagements qu'il pourrait prendre. Mercredi, lors de la conférence sur la reconstruction de l'Ukraine tenue à Berlin, le chancelier social-démocrate s'est félicité de la tenue du sommet du Bürgenstock qui ne sera pas le théâtre «de négociations

pour mettre un terme à la guerre», mais qui «est déjà un succès par le simple fait d'avoir lieu». Au cours du printemps, il l'avait réitéré: «L'Allemagne continuera à soutenir l'Ukraine contre la guerre d'agression russe aussi longtemps qu'il le faudra.» Mais le succès électoral du parti d'extrême droite Alternative pour

Les espoirs suscités sont à la hauteur de l'impossibilité d'asseoir à la même table Russes et Ukrainiens

l'Allemagne (AfD) lors des européennes va compliquer la tâche de la Chancellerie dans son soutien à Kiev comme elle risque d'affaiblir globalement le front occidental face à la Russie et sa guerre d'agression en Ukraine.

Quant aux espoirs suscités par le sommet du Bürgenstock, ils sont à la hauteur de l'impossibilité, pour l'heure, de mettre autour d'une même table Russes et Ukrainiens. L'Elysée estime toutefois que la conférence nidwaldienne «doit

servir à baliser le chemin long et difficile pour la recherche d'une paix juste et durable» et à s'ériger «contre la loi du plus fort» que la Russie cherche à imposer. En se rendant au Bürgenstock après le sommet du G7, Américains, Allemands et Français auront dans leur besace une enveloppe de 50 milliards de dollars pour l'Ukraine. Le prêt qui relève d'une proposition américaine a été approuvé et sera à la disposition de Kiev avant la fin de l'année. «C'est notre contribution à l'effort de guerre de l'Ukraine», précise l'Elysée, qui ajoute que la part du financement européen de ce prêt proviendra du produit des avoirs russes gelés et, si ceux-ci ne sont pas disponibles, les Etats membres de l'UE décideront du partage du fardeau ultérieurement.

Dans un article qu'il a coécrit, le directeur onusien du groupe de réflexion International Crisis Group, Richard Gowan, le souligne: «Pour éviter toute controverse, le sommet en Suisse se concentrera sur les points en commun entre la formule ukrainienne [dix points en guise de plan de paix, ndr] et la résolution adoptée par 141 Etats membres de l'Assemblée générale de l'ONU en février 2023 «appelant à une paix globale, juste et durable». Pour Richard Gowan, il apparaît que «l'équipe du président Volodymyr Zelensky tient

vraiment à ce que le sommet de haut niveau soit un succès». Le fait que le président Joe Biden ne viendra pas et laissera sa vice-présidente Kamala Harris représenter les Etats-Unis a pourtant fortement irrité le pouvoir ukrainien.

Possibles conséquences inattendues

On attend désormais avec impatience de savoir à quel niveau l'Afrique du Sud et l'Inde seront représentées. La présence de pays influents du Sud contribuera ou non au relatif succès de la conférence. Mais certains s'en inquiètent. Réunis cette semaine, les ministres des Affaires étrangères du groupe des BRICS n'ont mentionné l'Ukraine qu'en passant, illustrant le peu d'intérêt manifesté pour le rendez-vous diplomatique sur sol helvétique. Dans le meilleur des scénarios, le sommet du Bürgenstock débouchera sur une feuille de route pour entamer des pourparlers qui incluent également la Russie. Richard Gowan met toutefois en garde: «Il n'est pas sûr que les participants s'entendent sur un communiqué final.» Il conclut, cynique: «Le sommet pourrait même avoir pour conséquences inattendues de pousser de grandes puissances anti-occidentales dans les bras de Moscou.» ■



(SANTÉ, 11 JUIN 2024/IMAGO/UKRAINE PRES./BESTIMAGE)

lités» est passé de 77,5 en 2023 à 57,2 cette année. Ces chiffres montrent surtout une tendance, car la question n'incluait pas la Crimée, à laquelle les Ukrainiens en général sont plus attachés qu'au Donbass. Dans le détail, cette évolution est plus marquée chez les Ukrainiens de l'ouest que chez les natifs de l'est du pays, pour lesquels la libération du Donbass reste une priorité. Cependant, la majorité des Ukrainiens se disent encore totalement opposés à des négociations territoriales. Lorsqu'on évoque la paix et la sécurité, les Ukrainiens veulent surtout des garanties de la part de leurs alliés, que ces derniers ne sont pas prêts à leur fournir.

«Un sommet pour rien car c'est trop tôt»

Le 20 mai dernier marquait le 5e anniversaire de la prise de fonction de Volodymyr Zelensky. S'il n'y avait pas eu la guerre, son mandat présidentiel se serait achevé le même jour. Toutefois, en raison de la loi martiale, des combats et de l'occupation d'une partie du pays, personne en Ukraine, ni la population, ni l'opposition et encore moins l'armée, ne lui demande d'organiser des élections présidentielles ni ne conteste sa légitimité. La propagande russe sur l'illégitimité du président ukrainien n'a pas pris en Ukraine. Mais la popularité de Volodymyr Zelensky fléchit. Un sondage réalisé par le même institut KIIS montre que la cote du président décline de manière régulière. Après l'invasion, elle a culminé à 90%, 77% en décembre 2023, 59% en mai de cette année.

Maxim, le diplomate, n'attend rien du sommet pour la paix. Il ne veut plus de promesses creuses mais des armes aussi puissantes et bruyantes que possible. La plupart des camarades n'ont même pas entendu parler du Bürgenstock et accueillent la perspective d'une rencontre avec des hautessements d'épaules. Au point de stabilisation médicale de Tchassiv Yar, le lieu où sont emmenés les blessés légers et d'autres entre la vie et la mort, le médecin-chef, généraliste ou chirurgien de guerre selon les nécessités, promet de quitter le pays dès la fin de la guerre. «C'est trop tôt pour négocier, déplore-t-il. Je ne fais confiance ni aux alliés ni à notre gouvernement. Ils ont tous des agendas cachés.» Il ne rêve pas de récupérer le Donbass, mais voudrait transformer l'Ukraine et vivre dans un pays libre. ■

Premières cyberattaques en direction de la Suisse

SÉCURITÉ Des sites web de la Confédération et d'organismes impliqués dans l'organisation du sommet ont été ciblés hier matin

GRÉGOIRE BARBEY
X @gregoirebarbey

La Suisse a subi hier matin sa première salve de déstabilisations informatiques, très certainement en lien avec le sommet pour la paix en Ukraine qui se déroulera ce week-end au Bürgenstock. «En raison d'un problème informatique général au sein de l'administration fédérale, aucune déclaration en douane ne peut actuellement être transmise.» Ce sont ces quelques mots diffusés dans un communiqué de la Confédération à 9h15 qui ont mis la puce à l'oreille du Temps.

Contacté, l'Office fédéral de la cybersécurité (OFCS) confirme que la panne générale est liée à des attaques par déni de service (DDoS) qui ont visé des sites web

de la Confédération ainsi que des organisations impliquées dans l'organisation de la conférence. «Ces attaques ont entraîné de petites pannes dans la plage de tolérance définie, indique l'OFCS par écrit. Le fonctionnement des unités touchées n'a pas été affecté de manière significative.»

Actions anticipées

L'office précise que ces opérations relèvent du «domaine de l'attendu et il n'y a actuellement pas de danger aigu». Les autorités se sont en effet préparées compte tenu des tensions géopolitiques qui accompagnent le déroulement du sommet. La Confédération a par ailleurs indiqué à 10h32 que la panne avait été résolue.

De telles attaques ne provoquent ni effraction ni vol de données dans les systèmes informatiques des victimes, et sont généralement de courte durée. La Confédération n'a pas attribué ces attaques à un groupe ou un Etat en particulier. ■

MAIS ENCORE

Un journaliste russe tué près du front

Un journaliste russe couvrant le conflit ukrainien pour une télévision d'Etat russe a été tué et un autre blessé hier lors d'une attaque de drone ukrainien à Goltvitsky, un village sous contrôle russe proche des lignes de front dans l'est de la région de Donetsk, a indiqué la chaîne de télévision moscovite NTV. Le Ministère russe des affaires étrangères a accusé l'Ukraine d'avoir «pris pour cible» les journalistes. (AFP)

Ces pays où l'extrême droite n'a pas réussi son pari

ÉLECTIONS EUROPÉENNES Si la victoire du Rassemblement national en France monopolise l'attention, des formations conservatrices radicales ont essuyé des revers dans d'autres pays, contrairement aux prévisions. Coupées dans leur élan ou en perdant des sièges

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
X @vdegraffenried

Le Rassemblement national en France, Fratelli d'Italia en Italie, le FPÖ en Autriche ou encore l'AFD en Allemagne: le succès de ces partis aux européennes alimente les discussions. Mais dans d'autres pays, des formations de droite radicale ont fait moins bien que ce que prédisaient les sondages. C'est notamment le cas au Portugal, en Suède, en Finlande ou, dans une certaine mesure, en Hongrie. Des résultats qui méritent aussi qu'on s'y attarde.

Au Parlement européen, deux groupes abritent des formations de droite radicale et nationaliste: celui des Conservateurs et réformistes européens (CRE), qui regrouperait à ce stade 73 élus (+4), et Identité et démocratie (ID), avec 58 sièges (+9). Mais une certaine désaffection, entre les «non-inscrits» et les nouveaux partis, sont encore sans étiquette et font l'objet d'intenses tractations ces jours.

«Dans le groupe CRE, le parti Fratelli d'Italia de la présidente du Conseil, Giorgia Meloni, arrive en tête en Italie, ce qui était attendu, mais c'est le seul cas. Les Polonais de Droit et justice (PiS) arrivent seconds tout comme la N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie) en Belgique; Vox arrive troisième en Espagne avec moins de 10%. Les Démocrates suédois (SD) ne sont plus que quatrièmes après avoir fini seconds lors des dernières élections législatives de 2022 et les Vrais Finlandais, membres du gouvernement, terminent sixièmes. Ce n'est donc pas un raz-de-marée», relative Pascale Joannin, la directrice générale de la Fondation Robert Schuman, dans une analyse publiée sur le site du groupe de réflexion.

Même constat pour l'ID. Le PVV du néerlandais Geert Wilders n'a pas réitéré l'exploit de finir premier comme il avait réussi à le faire lors des élections législatives du 22 novembre 2023, rappelle-t-elle. «En Belgique, le Vlaams Belang coiffe d'un che-

veu la N-VA... mais qui le supplante au parlement fédéral où les élections législatives étaient organisées le même jour. La Lega italienne, qui constituait la principale délégation de ce groupe dans le Parlement sortant, voit ses résultats fondre. Elle va passer de 22 élus à 8». Dans ce groupe, seuls deux pays ont leur parti qui arrive en tête: le FPÖ, en Autriche, qui se distingue par une percée historique avec 25,4% des voix, et le RN en France, avec 31,4% des voix.

Certains partis ne parviennent pas à réitérer le score atteint lors de législatives, mais progressent néanmoins. Malgré un repli, le PVV néerlandais remporte par exemple sept sièges au Parlement européen contre un seul en 2019. Un «recul» donc tout relatif. D'autres formations sont coupées dans leur élan. C'est le cas du Vlaams Belang en Belgique, qui a fait mentir les sondages en ne devenant pas le premier parti de Flandre, ou de Chega, parti d'extrême droite portugais né en 2019.

Les Démocrates de Suède ont été rattrapés par les scandales, accusés d'avoir recouru à une «usine à trolls»

Chega fait irruption au Parlement européen avec deux eurodéputés qui pourraient rejoindre le groupe ID. Mais il performe moins bien qu'aux législatives de mars: 9,8% contre 18%. Une éclipse pour André Ventura, dont la formation se retrouve loin derrière le PS (32,10%) et l'Alliance démocratique (31,12%). «Nous n'avons pas atteint notre objectif. J'en suis responsable», a-t-il admis dimanche. Mais il a tout de suite averti: «Dès demain, Chega repartira à l'attaque pour gagner le Portugal, et tôt ou tard commander le pays.» Dans un éditorial, le *Journal de Noticias* parle de «défaite qui va au-delà du mauvais choix de la tête de liste: elle a montré la fragilité de la base d'un parti qui n'avait

pas l'ambition secrète de continuer à grandir». Et de souligner que «le vote de protestation n'est pas nécessairement un vote de confiance à l'égard de Chega, ce qui est une bonne nouvelle pour la démocratie.»

Du côté des Démocrates de Suède, c'est aussi la chute. Ils s'arrêtent à 13,9% des suffrages, deux points de moins qu'aux européennes de 2019 et sept de moins qu'aux législatives de 2022. Alors que les sondages tablaient sur au moins 18%. Dépassée par les Verts qui ont créé la surprise, la formation populiste a été rattrapée par des scandales, accusée notamment d'avoir recouru à une «usine à trolls» divulguant de fausses informations pour dénigrer les autres partis.

Le cas hongrois

En Finlande, les Vrais Finlandais ont également chuté. Les sondages tablaient sur environ 16,7%. Ils ont recueilli moins de la moitié (7,6%) et perdent un eurodéputé sur les deux dont ils disposaient. On est bien loin des 20% remportés aux législatives de 2023. Au Danemark également, l'extrême droite a fait un score décevant, les deux partis populistes de droite totalisant ensemble moins de 14% des voix.

Autre exemple, la Hongrie. Un cas un peu particulier. Le Fidesz, parti du premier ministre souverainiste Viktor Orbán au pouvoir depuis 2010, arrive en tête du scrutin mais il est pour la première fois tombé sous la barre des 50%. Et de beaucoup: il se hisse seulement à 44,5%. Il perd ainsi trois sièges au Parlement européen. Une perte due notamment à l'émergence du phénomène Peter Magyar, et au mouvement conservateur Tiszta, qui a recueilli 30% des suffrages, davantage qu'escompté. Or Peter Magyar est un ancien du Fidesz. S'il dit vouloir rétablir l'Etat de droit et lutter contre la corruption qui gangrène le pays, son programme reste encore peu clair et rejoint le Fidesz sur certains points.

Citons encore la Pologne, avec un recul du parti ultranationaliste PiS, qui a remporté 19 sièges au Parlement européen, contre 25 en 2019. Mais là aussi, ces «mauvais résultats» sont tout relatifs. Car Konfederacja, un autre parti d'extrême droite, y a fait une entrée remarquée (12% des suffrages), avec six eurodéputés. ■

EN BREF

Viola Amherd n'aura pas pu convaincre Lula

La présidente de la Confédération Viola Amherd a tenté en vain hier à Genève de convaincre son homologue brésilien Luiz Inácio Lula da Silva de venir à la conférence sur l'Ukraine au Bürgenstock. «Non», a répondu Lula à sa demande réitérée sur la conférence, selon des sources brésiennes. Ce pays reste sur sa ligne de ne pas participer à haut niveau tant que la Russie n'est pas contrainte. Le président brésilien était présent pour la Conférence internationale du travail de l'OIT, son discours a mentionné les défis des conflits, des inégalités grandissantes et du changement climatique sur des milliards de travailleurs. A75

Tractations en France à la suite des législatives

Fractures à droite, tractations à gauche, extrême droite en force: le séisme provoqué en France par la dissolution de l'Assemblée a continué hier de provoquer des secousses, peu avant des législatives qui pourraient affecter notamment le cap diplomatique du pays. Les Républicains ont annoncé reporter à ce vendredi le bureau devant valider l'exclusion d'Eric Ciotti après son alliance avec le Rassemblement national. De son côté, le Parti socialiste a annoncé avoir acté la création d'un «nouveau front populaire» constitué par les partis de gauche dans la perspective des élections législatives anticipées. AFP

Au G7, une pluie de dollars pour l'Ukraine

ENTENTE Les membres du groupe ont accueilli hier en Italie le président ukrainien à bras ouverts. Un accord a été trouvé sur les actifs russes gélés

AFP

Volodymyr Zelensky a rejoint hier les chefs d'Etat et de gouvernement du «Groupe des 7» (Etats-Unis, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, Canada, Japon) à Borgo Egnazia, près de Bari dans les Pouilles. Joe Biden, Olaf Scholz, Emmanuel Macron et leurs homologues s'y sont donné rendez-vous pour discuter notamment de nouvelles aides et d'un mécanisme de soutien financier permettant de faire fructifier, au profit de l'Ukraine, les actifs russes gélés par les Occidentaux.

Après Paris et Berlin, Washington a confirmé «un accord politique» dans ce dossier complexe. Un accord «historique», a salué Olaf Scholz. «Il est juste que ce soit la Russie qui paye», a réagi M. Zelensky, en réclamant la confiscation pure et simple des 300 milliards d'euros d'actifs de la banque centrale de Russie gélés par l'UE et le G7, ce à quoi pour l'instant ils se refusent pour des questions juridiques.

Face à la perspective d'un retour à la Maison-Blanche de Donald Trump et l'incertitude autour des conséquences de son élection pour l'Ukraine, les pays du G7, dont font partie les principaux soutiens militaires et financiers de l'Ukraine depuis l'invasion russe de février 2022, veulent sécuriser le financement de cette aide.

«Prêt solidaire»

À l'initiative des Etats-Unis, ils ont donc acté le principe d'un prêt de 50 milliards de dollars pour Kiev, garanti par les futurs intérêts générés par les actifs russes immobilisés. «Il s'agit d'un prêt solidaire» dont la part assumée par chaque pays n'est pas encore connue, a expliqué hier un haut responsable de la Maison-Blanche.

Volodymyr Zelensky a également signé deux accords bilatéraux de sécurité, l'un avec Washington, l'autre avec Tokyo.

Les Etats-Unis ont en outre annoncé mercredi une nouvelle salve de sanctions visant à freiner l'effort de guerre russe, en ciblant des entités situées en Russie et dans des pays comme la Chine, la Turquie et les Emirats arabes unis.

La guerre à Gaza devrait occuper une partie des séances de travail de ce vendredi. ■

L'affaire Hinduja et son accord tardif

GENÈVE Après avoir longtemps tergiversé, défense et parties plaignantes sont parvenues à s'entendre hier en fin de journée. Les termes de l'arrangement sont gardés confidentiels, sauf pour le tribunal et le parquet

FATI MANSOUR
✉ @fatimansour

Aucune bonne fée ne s'était penchée sur son berceau. Daya, pré-nommée ainsi, née dans la pauvreté en Inde, privée de toute éducation, mariée de force à un homme brutal et contrainte de travailler comme domestique toute sa vie, s'est retrouvée cette semaine dans la salle d'un tribunal genevois. Une petite chose opposée un peu malgré elle aux membres d'une des familles les plus fortunées et puissantes de son pays. Les Hinduja, ceux à qui le destin avait beaucoup souri jusqu'à ce jour d'avril 2018 où la police a débarqué dans la villa de Coligny et chamboulé son organisation.

Entendue comme partie plaignante ce jeudi et représentée par Me Alice Aebischer, Daya est déjà

JUSTICE

loin lorsque les parties annoncent être sur le point d'aboutir (enfin) à un accord. «Même si cela semble ridicule à ce stade», reconnaît Me Olivier Peter, conseil du cuisinier de la famille. Après une suspension, c'est confirmé. Il y a retrait de qualité de parties plaignantes au pénal et au civil contre, on l'imagine, espèces sonnantes et trébuchantes en guise de réparation du préjudice financier et du tort moral. La défense accepte de remettre une copie au tribunal et au Ministère public, tout en faisant valoir une clause de confidentialité. En clair, il ne faudra pas évoquer ses termes en audience publique.

Poudre d'escampette

Retour à ce début de matinée où Daya explique qu'elle travaillait déjà pour les Hinduja à Bombay. Elle a accepté de venir à Genève

en 2009 en pensant que le travail allait commencer le matin et finir le soir. «Mais ici, ça continuait le soir.» Le salaire en espèces était de 10 000 roupies par mois, soit environ 107 francs. Celui-ci aurait ensuite augmenté, mais elle ne sait pas de combien. «Il était versé directement à ma famille en Inde.» Après avoir marié sa fille en 2012 et attendu son accouchement, Daya est revenue sur les bords du Léman. Pourquoi? «Madame Kamal me l'a demandé et j'avais besoin d'argent.»

Le 6 novembre 2016, sur décision de ses maîtres, Daya devait prendre un congé et l'avion pour Bombay. Mais elle a plutôt pris la poudre d'escampette à l'aéroport. Ayant appris quel était le salaire usuel de la bouche des femmes de ménage «locales» qui venaient travailler à la villa, elle avait déjà pensé que ce serait mieux de chercher ailleurs. «Une amie qui

venait me visiter m'avait aidée à trouver un autre travail, alors j'ai décidé de partir et de gagner plus d'argent.»

«Je me sens très mal»

En octobre 2017, des inspecteurs interviennent au domicile d'une autre famille où elle loge. Son visa est encore valable. «C'est la police qui est venue vers moi, pas moi qui suis allée vers la police.» Elle ajoute n'avoir jamais évoqué d'elle-même son précédent emploi chez les Hinduja, ni poussé les autres plaignants à faire des déclarations convenues, ni volé de l'argent dans la villa. «J'ai été convoquée à la police encore une fois et ils m'ont dit qu'ils savaient déjà tout et avaient tous les noms et que je devais leur répondre.»

C'était, croit-elle, environ un mois avant la perquisition de la villa et l'arrestation matinale des

quatre membres de la famille. Ceux-ci seront libérés provisoirement le lendemain soir. A noter que les prévenus faisaient déjà l'objet d'une surveillance secrète, depuis le 20 novembre 2017, avec pose de plusieurs caméras dans le jardin et à proximité du domicile. La perquisition aura lieu le 12 avril 2018 et la surveillance sera levée deux mois plus tard.

«Des gens bien»

Quand elle pense à toute cette affaire, Daya est déchirée: «Je me sens très mal. Ils [les prévenus, ndlr] ont beaucoup de difficultés. Et moi aussi, j'ai beaucoup de difficultés.» Attend-elle quelque chose de ce procès? «Aujourd'hui, tout ce que je veux, c'est être payée pour le travail que j'ai fait. Je veux la justice.»

En début d'après-midi, c'est le défilé des témoins dits «de personnalité». Ces amis de tous

jours qui dépeignent des prévenus généreux, accueillants, soucieux des autres. «Des gens bien.» Maman Kamal: «Une bonté et une simplicité flagrante. Quelqu'un qui porte les gens dans son cœur.» Papa Prakash: «Très concerné et très humain.» Ajay: «La dernière personne qui va faire du mal à quelqu'un.» Son épouse: «Le même sens aigu de la famille.» Quant aux employés de maison, «ceux-ci étaient toujours souriants». Pour ces visiteurs, la villa de Coligny avait tout d'un havre de paix et de joie.

Un tableau idyllique que le premier procureur Yves Bertossa va s'appliquer à briser lundi lors de son réquisitoire. Le Ministère public se sentira désormais très seul dans cet exercice, les trois parties plaignantes ayant déserté le terrain après avoir enfin obtenu réparation. Un soulagement pour elles. ■

L'économie circulaire pourrait faire son entrée dans la Constitution vaudoise



L'exécutif propose d'offrir au site du Mormont la même protection qu'à la Venoge. (ECLÉPENS, 23 AVRIL 2024/LAURENT GILLIERON/KEYSTONE)

ENVIRONNEMENT Le Conseil d'Etat a présenté son contre-projet à l'initiative «Sauvons le Mormont». S'ils saluent la démarche, les milieux de défense de la nature estiment que la colline elle-même doit être protégée par la Constitution, et non par une loi plus générale

CAMILLE KRAFFT
✉ @CamilleKra

C'est un combat emblématique dont l'épilogue se jouera dans les urnes vaudoises. La protection de la colline du Mormont, et plus largement des ressources naturelles non renouvelables, fait l'objet d'une initiative populaire, et désormais d'un contre-projet du gouvernement. Ce dernier a été rendu public ce jeudi 13 juin par le conseiller d'Etat écologiste chargé de l'Environnement Vassilis Venizelos. Par le biais de ce texte, le Conseil d'Etat veut inscrire le principe d'économie circulaire – utilisation de matériaux respectueux de l'environnement et réduction

des déchets par le recyclage et le réemploi – dans la Constitution vaudoise. Il propose également d'offrir au site du Mormont la même protection que la Venoge, via une modification de la loi sur la protection du patrimoine naturel et paysager (contre-projet indirect). Dans le cadre du Plan climat, le gouvernement annonce en outre qu'il soumet au Grand Conseil une enveloppe d'1,1 million de francs afin de favoriser le développement de l'économie circulaire dans la construction.

Domaine de la construction

L'initiative, qui a abouti en juillet 2022, avait été lancée dans la foulée de la première Zone à défendre (ZAD) de Suisse, qui avait pris place sur la colline où le cimentier Holcim exploite une carrière de calcaire. Porté par la gauche ainsi que par l'Association pour la sauvegarde du Mormont (ASM) et Pro Natura, le texte veut inscrire dans la Constitution la protection du Mormont, ainsi que l'utilisation rationnelle

du calcaire, de l'argile et du sable qui entre dans la composition du ciment. Selon le Conseil d'Etat, l'initiative ne se focalise que sur une partie des ressources naturelles et n'inclut pas la notion d'économie circulaire, laquelle fait partie de son programme de législation. Pour ces raisons, entre autres, le gouvernement a élaboré un contre-projet.

Mais pour Pro Natura comme pour Les Vert-e-s, la proposition du gouvernement ne va pas assez loin. Si tous deux saluent l'entérinement des principes de l'économie circulaire, l'avenir du site du Mormont continue à susciter des inquiétudes. «Seule une protection du Mormont inscrite dans la Constitution représente une garantie suffisante», avance Alberto Mocchi secrétaire général de Pro Natura Vaud et député écologiste au Grand Conseil. «Nous l'avons vu en 2022 au parlement vaudois avec l'attaque de la droite contre l'interdiction d'extraction d'hydrocarbures, qui est pourtant inscrite dans la loi et émane



«Il faut décourager la démolition plutôt qu'encourager le recyclage»

MATHILDE MARENDAZ
DEPUTÉE D'ENSEMBLE À GAUCHE

du contre-projet à une initiative.» Selon Alain Chanson, président de l'Association pour la sauvegarde du Mormont, «même les cimenteries se rendent compte aujourd'hui de la finitude des matières premières qu'ils exploitent. Ils ont compris qu'ils n'auraient plus un mètre carré du Mormont. Mais les lois sont tellement chamboulées en permanence que seule une inscription de la protection du site dans la Constitution nous semble acceptable.»

Un contre-projet «peu courageux»

La députée Ensemble à gauche Mathilde Marendaz, qui a participé à l'occupation du Mormont avant d'être élue, juge quant à elle le contre-projet du Conseil d'Etat «mal défini» et «peu courageux». «Il faudrait plutôt un vrai plan de réduction de notre utilisation de béton, sur la base d'un budget carbone cantonal pour la construction. Quant à l'enveloppe de 1,1 million, cela me semble être une mesure très cosmétique. Les professionnels ont des idées et des techniques pour construire autrement. Ils manquent de moyens financiers mais aussi d'un cadre plus strict pour une construction plus sobre. Il faut décourager la démolition plutôt qu'encourager le recyclage.»

La votation devrait avoir lieu entre l'automne 2025 et début 2026. ■

Le département de Viola Amherd jugé trop gourmand

GESTION Le Département fédéral de la défense continue d'investir autour de sa communication, relevait hier la «NZZ». La stratégie interroge les milieux politiques tandis que les finances de l'armée sont régulièrement mises en cause

LE TEMPS

Chaine YouTube, compte sur TikTok, magazine numérique et podcast. Sur les réseaux sociaux, l'armée tente de soigner sa communication. A travers une esthétique parfois tirée de jeux vidéo, les vidéos thématiques présentent tantôt le métier de tireur de mortier dans l'armée, tantôt l'obsolescence de matériels militaires. Une offre qui pourrait encore s'élargir si l'on en croit la NZZ. «Le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) de la conseillère fédérale Viola Amherd comprend non seulement l'armée, mais aussi des légions de spécialistes de la communication, relevait hier le quotidien allemand. L'année dernière, il y avait 95 postes à temps plein, soit 3,2 postes de plus que l'année précédente, plus de 40 postes que dix ans auparavant: porte-parole des médias, spécialistes, rédacteurs web, traducteurs et spécialistes des médias sociaux. Plus que dans n'importe quel autre département. Et ce nombre a encore augmenté cette année. Avec le nouveau Secrétariat d'Etat et le nouvel Office fédéral de la cybersécurité, le DDPS a créé deux départements de communication supplémentaires.

Nouvelle ère sous Ueli Maurer

Pour justifier de cette importante masse salariale, Renato Kalbermatten, responsable de la communication du DDPS, cité par la NZZ, estime «qu'il faut s'adapter constamment aux tâches croissantes et aux besoins croissants du groupe-cible». Si l'armée a longtemps privilégié l'isolement à la stratégie de visibilité, «le revirement est venu avec Ueli Maurer, précise la NZZ. Le ministre de la Défense de l'époque a réorienté l'armée dans les affaires publiques, décidant que l'armée devrait à nouveau être visible auprès de la population.»

Alors que les finances de l'armée sont largement pointées du doigt, le Conseil des Etats a soutenu une hausse du plafond de dépenses de 4 milliards de francs pour 2025-2028, à 29,8 milliards pour l'armée. «Il faut se concentrer sur ce qui est important», a estimé le conseiller national UDC Lars Guggisberg, interrogé par la NZZ. Même son de cloche pour le conseiller national PLR Peter Schilliger. «Les activités de relations publiques de l'armée vont trop loin.» ■

MAIS ENCORE

A Neuchâtel, l'exécutif rejette l'initiative «1% pour la culture»

Le Conseil d'Etat neuchâtelois rejette l'initiative cantonale «1% pour la culture», qui veut que l'équivalent d'au moins 1% du budget de l'Etat soit consacré au soutien des activités culturelles, sans proposer de contre-projet. Selon le gouvernement, le texte «poserait de trop nombreuses difficultés dans l'établissement du budget cantonal et dans la définition du périmètre des dépenses concernées». (ATS)



Vue sur le Neeracherried, l'un des derniers grands marais de Suisse. (UNTERLAND ZÜRICH/CH, 5 JANVIER 2023/MICHAEL BUHOLZER/KEYSTONE)

La droite met tout son poids contre le texte sur la biodiversité

POLITIQUE FÉDÉRALE Les opposants à l'initiative soumise au vote le 22 septembre déploient de gros moyens pour lutter contre des mesures qu'ils jugent nuisibles au pays

DAVID HAEBERLI, BERNE
X @David_Haeberti

Une surface agricole traitée au désherbant Roundup. Voilà à quoi ressemblait l'initiative sur la biodiversité à la fin de la conférence de presse de ses opposants, hier à Berne. Les représentants de la large alliance de droite qui défendra le non, le 22 septembre prochain, ont mis le texte en pièces: extrême, inefficace, cette initiative s'attaquerait en outre à un problème inexistant et nuirait à la production agricole du pays.

L'homme des betteraves sucrières

À la tribune, des poids lourds de la politique fédérale: trois présidents de parti (Gerhard Pfister pour le Centre, Thierry Burkart pour le PLR et Marcel Dettling pour l'UDC), des élus représentant des associations économiques très bien connectées au parlement (Jacqueline de Quattro, conseillère nationale PLR et vice-présidente de l'Association fâtérière de l'économie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, Fabio Regazzi, conseiller aux Etats du Centre et président de la puissante Union suisse des arts et métiers (USAM), Daniel Fässler, sénateur chrétien, président de ForêtSuisse, Christine Bulliard-Marbach, conseillère nationale du Centre et présidente du Groupement suisse pour les régions de montagne, Erich von Siebenthal, un ex-élu, président de la Société suisse d'économie alpestre).

En elle-même, cette brochette ferait pâlir d'envie tout lobbyiste chevronné au Palais fédéral. La liste n'est pourtant pas

complète puisque la responsabilité de la campagne a été confiée à l'un des parlementaires les plus influents de la législature: Markus Ritter, conseiller national saint-gallois du Centre et président de l'Union suisse des paysans (USP), souvent décrit comme le lobby le plus puissant à Berne. L'homme a été capable, en décembre 2023 et alors que les finances de la Confédération vacillaient déjà, de doubler les sommes publiques allouées à la culture de la betterave sucrière. Et cela en une seule intervention au Conseil national, un exploit.

L'alliance est donc un concentré de représentants du pouvoir à Berne. Le budget de campagne est à la hauteur: 2 millions de francs. En face, les soutiens comptent des noms moins clinquants et des partis plus minoritaires (socialistes et Vert-e-s). Les vert libéraux sont partagés.

Cette brochette ferait pâlir d'envie tout lobbyiste chevronné au Palais fédéral

L'initiative demande que la Confédération augmente les surfaces dédiées à la préservation de la biodiversité et y consacre plus de moyens. Le texte ne mentionne pas de chiffres. Les opposants parviennent à un pourcentage de 30% du territoire national rendu «intouchable» en cas de oui. Actuellement, 8% du sol est protégé. C'est suffisant, estime Gerhard Pfister. Paradoxalement, l'exploitation des terrains favorise la biodiversité, en comparaison des lieux laissés en friche, a répété Daniel Fässler en prenant l'exemple des forêts: les branchages d'une zone boisée lais-

sée à elle-même empêchent la lumière de toucher le sol, qui s'appauvrit.

Les énergies renouvelables empêchées

Augmenter les surfaces protégées entrerait en conflit avec les objectifs énergétiques, ont avancé les opposants. L'alliance est d'ailleurs soutenue par l'Association des entreprises électriques suisses, acteur de la victoire de dimanche dernier dans les urnes concernant la loi sur l'approvisionnement électrique grâce aux énergies renouvelables. Le camp du non compte d'ailleurs s'appuyer sur ce score de 69% d'acceptation pour rejeter une initiative qui «remet en question le compromis atteint avec ce vote et torpille les avancées énergétiques et climatiques», avance Jacqueline de Quattro. La situation actuelle est jugée satisfaisante au point que les opposants ne voient pas de raison de renforcer la législation. C'est l'agriculture qui se charge largement de la protection de la biodiversité: 19% des terres cultivables y sont consacrées avec succès, a dit Marcel Dettling en citant l'essor de la population de cigognes ou de milans royaux. L'excès de réglementation, a affirmé Fabio Regazzi, cotée à la Suisse 10% de son produit intérieur brut (PIB).

«En menant une campagne fondée sur la peur, l'alliance du non tente de détourner l'attention de l'état déplorable de la biodiversité en Suisse et des solutions pour préserver notre source de vie», a rétorqué par communiqué le camp d'en face, qui en appelle à «un débat respectueux et basé sur les faits». Plus d'un tiers des espèces animales et végétales sont menacées ou déjà éteintes, écrivent les initiants, qui citent une étude de l'Office fédéral de l'environnement. Et les soutiens de citer le Conseil fédéral: «Il est urgent d'agir fermement pour protéger les services apportés par la biodiversité.» ■

Inquiétudes autour du statut des fonctionnaires

GENÈVE Le gouvernement cantonal a discrètement retiré son projet de loi visant à assouplir le cadre qui régle la relation entre l'Etat et ses collaborateurs. De quoi semer le doute sur ses intentions véritables

FANNY SCUDERI
X @FannyScuderi

«Bruit à l'est, attaque à l'ouest»: le Conseil d'Etat a peut-être été inspiré par ce stratagème de guerre chinois qui préconise de semer la confusion chez ses adversaires pour attaquer à un moment opportun. Le retrait le 30 mai dernier, sans tambour ni trompette, du projet de loi modifiant les règles sur le personnel de l'Etat, interroge. La gauche craint un stratagème pour morceler les offensives contre le statut des fonctionnaires tandis que la droite espère un assouplissement plus ambitieux du cadre qui régle la relation entre l'Etat et ses collaborateurs. Quant aux syndicats et aux associations de cadres de l'Etat, ils déplorent de ne pas avoir été avertis alors qu'ils prenaient part aux discussions. Le projet de loi fait depuis deux ans l'objet d'après négociations entre les associations d'employés, les syndicats et l'Etat. Il s'inscrit dans les grandes réformes défendues par Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat chargée des Finances et des Ressources humaines. La magistrature n'a toutefois pas eu besoin de se lancer dans la bataille: elle a été doublée par le Grand Conseil qui a approuvé en janvier un projet du Centre. Ce dernier supprime l'obligation pour l'Etat de réintégrer des salariés injustement licenciés et crée une base légale en faveur des conventions de départ. Il s'agit justement de deux éléments essentiels de la révision proposée par le Conseil d'Etat. Ces modifications sont entrées en vigueur, les défenseurs des fonctionnaires ayant échoué à faire aboutir un référendum.

Après cette victoire par défaut, la conseillère d'Etat a-t-elle souhaité ménager les fonctionnaires? «Une bonne partie de son projet a été validée par celui du Centre, relève le MCG François Baertschi. Dès lors, je crois que le gouvernement a préféré ne pas démarquer une nouvelle bataille avec la fonction publique.» Le politicien lit aussi derrière la manœuvre un calcul d'opportunité: «Alléger la protection des fonctionnaires alors que la presse a fait état de problèmes managériaux au sein de l'Office cantonal de la santé, sous la tutelle de Pierre Maudet, rajouterait de l'huile sur le feu.»

Membre de la commission du personnel de l'Etat, l'élu vert Léo

Peterschmitt craint qu'il s'agisse en réalité d'une stratégie de «grignotement» des conditions de travail des fonctionnaires, avec des mesures qui seraient annoncées coup par coup plutôt qu'en paquet. Dans les coulisses, des députés évoquent encore un autre scénario pour expliquer la décision de Nathalie Fontanet: la crainte que la majorité de droite du Grand Conseil modifie de manière plus importante le projet initial. Contacté, le département de Nathalie Fontanet réfute les hypothèses décrites précédemment: le projet a été retiré car les buts qu'il poursuivait ont été «en majorité» atteints à travers la loi du Centre, indique-t-il. Ses services analysent désormais «le cadre légal actuel peut encore être amélioré.»

Une nouvelle salve contre la loi sur le personnel (Lpac) conduirait à un durcissement du front avec la fonction publique, estime de son côté Geneviève Preti, présidente du Cartel intersyndical: «Ces attaques pour faciliter le licenciement des fonctionnaires sont inadmissibles. En cas de faute grave avérée, la révocation immédiate est déjà possible. La loi actuelle permet de protéger les fonctionnaires intégrés qui pourraient dégrader certaines hiérarchies.» Une proposition du gouvernement, désormais retirée, a été particulièrement contestée: l'introduction de la possibilité pour l'Etat de suspendre provisoirement un employé en dehors d'une enquête administrative, en gelant entre-temps son salaire.

Amendements du PLR

Le PLR a effectivement déposé plusieurs amendements en commission. Ils visaient entre autres à alléger les conditions permettant la suppression de poste. Le parti de Nathalie Fontanet a aussi proposé d'inscrire un nouvel article sur le recours à la grève dans la loi sur le personnel de l'Etat. Le but: renforcer l'exigence d'un service minimum en cas de débrayage et conditionner le droit de grève à la saisie préalable d'un organe de conciliation. Auteur des amendements, le PLR Alexandre de Senarclens souligne: «La configuration politique a changé depuis la précédente législature. Le Conseil d'Etat a la possibilité d'adopter une loi moderne. Cette modification est dans l'intérêt des fonctionnaires qui doivent parfois subir pendant trop longtemps l'attitude délétaire d'une très petite minorité de la fonction publique.» Le ton est donné. Au Conseil d'Etat de choisir maintenant entre la trêve ou la guerre des tranchées. ■

COLLABORATION: VINCENT NICOLET

EN BREF

Le Conseil des Etats favorable aux réseaux de soins

Les réseaux de soins doivent être considérés comme de nouveaux fournisseurs de prestations. Contrairement au National, le Conseil des Etats a soutenu hier par 25 voix contre 17 une mesure phare du 2e paquet visant à freiner la hausse des coûts de la santé. En outre, pour assurer l'approvisionnement en médicaments, le Conseil des Etats est favorable, comme le National et le gouvernement, à des modèles de prix confidentiels, qui permettraient d'exempter certaines informations de la loi sur la transparence, notamment les restitutions. ATS

Les recours de la Rega et d'Héli-Alps rejetés en Valais

Le Conseil d'Etat valaisan rejette les recours de la Rega et d'Héli-Alps. Celles-ci s'opposaient à la décision de l'Organisation cantonale valaisanne des secours (OCVS) de n'attribuer le marché du sauvetage hélicoptère qu'à Air-Glaciers et Air Zermatt. Elles saisiront le tribunal fédéral (TF). Air-Glaciers et Air Zermatt peuvent continuer à se partager le ciel valaisan en matière de sauvetage. Telle est en substance ce qui découle de la décision du gouvernement cantonal, qui s'aligne ainsi sur la position de l'OCVS. ATS

PUBLICITE

«Vivre en toute liberté de choix, c'est être acteur de sa vie.»

Patrick Barblan
Responsable
Fondations collectives
Suisse

Pour offrir à nos clients la liberté de choix.

10 Carnet du jour

DEUIL

Yolande Micheli et David Scarisbrick
Anne et Roger Pfund Micheli
François et Clementine Micheli Holloway,
Lara et Frédéric Beigbender Micheli, Oona et Léonard
Olivia Micheli et David Coenca, Léora
Louis et Alexis Micheli

Philippe et Aziza Micheli
Léo, Thomas, Barthélemy et Alice Micheli

Francette Bonzon
Dominique Le Louarn
ainsi que les familles parentes et alliées de Bary, de Billy, Silhol, Bonzon, de Latour Dejean,
Le Louarn, Micheli, Dominici, van Berchem, Martin, Perréard,

ont la tristesse de faire part du décès d'

ALIX MICHELI DE BARY

leur très chère mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur, belle-sœur, cousine, tante, qui s'est paisiblement endormie à l'issue d'une brève maladie, à l'aurore du 12 juin 2024, dans sa 88^e année, entourée des siens.

La cérémonie d'adieu et l'inhumation auront lieu le mercredi 19 juin 2024 à 14h30, en l'église de Compesières, canton de Genève.

La famille reconnaissante remercie Maria Branco, Véronique Lorient et l'équipe d'oncologie des HUG pour leur disponibilité et leur bienveillance.

En lieu et place de fleurs, un don peut être fait à SOS Méditerranée, www.sosmediterranee.ch, IBAN CH83 0900 0000 1475 1111.

«Le plus important, c'est l'Amour, inconditionnel» (Alix, 11 juin 2024)

REMERCIEMENTS

La famille d'

ALEXANDRE NIKLAN

vous remercie de tout cœur de votre présence, des messages d'affection, des fleurs magnifiques et de tout autre témoignage dans le grand deuil qui la frappe.

Renée Niklan, Sheila Kamhi, Laetitia Kamhi,
Aurelia Kamhi et leurs enfants

CONVOIS FUNÈRES

GENÈVE

Genève - 9 h 45: M^{me} Yvette Plomb;
chapelle Camoletti, centre funéraire de
Saint-Georges

Genève - 11 h: M^{me} Michèle Rossetti;
chapelle Camoletti, cimetière
Saint-Georges

Genève - 14 h: M^{me} Lucia Bernardi;
église Sainte-Thérèse, av. Peschier 14
Genève - 15 h 45: M. Axel Spreiter;
chapelle Camoletti, cimetière
Saint-Georges

Le Lignon - 11 h: M. Arnold Morand;
église de l'Épiphanie

Les Acacias - 14 h: M^{me} Christiane
Josiane Galley; église Sainte-Claire, rue
du Grand-Bureau 15

Perly - 14 h 30: M. Enio Borgacci;
chapelle

Plan-les-Ouates - 10 h 30: M. Philippe
Lalanne; église Saint-Bernard-de-
Menthon

LAUSANNE

13 h: M^{me} Eliane Michod; centre
funéraire de Montoie, chapelle A

13 h 30: M. Masuki Vangu; centre
funéraire de Montoie, chapelle B

15 h 30: M^{me} Christiane Richle-
Bourquin; chapelle St-Roch, rue
St-Roch 19

16 h: M^{me} Aida Vasquez Lagares; centre
funéraire de Montoie, chapelle A

17 h: M^{me} Jeannette Lederrey; chapelle
Saint-Roch

VAUD

Aigle - 14 h: M^{me} Huguette Dougoud;
église catholique

Chebbes - 14 h 30: M^{me} Colette
Pasche; chapelle catholique

Echichens - 14 h: M^{me} Marinette
Cornaz; temple

Morges - 16 h: M^{me} Annemarie Perrin;
chapelle de Beausobre

Rennaz - 14 h: M^{me} Nelly Bertolami;
église

St-Cergue - 14 h: M. Marc Antonius
Schulte-Elte; temple

FRIBOURG

Belfaux - 14 h: M. Anthony Zaugg;
église Saint-Étienne

Châtel-St-Denis - 14 h: M^{me} Romane
Raemy-Zosso; église

Fribourg - 10 h: M. Michel Bardy;
chapelle Notre-Dame de Bourgillon

Villars-sur-Glâne - 14 h 30: M. Charles
Renvey; église

Vuadens - 14 h 30: M. Noël Giller; église

NEUCHÂTEL

Cressier - 15 h 30: M^{me} Anne-Marie
Mouthon; temple

La Chaux-de-Fonds - 14 h: M^{me}
Evelyn Ding; centre funéraire

VALAIS

Martigny-Bourg - 10 h: M^{me} Gibbs
David-Rogeat; église Saint-Michel

Saint-Maurice - 15 h 30: M^{me} Micheline
Duc-Mottiez; église Saint-Sigismond

Sion - 11 h: M^{me} Brigitte Bourqui;
chapelle du centre funéraire de Platta

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE

Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE
HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes:
Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et
d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques:
Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques:
Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques:
Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide:
Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré:
Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives:
022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences:
Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu:
Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes:
Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55

Clinique et permanence d'Onex:
Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève:
Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy:
Tél. 022 879 57 00 (Jour)
Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile:
Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD
CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne:
Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne:
Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins
de garde du canton de Vaud:
Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Ceol, Lausanne:
Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne:
Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne:
Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne:
Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon:
Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier:
Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais,
site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges:
Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00

Clinique La Lignière, Gland:
Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut,
Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43
Centre universitaire de médecine
généraliste et santé publique, Unisanté:
Tél. 021 314 80 60
Permanence Unisanté-Flon:
Tél. 021 314 90 90
Hôpital intercantonal de la Broye,
Payame: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG
Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL
Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds:
Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence:
Urgences médicales et chirurgicales
Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chaux-de-
Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Montbrillant,
La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 09 00

VALAIS
Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais,
site de Rennaz: 058 773 21 12
Permanence médicale du Chablais:
Route de Morgins 54, Monthey:
058 773 11 46, ouverte du lundi
au vendredi de 9h à 18h,
avec ou sans rendez-vous.

JURA
Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21
Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être envoyés par e-mail
à l'adresse carnets@letemps.ch
jusqu'à 17h le jour avant la parution.

Tél. +41 22 575 80 50

E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Redaction

Le Temps SA
Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél. +41 22 575 80 50
info@letemps.ch

Conseil d'Administration

Présidence: Abir Oribi

Direction

Pierre-Adrian Irlé,
directeur exécutif
Madeline von Holzen,
directrice en chef

Jean-Christophe Potocki,
produit & technologie
Oliver Schwarz, finances

Redaction en chef

Madeline von Holzen

Adjoints

Vincent Bourquin
Grégoire Nappay,
Assistante et office manager
Monique Graber Sangiorgio
Redaction en chef T Magazine
Rinny Gremaud

Relation clients

Le Temps SA
Av. du Bouchet 2
1209 Genève
Lundi-vendredi
9h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 022 539 10 75
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres
sur www.letemps.ch/abos

Regie publicitaire

Nationale: Anne-Sandrine
Backes Adresse: NZZ one -
Route de Lully 5C
CH - 1131 Tolochenaz
Tél.: 021 318 46 60

Email

letemps@nzone.ch
Régionale: Sébastien Cretton
Le Temps SA - Avenue du
Bouchet 2 CH - 1209 Genève
Tél. 022 575 80 50
Email: publicite@letemps.ch

Impression

QIL, Centre d'Impression
Lausanne SA

Tirage diffusé

34 118 exemplaires (source:
tirage contrôle REMP 2023)

Audience REMP MACH Basic

2024-1: 86 000 lecteurs
La redaction decline toute
responsabilité envers les
manuscrits et les photos non
commandées ou non sollicitées.
Tous droits réservés. En vertu
des dispositions relatives au droit
d'auteur ainsi qu'à la Loi contre

la concurrence déloyale et
sous réserve de l'approbation
préalable écrite de l'éditeur
(tél. +41 22 575 80 50; e-mail:
info@letemps.ch) sont notamment
interdites toute réimpression,
reproduction, copie de texte
redactionnel ou d'annonce ainsi
que toute utilisation sur des
supports optiques, électroniques
ou tout autre support, qu'elles
soient totales ou partielles,
combinaisons ou non avec d'autres
œuvres ou prestations.
L'exploitation intégrale ou
partielle des annonces par des
tiers non autorisés, notamment
sur des services en ligne,
est expressément interdite.
ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

PUBLICITE

Nouvelle revue!

Qui nourrira la Suisse demain?

Enquête sur la relève paysanne

En vente sur shop.heidi.news

Un livre pour enfants qui remue-méninges

ENCÉPHALE Dans la bande dessinée «La Fabuleuse Maison Cerveau», les deux neuroscientifiques Aurélie Lattion et Alexandre Pinault expliquent les mystères du cerveau humain aux jeunes enfants. Objectif: leur permettre de mieux apprivoiser leurs angoisses

EVA LOMBARDO

@Eva_Lombardo_

L'encéphale dirige, régule. Il intrigue aussi. Le cerveau, de son petit nom, n'a pas fini de fasciner. Alors les neuroscientifiques l'étudient, tentent d'en saisir les fonctionnements pour le rendre accessible, non seulement à d'autres pairs, mais aussi à celles et ceux qui n'y connaissent rien – ou du moins pas grand-chose.

Dans le boom des propositions didactiques, on retrouve des livres mettant la science à la portée de tous, y compris des plus petits. C'est précisément le projet porté par la Valaisanne Aurélie Lattion et le Français Alexandre Pinault: un ouvrage illustré, *La Fabuleuse Maison Cerveau*, qui invite les enfants à connaître et à gérer leur stress, tout en plongeant dans les secrets du cerveau humain. Un second tome paraît aujourd'hui et se concentre, lui, sur les mécanismes neuronaux de l'intestin, notre deuxième cerveau.

Acte un: le stress, ce mal du siècle

Dans le premier tome, focus sur le stress. Ce mal du siècle qui engourdit nos journées, encombre notre job et gâche nos nuits. «Loin d'être réservé aux adultes, les enfants aussi y sont sujets, si ce n'est davantage, affirme Alexandre Pinault. Non seulement les plus jeunes sont confrontés à des formes d'anxiété, mais ils en pâtissent encore plus». Il s'explique: «Souvent, il est encore difficile d'apprivoiser ces angoisses, ne serait-ce que de savoir les nommer. C'est là où l'on veut intervenir.»

Les deux chercheurs proposent donc à Louisa – la jeune protagoniste de leur bande dessinée, dévastée par la perte de son précieux doudou – ainsi qu'à l'enfant qui lit son histoire, de partir à la découverte d'un lieu magique appelé «la fabuleuse Maison Cerveau». Une immersion dans les rêves de la petite fille au pyjama rose qui, au fil de ses recherches et des défis qui s'offrent à elle, visite les sept différentes régions



Parcourant un univers féérique, Louisa, la jeune protagoniste de «La Fabuleuse Maison Cerveau», visite les sept différentes régions cérébrales ainsi que les glandes surrénales. (SWANN KELLER/NEURACADEMIA)

cérébrales ainsi qu'une région située dans le corps – les glandes surrénales.

«Louisa nous entraîne avec elle dans son aventure, un peu

à la manière d'*Alice au pays des merveilles*», illustre Alexandre Pinault. Lui qui organisait déjà des ateliers de médiation scientifique, confie avoir voulu aller plus

loin, en enracinant un tel apprentissage dans un univers féérique. Pari réussi, lui confirme-t-on volontiers. En témoignent les personnages hauts en couleur, le ton

enchanteur du récit et, plus directement, la couverture de l'album dont les teintes se glissent volontiers du violet au bleu nuit.

Pour que l'aventure soit totale, immersive et interactive, les deux chercheurs ont fait appel à une compagnie fribourgeoise afin de créer une application qui puisse interagir avec le livre. Un album qui prend vie, donc, grâce à la réalité augmentée. À travers un écran de téléphone portable, les pages s'animent et les personnages, habilement croqués par le Vaudois Swan Keller, surgissent en 3D sous les yeux de l'enfant. Ainsi, des explications complémentaires lui apparaissent – comme des encarts explicatifs – pour mieux comprendre les mécanismes qui régissent ses émotions.

«Non seulement les plus jeunes sont confrontés à des formes d'anxiété, mais ils en pâtissent encore plus»

ALEXANDRE PINAULT, NEUROSCIENTIFIQUE

Concrètement donc, Aurélie Lattion et Alexandre Pinault abordent la communication entre les régions cérébrales sur un plan «fonctionnel et chronologique», soit l'ordre dans lequel elles s'activent pour fournir une réponse à un stresser. À chaque région sa fonction dans le cerveau. Prenons un exemple: une information provenant des yeux doit forcément passer par le thalamus, le centre relais des sens de notre cerveau – illustré ici par une sorte d'opérateur téléphonique. Ce dernier envoie l'adite information plus loin, au cortex visuel, situé dans le lobe occipital du cerveau.

Le cortex visuel est ici représenté comme étant un atelier de peinture, sous la supervision d'un

peintre qui se charge de comprendre ce que l'on voit. Il peut également transmettre une information visuelle vers une autre région cérébrale: le cortex préfrontal. «Notre tribunal, en quelque sorte, au sein duquel toutes les décisions se prennent», illustre Alexandre Pinault. Il ajoute: «Il est parfois difficile pour le juge – le maître des lieux – de prendre de bonnes décisions. Dans ce cas, on encourage les enfants à faire de l'ordre, s'organiser, classer.» Autre solution mentionnée: communiquer avec ses émotions, «dans la loge de l'artiste, j'ai nommé l'amygdale», poursuit le chercheur, qui insiste sur le rôle central de cette région cérébrale dans le circuit émotionnel.

Acte deux: microbiote et cercle vicieux

Tome deux, cap sur le microbiote. Dans le second ouvrage, il s'agit cette fois-ci de se pencher sur le lien bidirectionnel existant entre le premier et le deuxième cerveau – les intestins. «Un état de stress peut nous nouer le ventre, évidemment, explique-t-il. Mais de nombreux autres facteurs, comme une alimentation déséquilibrée peut altérer le microbiote, qui en retour dégrade le cerveau, qui à son tour dégrade les intestins par l'axe du stress.» Un véritable cercle vicieux qui peut alors mener à une dysbiose – un état de déséquilibre du microbiote et des intestins – contre laquelle il vaut mieux se prémunir. À noter que l'intestin possède – comme le cerveau, mais en quantité moindre – des cellules nerveuses.

Aurélie Lattion et Alexandre Pinault en sont convaincus: comprendre son cerveau dès le plus jeune âge permet de ne plus voir cet organe comme une simple boîte noire mystérieuse. «Comme tous les organes du corps, il peut parfois aller mal. Cela a des conséquences et des raisons biologiques, sur lesquelles on peut reprendre le contrôle.» Et puis, plaisante le chercheur, expliquer à ses parents qu'on a l'impression que son poulpe de l'hypothalamus fait trop de bulles, cela fera toujours rire. ■

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Vendredi 14 juin 2024

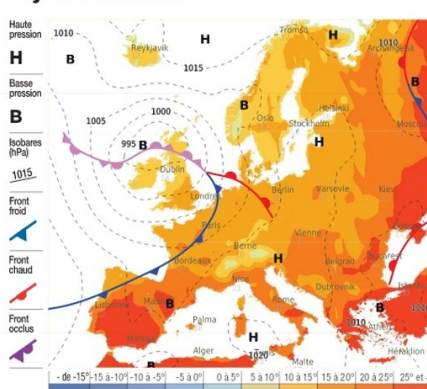


lever: 05h43
coucher: 21h29
1 minute de soleil en plus



lever: 13h43
coucher: 01h57
lune croissante
taux de remplissage: 53%

Situation générale aujourd'hui à 13h



CETTE FIN DE SEMAINE, LE CIEL SERA DOMINÉ par un courant du sud-ouest. Deux perturbations traverseront le pays. La première, ce vendredi matin, amènera quelques pluies en toutes régions, suivies de quelques éclaircies cet après-midi. La seconde,

nettement plus active, entraînera de fortes pluies en deuxième partie de nuit de vendredi à samedi. À l'arrière, le ciel pourrait se dégager rapidement samedi, un peu plus lentement dans les Alpes. Dimanche s'annonce assez ensoleillé et sec.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI
	90%	90%	80%	60%	20%
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	13° 19°	11° 22°	12° 24°	14° 24°	14° 23°
Limite des chutes de neige	2200 m	-	-	-	-
Alpes valdoises et valaisannes (500 m)	13° 21°	12° 24°	13° 26°	14° 27°	15° 25°
Limite des chutes de neige	2600 m	-	-	-	-
Suisse centrale et orientale	13° 19°	11° 21°	12° 25°	14° 25°	15° 23°
Limite des chutes de neige	2300 m	-	-	-	-
Sud des Alpes	16° 20°	15° 23°	16° 24°	17° 25°	18° 25°
Limite des chutes de neige	3000 m	-	-	-	-

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi. Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666 en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

Fourni par SIX Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, moment comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du jeudi, 13.06.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

BONHÔTE

Ensemble, trouvez la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds en obligations		
B. Sel. Glob Bonds ESG (A) (CHF)	CHF 3/14	99.06 -
B. Sel. Glob Bonds ESG (D) (CHF)	CHF 3/14	99.06 -
B. Sel. Glob Bonds ESG (DUH USD)	USD 1/14	99.65 -

Fonds en actions		
Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/14	107.81 11.0

Fonds immobiliers		
Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/17	147.50 6.9

SYNCHRONY Funds

Fonds en obligations		
Synchrony (L) World Bonds (CHF) A	CHF 1/14	93.10 -0.2
Synchrony (L) World Bonds (EUR) A	BUR1/14	97.67 -1.1
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/14	104.05 -0.5
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/14	92.59 -1.7

Fonds en actions		
Synchrony (L) High Div US Stocks A	USD1/14	146.33 4.5
Synchrony (L) High Div Eur St. A	BUR1/14	125.17 8.0
Synchrony (L) Silk Road ZS A	USD1/14	124.05 10.4
Synchrony (L) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/14	154.73 8.0
Synchrony (L) Swiss All Caps (CHF) A	BUR1/14	151.29 3.9
Synchrony (L) Swiss S&M All Caps A	CHF 1/14	129.64 3.3
Synchrony (L) World Equity (EUR) A	BUR1/14	217.56 8.3
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/14	137.92 9.6
Synchrony Europe Equity A	BUR1/14	101.64 8.0
Synchrony High Div Sw.Stocks A	CHF 1/14	133.28 6.6
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD1/14	102.60 4.1
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/14	138.10 4.0
Synchrony US Equity A	CHF 1/14	108.14 9.6
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/14	110.07 9.8
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/14	108.18 -
Synchrony US Equity A	USD1/14	200.29 13.4

Fonds d'allocation d'actifs		
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/11	143.64 6.2
Synchrony (CH) Balanced (CHF) A	BUR1/11	146.43 4.5
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/11	97.18 2.8
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/11	131.93 8.3
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/11	96.33 1.0
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/11	125.48 13.7
Synchrony (L) Balanced (EUR) A	BUR1/14	139.63 3.8
Synchrony (L) Dynamic (EUR) A	BUR1/14	175.66 9.7
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/11	122.12 3.1
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/11	128.39 5.1
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/11	117.49 5.2
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/11	130.70 7.8

BBGI GROUP

Autres fonds		
BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/14	159.00 9.7
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF	CHF 1/14	116.90 17.8
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF Hdg.	CHF 1/14	83.80 9.5
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR	BUR1/14	154.80 13.4
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR Hdg.	BUR1/14	93.70 10.8
BBGI - Swiss Phys. Gold CI USD	USD1/14	124.90 11.3
BBGI Commodities (USD) A	USD1/14	110.10 9.4
BBGI Natural Resources (USD)	USD1/14	115.10 2.7
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD1/14	75.70 -10.1

BCV

Fonds d'allocation d'actifs		
BCV Actif Balanced (CHF) ESG	CHF 1/11	101.18 6.1
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/11	90.30 3.4
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/11	95.50 9.2
BCV Actif Sécurisé (CHF) ESG	CHF 2/11	89.92 0.6
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 1/11	139.38 12.7
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/11	110.55 8.9
BCV Stratégie Équarépandée ESG A	CHF 2/11	162.83 6.1
BCV Stratégie Équarépandée ESG AméA	CHF 2/11	98.10 4.7
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/11	83.96 4.1
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/11	112.47 3.3
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/11	102.42 2.2

Berninvest

Fonds immobiliers		
Good Buildings SREF	CHF 5/15	129.50 -1.9
Immo Helvetic	CHF 5/15	203.00 0.0

BLACKROCK

Fonds en obligations		
BGF FGI Glob Ops (D) USD	USD1/14	1658 1.2
BGF FGI Corp Bond (D) USD	USD1/14	1582 0.8

Fonds en actions		
BGF Syst Glob Eq H (D) USD	USD1/14	2354 11.1
GB Union Eq D Acc USD	USD1/14	1860.03 12.8

bordier | 1844

Fonds en obligations		
80 Fd N-Bordier Alvo Bal USD	USD1/14	1142.7 5.9
80 Fd N-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR1/14	1032.7 0.7
80 Fd N-Bordier Glob Fix Inc USD	USD1/14	1136.8 2.0

Fonds en actions		
80 Fd N-Bordier Cons. Hld Eur EUR	EUR1/14	160.53 6.5
80 Fd N-Bordier Cons. Hld Eur EUR	EUR1/14	140.85 6.9
80 Fd N-Bordier Glob EmMkt USD	USD1/14	191.64 5.7
80 Fd N-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR1/14	125.69 11.6
80 Fd N-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR1/14	132.48 12.0
80 Fd N-Bordier US Sel Eq USD	USD1/14	234.65 13.9
80 Fd N-Bordier US Sel Eq USD	USD1/14	227.23 13.5

BRUNOWALTER

Fonds en actions		
Altafund Quasiinvest Fund ESG B	EUR1/14	219.34 3.5
Altafund Quasiinvest Fund ESG C	EUR1/14	164.22 3.6
Altafund Quasiinvest Fund ESG D	EUR1/14	233.75 3.7
Altafund Quasiinvest Fund ESG Da	EUR1/14	98.91 3.7
Altafund Quasiinvest Growth B	USD1/14	302.94 10.5
Altafund Quasiinvest Growth C	USD1/14	312.39 10.5
Altafund Quasiinvest Growth D	USD1/14	318.33 10.8
Altafund Quasiinvest Growth Da	USD1/14	267.12 10.7
Altafund Quasiinvest Growth OE	USD1/14	296.65 10.3

bwm

Représentant pour la Suisse:
LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions		
Classic Global Equity Fund	CHF 3/14	591.94 15.9
Classic Value Equity Fund	CHF 3/14	184.42 15.1

caceis

Fonds en actions		
Skisepoque Quant European Eq. A (CHF)	CHF 1/14	125.20 15.2
Skisepoque Quant European Eq. A (EUR)	EUR1/14	99.03 16.4
Skisepoque Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/14	133.16 10.0

carne

Fonds en actions		
Kornwaxe Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/14	239.69 26.4
Kornwaxe Gold Equity Fd EUR - B	EUR1/14	240.61 21.5
Kornwaxe Gold Equity Fd USD - B	USD1/14	277.40 18.7

CITE GESTION PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs		
WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/14	1106.87 4.4
WF Asset Allocation Fund A H (CHF)	CHF 1/14	1033.54 3.0
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD1/14	1250.48 4.9

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire		
CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/14	961.26 0.6
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/14	1049.90 1.5
CS Money Market Fund USD B	USD 2/14	1164.73 2.2

Fonds en obligations		
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/14	108.47 -0.1
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD1/14	114.02 2.8
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/14	111.76 0.6
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/14	128.12 0.8
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD1/14	157.13 0.6
CS (Lux) EM Corp IG Bal FD B	USD1/14	142.47 1.2
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bfd B	USD1/14	137.36 3.4
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fd B	CHF 2/14	486.63 0.0
CSF (Lux) GL Bal Convertible B	EUR 1/14	176.19 4.0
CSF (Lux) Glob Inv Gdsde Conv Bfd B	USD1/14	158.93 4.8

Fonds en actions		
CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/14	41.95 10.1
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/14	488.84 7.8
CS (CH) Swiss Div Plus Fd Fd A	CHF 2/14	15.07 10.0
CS (CH) Swiss Div Plus Fd Fd B	CHF 2/14	23.36 10.0
CS (CH) Swisscap EF B	CHF 2/14	553.00 8.8
CS (CH) Digit. Health Eq Fd USD	USD1/14	60.40 -5.3
CS (Lux) EU Qst Div Fd B	EUR 2/14	23.07 5.8
CS (Lux) Europ. Ent. Fd Fd EUR	EUR 2/14	4363.28 11.4
CS (Lux) Gl. Qst Div Fd B	USD1/14	25.55 8.1
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/14	15.30 0.3
CS (Lux) Infrastructure Fd B	USD1/14	210.80 0.7
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/14	2908.13 -1.0
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD1/14	46.76 3.0
CS EF (CH) S&M Cap Switz Eq Fd B	CHF 2/14	1451.25 6.0

Fonds d'allocation d'actifs		
CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/14	115.02 4.5
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF (B) CHF UB	CHF 2/14	130.32 6.8
CS (CH) Int. & Div. Focus Hyd CHF UB	CHF 2/14	99.74 1.6
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/14	105.02 2.2
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/14	109.31 4.4
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 1/14	126.26 5.5
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/14	118.20 8.8
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD1/14	199.10 3.2
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/14	122.88 5.7
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/14	141.07 8.7
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/14	108.03 3.5

Fonds immobiliers		
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 1/14	99.40 5.1
CS REF Green Property	CHF 1/14	110.59 -8.7
CS REF Hospitality	CHF 1/14	72.20 1.4
CS REF Interswiss	CHF 1/14	170.59 4.6
CS REF LivingPlus	CHF 1/14	180.08 -2.4
CS REF Siat	CHF 1/14	217.00 2.4

Investissements alternatifs		
CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/14	160.19 -1.9
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/14	119.06 3.4

Autres fonds		
CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/14	18.24 -0.3
CS (Lux) Com. Idx Pl USD Fd B	USD1/14	71.66 6.2
CS (Lux) Commodity Allocation B	USD1/14	75.88 7.2
CSPLux Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/14	269.47 8.9

CRONOS

Fonds immobiliers		
Cronos Immo Fund	CHF 1/14	110.00 -6.4

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations		
EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/14	98.80 1.1

Fonds en actions		
EG European Equities (EUR)	EUR 2/14	423.20 10.2
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/14	232.80 2.9
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/14	67.80 8.1
Gutzwiller ONE	USD1/14	603.00 11.6

Investissements alternatifs		
Gutzwiller TWO (USD)	USD1/14	173.20 -0.4

DE PURY PICTET TURETTINI

Fonds en actions		
Cadmos - Emg Mktc Enga B	USD1/14	196.57 1.2
Cadmos - Emg Mktc Engal	USD1/14	81.25 1.4
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR1/14	208.12 9.2
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/14	225.10 8.9
ENETIA Energy Infrast. Fund B EUR	EUR1/14	12799.10 2.1
ENETIA Energy Transition Fund B EUR	EUR1/14	141.07 -0.6
White Fleet IV-Ene Eur in S (EUR)unb	EUR1/14	11518.05 3.4
White Fleet IV-Rl. St. B (USD)	USD1/14	47.25 -2.5
White Fleet IV-Sec. Tds B (USD)	USD1/14	201.76 12.5

Fonds d'allocation d'actifs		
Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/14	124.38 6.1

Autres fonds		
Physical Gold B3	USD1/14	127.19 12.5

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers		
ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/14	143.50 5.1

ethos

Fonds en actions		
Vantabel (CH) Ethos Swiss Mktc MSA	CHF 4/14	483.88 4.4

GENERALI

Fonds en obligations		
GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/14	104.99 0.3
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/14	102.46 -0.3
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/14	554.77 0.6

Fonds en actions		
GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/14	407.06 10.5

Fonds d'allocation d'actifs		
GENERALI Anlagenfonds	CHF 2/14	134.51 3.0
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 1/14	92.41 13.1
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/14	97.11 7.0
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	EUR1/14	110.06 4.5
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR1/14	148.40 0.6
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/14	92.19 0.3
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/14	92.49 0.2
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/14	93.34 0.0
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/14	89.21 -0.0
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/14	93.36 -0.1
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/14	95.46 -0.1
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/14	99.08 0.1
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 2/14	110.77 1.6
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 2/14	122.56 3.2
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 2/14	136.49 4.7

FIR

Fonds immobiliers		
FIR	CHF 2/14	216.00 1.9

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations		
EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/14	98.80 1.1

Fonds en actions		
EG European Equities (EUR)	EUR 2/14	423.20 10.2
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/14	232.80 2.9
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/14	67.80 8.1
Gutzwiller ONE	USD1/14	603.00 11.6

Investissements alternatifs		
Gutzwiller TWO (USD)	USD1/14	173.20 -0.4

helvetia

Fonds immobiliers		
Helvetia (CHF) Swiss Property Fund	CHF 1/1	107.50

Economie & Finance

-0,3%

LES PRIX À LA PRODUCTION ET À L'IMPORTATION EN SUISSE ONT RECULÉ EN MAI, en raison principalement de baisses des tarifs des hydrocarbures et des produits pharmaceutiques. L'indice s'est inscrit à 107,2 points, en repli de 0,3% par rapport à avril. Le coût de l'électricité a quant à lui augmenté pour les gros consommateurs.

KEIR STARMER
Le chef du Labour

Le grand favori des législatives au Royaume-Uni a assuré hier vouloir ramener la «stabilité» après les turbulences des quatorze ans de pouvoir conservateur, avec un programme axé sur la croissance économique.



3,85 milliards

LES GALERIES LAFAYETTE PRÉVOIENT DE RETROUVER EN 2024 LEURS VENTES DE 2019, soit 3,85 milliards d'euros de volume d'affaires sous enseigne. C'est ce qu'a assuré hier le directeur général du groupe Nicolas Houzé, descendant du fondateur du grand magasin.

SMI	12 095,99	↓	Dollar/franc	0,8943	↓
	-0,59%		Euro/franc	0,9612	↓
Euro Stoxx 50	4 935,50	↓	Euro/dollar	1,0747	↓
	-1,97%		Livre st./franc	1,1404	↓
FTSE 100	8 163,67	↓	Baril Brent/dollar	82,49	↓
	-0,63%		Once d'or/dollar	2296	↓

FlowBank mise en faillite après quatre ans

BANQUE Manque de fonds propres, organisation inadéquate et gestion des risques défailtante: la Finma a dressé un portrait accablant de l'établissement de trading en ligne genevois en révélant qu'elle prononçait sa faillite, hier matin

SEBASTIEN RUCHE
X @sebruche

C'est une mesure extrêmement rare qu'a prise la Finma hier lorsqu'elle a prononcé la faillite de FlowBank. Cette banque genevoise spécialisée dans le trading en ligne, lancée en 2020 par Charles Henri Sabet, ne disposait plus des fonds propres nécessaires à son activité et était probablement surendettée, a détaillé le surveillant de la finance. Un liquidateur a été nommé pour gérer la faillite de la banque aux 140 collaborateurs.

Le flow, c'est le flux, lorsque les choses coulent facilement, avait expliqué au *Temps* le fondateur de FlowBank au début de ses opérations. Mais à lire le communiqué de la Finma, tout ne s'est pas déroulé de manière fluide durant ses presque quatre ans d'existence.

Lancé à l'été 2020, l'établissement comptait se faire une place sur le très concurrentiel marché du trading en ligne en offrant les tarifs les plus bas et en utilisant une technologie avant-gardiste, avait détaillé Charles Henri Sabet. Ancien joueur professionnel (poker et backgammon), il avait créé dans les années 1990 Synthesis Bank, revendue au groupe Saxo par la suite.

Deux procédures d'enforcement

FlowBank, qui n'a pas répondu à notre demande de commentaire, a fait l'objet de deux procédures d'enforcement de la part de la Finma, en 2021 puis en 2023. Cet anglicisme désigne des mesures destinées à rectifier une situation non conforme au droit. En cause, des problèmes répétés en matière de fonds propres, d'organisation et de gestion des risques. La comptabilité et le reporting financier se sont ainsi révélés erronés et incomplets, précise notamment la Finma.

FlowBank avait perdu 37 millions de francs pour sa première année



Lancée à l'été 2020 par Charles Henri Sabet, la banque comptait se faire une place sur le très concurrentiel marché du trading en ligne. (GENÈVE, 7 SEPTEMBRE 2020/EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

pleine d'activité, en 2021. Dans le rapport annuel, son auditeur PwC notait qu'un système de contrôle interne avait été conçu pour préparer les états financiers mais pas complètement mis en place. Dans les comptes 2022, la perte nette pour 2021 (affichée à titre de comparaison) figure cette fois à 22,9 millions, tandis qu'apparaît une charge exceptionnelle de 14 millions. Ces 14 millions résultaient d'un «mauvais paramétrage du système comptable» et du fait que «des éléments

d'actifs au bilan ne pouvaient pas être clairement réconciliés avec d'autres écritures passées durant l'année», avait expliqué Charles-Henri Sabet à *la Tribune de Genève* en octobre 2023.

Clients à risque et investisseurs chinois

Dans le rapport annuel 2022, l'auditeur de FlowBank estimait que le système de gestion interne n'était pas conforme à la loi et qu'il n'était pas en mesure de confirmer l'exis-

tence d'un tel système pour la préparation des états financiers. Ajoutant que le rapport annuel n'avait pas été publié dans les temps, PwC recommandait que les comptes soient approuvés.

En 2023, la Finma a découvert que la banque comptait de nombreux clients considérés comme risqués et avait effectué «des transactions d'un volume considérable» sans vérifications adéquates et alors que les lacunes organisationnelles n'avaient pas été comblées.

FlowBank avait donc «gravement enfreint» les règles contre le blanchiment d'argent. L'établissement n'avait en outre pas respecté l'interdiction prononcée par la Finma de lancer de nouvelles activités commerciales susceptibles d'augmenter les risques.

Début 2023, FlowBank avait procédé à deux augmentations de capital, auxquelles avaient participé Charles Henri Sabet, la plateforme de cryptomonnaies CoinShares ainsi qu'un *family office* chargé

de placer le patrimoine de riches familles chinoises, apprenait-on encore dans l'article de *la Tribune*. Une holding du groupe Reyl est restée actionnaire à hauteur de 8%. Contacté hier, le groupe bancaire genevois n'a pas souhaité faire de commentaire sur la faillite de FlowBank.

En mai 2023, Bloomberg révélait, sur la base de sources anonymes, que le géant des cryptomonnaies Binance envisageait d'autoriser ses grands clients à déposer leurs actifs auprès de plusieurs banques, dont FlowBank. Les deux principales intéressées n'avaient pas fait de commentaire. Fin janvier 2024, le *Financial Times* affirmait que Binance (condamnée fin 2023 à 4,3 milliards de dollars d'amende aux États-Unis pour blanchiment) avait commencé à autoriser ce dispositif. FlowBank n'avait pas répondu à la demande de commentaire du quotidien anglais.

Rotation du personnel

Le *Temps* avait approché Charles Henri Sabet pour en parler, l'homme nous avait reçu mais avait refusé de répondre à nos questions. Binance n'avait pas répondu à notre demande de commentaire. Hier, la Finma n'a pas voulu nous dire si elle avait exigé la fermeture des comptes des clients jugés risqués.

Selon nos informations, FlowBank a connu une importante rotation du personnel au cours de son existence, un certain nombre d'ex-employés ayant recouru aux Prud'hommes. Sa licence bancaire lui a été retirée le 8 mars, dans une décision de la Finma qui a fait l'objet d'un recours.

Le coup de grâce est venu de ses comptes annuels 2023, approuvés il y a quelques jours par le conseil d'administration. Ils ont montré à la Finma que la situation financière de la banque était «bien pire que ce que cette dernière avait annoncé initialement».

Progrès timides sur la question de l'origine de l'or

MATIÈRES PREMIÈRES La Swiss Better Gold Association défend la production d'un métal extrait dans des conditions artisanales et propres en Amérique du Sud. Son impact reste marginal mais son développement s'accélère

RICHARD ETIENNE
X @rietienne

Sur la question de l'origine de l'or, la Suisse est souvent critiquée. Ses raffineries, qui traitent un bon tiers de l'or mondial, sont régulièrement accusées de transformer un métal extrait dans des conditions scandaleuses. Cette semaine, la Coalition pour des multinationales responsables dénonce un nouveau cas, en Tanzanie. Un groupe minier canadien, Barrick Gold, aurait forcé le déplacement de 5000 personnes ces deux dernières années pour agrandir une mine d'or dans ce pays. Le métal est livré au groupe genevois MKS Pamp. Barrick conteste ces accusations et MKS Pamp dit respec-

ter les derniers critères éthiques en la matière.

Le 29 mai, un rapport de l'ONG Swissaid a montré qu'une large part de l'or africain, surtout quand il est extrait par des mineurs artisanaux, n'est pas déclarée. Une contrebande qui part souvent dans les Emirats arabes unis, l'un des premiers importateurs d'or en Suisse. On peut y voir un problème massif, mais on peut aussi en conclure que cet or est surtout, sinon exclusivement, acheté par Valcambi. Cette entreprise basée au Tessin a été exclue en 2023 pour cette raison de l'Association suisse des fabricants et commerçants de métaux précieux (ASFCMP), la fédération du secteur. Valcambi serait une exception, selon ses concurrents.

Son cas occulte en tout cas les efforts menés par la branche pour tenter, tant bien que mal, d'importer un or propre. Notamment ceux des mineurs artisanaux encadrés par la Swiss Better Gold Association (SBG), une organisation dont les travaux ne sont guère mis en lumière dans les médias.

Il y a pourtant eu de belles avancées récemment. Le 30 mai les membres de la SBG ont décidé d'augmenter leur prime de 14 135 dollar par gramme d'or produit dans ce cadre. Un montant qui doit permettre à l'association d'augmenter son assistance technique (comment travailler sans mercure par exemple) aux mineurs qu'elle accompagne en Colombie, au Pérou et en Bolivie.

La SBG compte 26 membres. Le dernier en date - LVMH, qui a rejoint ses rangs il y a six mois - est son premier membre non suisse. Si la SBG était un start-up, on dirait qu'elle entre dans sa phase de «scale up», de croissance. Le développement de

cette association créée en 2013, en partenariat avec la Confédération, n'en a pas moins été long et difficile. Pendant longtemps, l'industrie refusait d'acheter de l'or produit dans ce cadre car il est un peu plus cher (1000 francs de plus le kg, qui coûte 65 000 francs).

«Il y a 3-4 ans, personne ne voulait payer ce premium, mais les choses ont changé. Une banque s'y est mise, puis une autre. Il y a eu une prise de conscience», a affirmé Antoine de Montmolin, le patron de Metalor, lors d'une table ronde sur ces questions au salon EPHJ hier à Genève. L'affineur neuchâtelois avait d'ailleurs renoncé à se fournir auprès de mineurs artisanaux - leur production étant jugée trop risquée - avant de changer d'avis en s'engageant avec la SBG. «Maintenant, on trouve des acheteurs et on n'a pas assez d'offres», a renchérit la directrice de la SBG, Diana Cullias, lors du même événement. L'association étend le nombre de mines partenaires et veut déployer ses activités en Afrique.

Parmi ses membres figure la société de Pury Pietet Turrettini & Cie, qui a lancé

un fonds doté d'or fourni en partie par des mines validées par la SBG. «Nous pensons que la demande en or va augmenter et nous voulons mettre en avant celui des mineurs artisanaux», indique Frédéric Dawance, un associé de la société genevoise.

Avoir une «vue d'ensemble»

Marc Ummel, un enquêteur de Swissaid, salue les projets de la SBG mais souligne que sur la question de l'origine de l'or «il faut avoir une vue d'ensemble». Garantir par exemple que tel producteur ne puisse pas crier sur les toits qu'il se fournit en or de la SBG tout en achetant du métal jaune issu de sources moins sûres. Faire en sorte, aussi, que les contrôles en Suisse soient plus rigoureux.

À la suite d'une motion parlementaire, la loi sur les douanes doit d'ailleurs être débattue cet automne au parlement à Berne. L'ASFCMP soutient quatre amendements à cette loi, qui visent à accroître la transparence, les obligations de diligence, les contrôles et les sanctions.

ANALYSE

1000

C'est la différence de prix au kilo de l'or produit de façon plus durable, comparé aux 65 000 francs que coûte 1 kilo.

14 Bourses

BOURSE 13.06.2024

SMI 12095.99 -0.59% SPI 16068.56 -0.60% SLI 1963.31 -0.75% SMIM 2604.651 -0.58% VSMI 13.0176 3.73%

SMI

Titre	Div.	Rend. du div.	Cours	Variation %	Plus bas	Plus haut	Haut
ABB NA	0.87	1.72	50.68	-1.63	29.13	51.78	51.78
Alcon N	0.24	0.29	81.70	-0.49	61.28	83.34	83.34
Geberit NA	12.70	3.31	550.00	-0.57	409.00	571.20	571.20
Givaudan	68.00	1.57	4335.00	-0.57	2724.00	4396.00	4396.00
Holcim N	2.80	2.46	81.32	-0.68	54.34	82.44	82.44
Kühne+Nagel	10.00	3.87	258.60	-0.50	234.50	301.90	301.90
Logitech NA	1.06	1.16	91.16	0.24	48.28	93.50	93.50
Lorion Gr	4.00	0.83	481.10	-0.82	308.60	574.60	574.60
Nestlé NA	3.00	3.15	95.10	0.17	89.52	109.34	109.34
Novartis	3.30	3.50	94.26	-0.42	79.21	95.41	95.41
Partners Gr	39.00	3.32	1175.50	-1.14	786.80	1325.50	1325.50
Richemont	3.50	1.88	146.05	-1.68	102.95	154.00	154.00
Rothchild HldGS	9.60	3.91	245.80	0.94	122.90	281.30	281.30
Sika N	3.30	1.25	263.00	-3.13	206.90	287.60	287.60
Sonova	4.30	1.53	281.00	-1.61	205.80	300.60	300.60
Swiss Life	33.00	5.20	635.20	-0.19	509.60	666.60	666.60
Swiss Re NA	62.2	2.22	110.60	-1.29	83.10	117.20	117.20
Swisscom	22.00	4.44	495.80	0.65	486.80	565.80	565.80
UBS Group N	0.64	2.35	27.21	-2.47	17.26	28.78	28.78
Zurich Ins Gr	26.00	5.50	472.90	-0.30	401.70	492.90	492.90

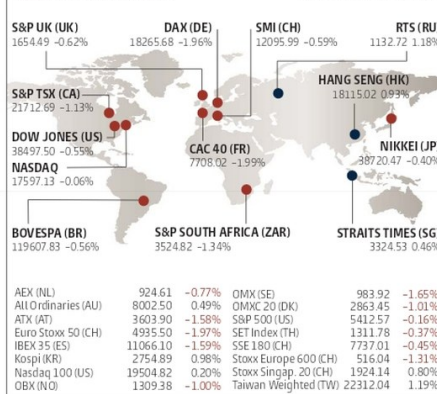
GAGNANTS

Titre	Cours	Var %	Titre	Cours	Var %
Arundel NA	0.20	+32.45%	ams-OSRAM	1.29	-8.49%
Highlight	7.00	+16.67%	Implenia	31.10	-6.18%
Speis	0.041	+15.00%	Hochdorf	7.04	-5.63%
Adde Therap.	0.066	+6.45%	XLife Sciences	32.10	-5.59%
GAM NA	0.26	+3.83%	Lem	1438.00	-5.15%

PERDANTS

129	-8.49%
31.10	-6.18%
7.04	-5.63%
32.10	-5.59%
1438.00	-5.15%

INDICES BOURSIERS



CHANGES



La Banque 13.06.	Devises		Billets		avec 100 fr on achete
	achete	vend	achete	vend	
1 Euro	0.9674	0.9676	0.94	1.00	100.00
1 Dollar US	0.8954	0.8955	0.86	0.94	106.95
1 Dollar canadien	0.6516	0.6518	0.62	0.69	144.40
1 Dollar australien	0.5956	0.5958	0.56	0.64	157.48
100 Dollar hongkong	11.4641	11.4658	10.80	12.60	793.65
100 Vens	0.5697	0.5698	0.53	0.62	162.60
1 Livre sterling	1.1448	1.1453	1.07	1.22	81.97
100 Couronnes suédoises	8.6279	8.6301	7.95	9.50	1052.63
100 Couronnes norvég.	8.4408	8.4430	7.75	9.35	1069.52
100 Couronnes danoises	12.9691	12.9724	11.95	13.70	729.93

1 Bitcoin USD	66799.96 (13.06.)	68516.12 (12.06.)
Monnaies		
13.06.		
Franc suisse	1.1176	0.8771
Dollar US	0.8946	0.9315
Euro	0.9604	1.0735
Livre sterling	1.1400	1.2743
Yen	0.5702	0.0064
Dollar canad.	0.6502	0.7269
Rouble	0.0101	88.3705

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

Cours	Var %	52 semaines	Classement	Bas	Haut
13.06.	cloture	j. d'ouv.	Haut	Bas	
Accelleron	34.80	-1.69	37.8	20.7	
Adde Therap.	0.066	0.45	0.26	0.04	
Adde Therap. Gr. NA	32.06	-2.08	32.2	27.8	
Adtel Tech	97.00	-1.28	85.0		
Aelis Vict. NA	16.00	0.95	19.1	13.8	
Aeris S A	0.48	-0.77	0.40		
Allreal NA	150.80	-0.79	162	140	
Alsea Holding	272.50	-1.80	278	175	
ams-OSRAM	1.29	-8.49	1.434	0.92	
APG SGA NA	201.00	-1.47	226	165	
Arbonia NA	13.06	0.31	13.5	11.0	
Arundel NA	0.20	32.45	0.30	0.10	
Aryza NA	1.72	-0.98	1.83	1.34	
Atom NA	7.65	-1.54	12.5	7.00	
Atomworld	1.59	+0.00	2.08	1.26	
Autoneum H. NA	136.40	-2.29	167	98.8	
Avio	36.32	-2.47	45.3	29.0	
Bachem H. NA	79.50	-0.39	91.7	54.0	
Balkeia NA	154.60	-0.64	157	126	
Barry Callebaut	1564.00	-0.26	1760	1215	
Baselind. KB	848.00	+0.00	900	830	
Basilea Pharm.	42.05	0.12	49.0	32.0	
Baxter KB PS	64.20	1.58	69.6	60.8	
BB Biochem	40.15	+0.00	49.8	35.4	
Belimo	431.80	-1.98	479	369	
Bell Food	265.50	-0.19	285	244	
Bellvue Gr.	17.00	-3.41	29.3	17.0	
Bergl Eng. Gr.	41.40	+0.00	44.5	39.9	
Berner KB	233.00	-0.85	253	230	
BKW	140.50	-1.13	168	122	
Bossard	218.00	-1.58	230	173	
Bq. Cant. de G.	285.00	0.71	317	203	
Bq. Cant. de J.	59.50	0.85	66.5	49.2	
Bq. Cant. Vaud.	93.95	-0.29	113	91.9	
Bucher Ind.	360.50	-2.17	413	314	
Bündner KB	1765.00	-0.28	1815	1610	
Burckhardt	592.00	-0.31	666	436	
Burkhalter	90.70	-0.98	101	83.0	
BWZ	1000.00	0.50	1080	810	
Bystronic	408.00	-3.66	660	396	
Calida Holding	30.65	-1.76	37.8	25.0	
Carlo Gavazzi	313.00	-0.97	391	294	
Centra Money	75.25	-0.13	76.8	60.0	
CI Com	1.25	-2.84	0.90		
Cicor Technol.	50.80	-1.55	53.4	41.7	
Clariant	13.95	-1.55	15.3	10.8	
Coltene	51.40	-1.53	73.2	50.0	

Ledanche NA	0.51	-1.54	0.63	0.37
Lem	1438.00	-5.15	2290	1436
Leonteq	23.85	-0.45	45.6	22.9
Liechten. LB	69.60	-2.57	75.0	58.0
Lindt & Spr.	108200.00	0.9311	14000	95000
Lindt & Spr. FS	106000.00	0.38	11430	93800
Luzerner KB	66.70	-0.60	77.3	66.4
MCH Group N	4.74	1.07	5.88	3.50
Melacta Gr.	127.20	-0.47	135	98.1
Medartis	72.50	1.12	99.4	63.5
Medwin	15.50	-2.39	26.8	14.4
Meier Tobl.	33.70	-0.88	53.0	28.9
Metal Zug	1335.00	0.75	1740	1245
Meyer Burger	0.008	2.74	0.23	0.01
Mikron	18.60	0.81	20.0	10.7
Mobilzone	13.94	-0.99	15.3	12.1
Mobim	252.50	-0.79	270	233
Molecular Partn.	5.30	-2.75	7.09	3.04
Montana A.	19.30	-0.41	19.9	9.68
Newron Pharma	9.94	-4.05	11.5	4.09
Novast Real Est.	32.60	0.93	38.0	31.7
OC Oerlikon NA	4.85	-0.41	5.09	3.30
Orascom Dev.	4.11	-0.96	6.54	3.80
Orell Fussli	79.60	2.05	83.6	69.0
Orion	59.70	-2.49	78.7	58.7
Pach. Prop.	7.79	-1.52	14.4	7.50
Perrot Duval	58.50	0.85	86.0	35.2
Phoenix Mec.	49.10	-1.41	53.6	34.2
Pierer Mob.	34.30	-0.29	78.0	33.7
Plaza	299.00	-0.33	319	292
PolyPerfide	32.45	-0.92	34.6	14.1
PrivatEquity	77.40	-0.00	78.0	63.0
PSP	112.10	-0.71	121	97.5
RBS Group	13.10	0.38	13.2	9.50
Relief Therap.	1.20	3.00	4.89	1.14
Rietel	122.40	-3.62	138	74.1
Roche I	271.80	1.19	305	229
Romande Energie	57.20	1.42	58.8	49.0
Sandoz	32.18	1.26	32.8	22.7
Santhera PH	10.12	1.71	14.6	7.14
Schindler N	230.00	-0.22	237	171
Schindler PS	235.20	-0.08	243	176
Schlatter Holz	27.00	+0.00	28.0	20.0
Schweitzer Tech.	415.00	-2.47	719	404
Schweitzer NB	3830.00	+0.00	4950	3440
Sensirion	78.00	-3.23	96.6	57.5
St Urban Prop N	91.00	+0.00	96.0	82.5
SFS Group	119.20	-5.10	130	88.9
SGS	48.42	-0.12	88.3	69.6
SHL Telemed	4.90	-1.80	10.9	3.50

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Brut	82.75	0.28%	Net	13.06.	13.06.
Londres Brent	82.75	0.28%			
Saron	1.454		Euribor	1 mois	3.599
ESTR	1.662		Euribor	3 mois	3.719
ESTR	3.923		Euribor	6 mois	3.743
ESTR	3.943		Euribor	12 mois	3.678
ESTR	3.869				

PÉTROLE/COMBUSTIBLES



Baril NY WTI (Nymex) \$/bar.	78.61	78.32
Baril RBOB (Nymex) \$/gal.	2.42	2.39
Mazout Comb. ECO	12.06.	
de 300l à 6000 litres	113.10	115.40
Prix net du mazout par 100 litres à 15° en CHF	Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.	

MATIÈRES PREMIÈRES

Cuivre (LME) \$/t	3664	-1.60%
Etain (LME) \$/t	3253.8	-1.64%
Plomb (LME) \$/t	2111	-0.39%
Aluminium hg (LME) \$/t	2499	-0.77%
Ble (CBOT) \$/t	62.10	1.14%
Mais (CBOT) \$/bu	458.50	1.16%

Argent (Zurich) Once/USD	29.29	29.34
Or (Zurich) Once/USD	837.00	852.00
Platine (Zurich) Once/USD	943.00	953.00
Or (Zurich) Once/USD	26923	27673
Palladium (Zurich) Once/USD	891.00	896.00
Or (Zurich) Once/USD	25544	25914

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich. * = dernier prix mentionné. Div = dividende. GS = bons de participation. I = actions à porteur. NA = actions nominatives. PS = bons de participation. St. = actions ordinaires. Vz. = actions privilégiées. le bas/haut sur 52 semaines se réfère uniquement aux transactions boursières. Monnaies/Met et devises étrangères données fournies par UBS Group AG. Toutes les données sont sans garantie.

Source: Infront

PUBLICITE

Voici ce que pourrait être notre vie de demain dans une société durable.

Ce qu'elle sera réellement est entre nos mains.

S'informez maintenant



**Sustainable
Switzerland**
NZZ

L'initiative de durabilité de l'entreprise NZZ avec des partenaires de l'économie et de la science – et ceux qui veulent faire bouger les choses.



la Mobilière



UBS</

La coopérative, un modèle pour endiguer la crise du logement?

IMMOBILIER Ce type d'habitations suscite de plus en plus d'intérêt en Suisse, alors que la pénurie de logements s'intensifie. Mais sa part de marché stagne, voire diminue depuis des années. Un soutien accru ne semble pas d'actualité

ALEXANDRE BEUCHAT
X @beuchat_a

Les prix de l'immobilier poursuivent leur ascension, alors que l'offre se réduit comme peau de chagrin. Trouver un logement à prix abordable est devenu mission impossible dans certains grands centres urbains ou dans les régions touristiques.

Dans ce contexte tendu, les coopératives d'habitation suscitent un intérêt accru. Modèle hybride entre la location et la propriété, ce dispositif existe depuis le XIXe siècle, mais son mode de fonctionnement est encore peu connu. Historiquement, il est plus répandu en Suisse alémanique, notamment à Bâle et Zurich. Dans une coopérative, les habitants n'achètent pas leur logement, mais en sont copropriétaires par le biais de leurs parts sociales.

Les coopératives ne poursuivent pas de but lucratif. Leurs loyers sont basés sur les coûts et ne dépendent donc pas du jeu de l'offre et de la demande. «Ce qui nous permet de proposer des loyers d'environ 20% moins chers que ceux du marché», rappelle Isabelle del Rizzo, secrétaire générale de l'Association romande des maîtres d'ouvrage d'utilité publique (Armoup). Par rapport aux acteurs privés, l'enjeu est surtout de maintenir des loyers abordables à long terme, précise-t-elle.

Adaptée à la classe moyenne

Les coopératives sont-elles un modèle à suivre pour endiguer la crise du logement? «C'est une solution parmi d'autres», estime Isabelle del Rizzo. La pénurie actuelle montre qu'il ne faut pas simplement plus de logements, mais plus de logements abordables. La coopérative est une solution principalement adaptée à la classe moyenne qui a de plus en plus de peine à se loger dans les centres urbains, où la pression sur les loyers est très forte, ce qui la pousse à se déplacer en périphérie. La situation actuelle n'est pas souhaitable pour la paix sociale.

Certains cantons se montrent plus actifs sur ce plan. Lors d'une conférence de presse mardi sur ses prévisions conjoncturelles, la Banque cantonale genevoise (BCGE) a rappelé son rôle pour soutenir le logement social. D'ici à 2050, le canton de Genève devrait enregistrer une hausse de 130 000 de ses habitants. Pour répondre à cette crois-

sance, les autorités cantonales veulent augmenter la part des logements d'utilité publique (LUP) à 20%.

Au niveau national, la table ronde sur la pénurie de logements lancée par le ministre de l'Economie Guy Parmelin n'a débouché en février dernier sur aucune mesure concrète. Une occasion manquée, estiment les partisans des coopératives. La Confédération soutient déjà de façon indirecte les logements d'utilité publique, principalement sous la forme de prêts auprès du fonds de roulement et de cautionnements des emprunts de la Centrale d'émission pour la construction de logements.

«La pénurie actuelle montre qu'il ne faut pas simplement plus de logements, mais plus de logements abordables»

ISABELLE DEL RIZZO, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'ARMOUP

«Ces deux instruments de financement sont précieux», souligne Isabelle del Rizzo. Ils ont fait leurs preuves depuis des années et ne coûtent rien à la Confédération. Mais pour qu'il y ait nettement plus de logements d'utilité publique, il faudrait les renforcer et pas uniquement les reconduire.

Les partisans des coopératives ont également réclamé, en vain, des parts minimales de logements d'utilité publique en cas d'utilisation accrue du sol, ainsi qu'un droit de préemption en faveur des communes pour la construction de logements d'utilité publique.

Car dans les faits, la part des coopératives à l'échelle nationale stagne, voire diminue légèrement depuis des années. Celles-ci représentent seulement 8% du parc locatif et moins de 5% des logements occupés, selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

«Le nombre de bâtiments appartenant à des coopératives est actuellement d'environ 16 000, ce qui est plutôt inférieur à ce qu'il était en 2000, mais la comparaison des données est difficile», constate Matthias Holzhey, économiste immobilier chez UBS. En ville de Zurich également, la part des coopératives dans le parc immobilier est plus ou moins constante depuis quarante ans et se situe autour de 18%.

Les milieux de l'immobilier voient d'un mauvais œil un soutien accru aux coopératives. «Les règles du jeu doivent être les mêmes pour tous et l'Etat n'a pas à favo-

riser un acteur au détriment d'un autre», estime Frédéric Dovat, secrétaire général de l'Union suisse des professionnels de l'immobilier (Uspi Suisse).

A ses yeux, la situation actuelle est le résultat des excès de réglementations et des oppositions. «Pour combattre la pénurie, il faut construire plus en améliorant les conditions-cadres, en favorisant les partenariats privés-publics et en cadrant les droits populaires, qui trop souvent bloquent les projets. Le canton de Vaud est un exemple flagrant.»

Un manque de transparence

Pour résoudre la crise, «il faut activer tous les types de propriétaires et pas seulement certains, relève pour sa part Fredy Hasenmaile, économiste en chef de Raiffeisen Suisse. Ce n'est que si tous ensemble, c'est-à-dire les investisseurs institutionnels, les particuliers, les coopératives et, le cas échéant, les pouvoirs publics, construisent des logements que la pénurie pourra être atténuée de manière efficace.»

L'expert ajoute: «Nous n'avons absolument rien à reprocher aux coopératives d'habitation et sommes au contraire très attachés à ce type de propriétaires qui, proposent une offre de logements bon marché et écologiquement avantageuse. Mais cela ne vaut que tant qu'il n'y a pas de subventions ouverts ou cachés en jeu. Dans ce domaine, il règne malheureusement un grand manque de transparence». De nombreuses coopératives d'habitation paient une rente de droit de superficie non conforme au marché ou reçoivent d'autres subventions, relève Fredy Hasenmaile.

Pour Matthias Holzhey, «les coopératives d'habitation ne sont pas une réponse à la pénurie de logements et ne contribuent pas non plus à l'atténuer. Mais à long terme, elles peuvent apporter une contribution importante au maintien de logements bon marché dans les centres et atténuer ainsi les effets négatifs de la gentrification.»

Le modèle coopératif répond à de nombreux enjeux actuels comme la durabilité ou la mixité sociale, fait remarquer pour sa part Vincent Clapasson, directeur pour la Suisse romande du cabinet Wüest Partner. «Mais le vrai problème est d'acquiescer des terrains à un prix favorable. Face à la rareté et à la cherté du foncier, il devient très difficile d'offrir des logements à prix abordables, même pour une coopérative». Par ailleurs, les marchés très régulés créent des grandes disparités en termes de loyers, relève-t-il. «Les coopératives participent à ce déséquilibre. Au final, le défi afin d'atténuer la pénurie est surtout de relancer l'activité de la construction.»

MAIS ENCORE

Disney s'engage à investir massivement en Floride

L'organisme chargé de l'aménagement des parcs à thème Disney en Floride a approuvé mercredi un accord de 15 ans avec le géant du divertissement, quelques semaines après que les deux parties ont mis fin à un litige juridique. Dans le cadre de cet accord, Disney investira jusqu'à 17 milliards de dollars (environ 15,2 milliards de francs) au cours des dix à vingt prochaines années pour développer ses immenses complexes hôteliers et parcs d'attractions dans la région d'Orlando, précise un rapport de l'organisme. (ATS)

Swatch Group renforce sa direction générale

HORLOGERIE Le changement de génération se poursuit à la tête de l'entreprise. Plusieurs nominations sont annoncées au sein des structures dirigeantes. Dans la foulée de l'entrée de Marc Hayek au conseil d'administration, fils de la présidente Nayla Hayek

STEPHANE GACHET

Swatch Group continue de rajouter sa direction. Après la nomination de Marc Hayek au conseil d'administration, entérinée lors de l'assemblée générale du mois de mai, le groupe biennois a annoncé hier de nouveaux changements dans ses structures de direction. Structures qui s'articulent sur trois niveaux: conseil d'administration, direction générale et direction générale élargie.

Deux nouveaux membres rejoignent la direction générale, un autre se retire, montant le nombre de sièges de huit à neuf. Peter Steiger, Chief Controlling Officer a décidé de prendre sa retraite, après trente-cinq ans dans le groupe. Sylvain Dolla, à la tête des montres Tissot, était membre de la direction générale élargie et rejoint la direction

générale. Sylvain Dolla est actif dans le groupe depuis 2004. Il fait partie des figures de la grande rocade de 2020, qui avait en particulier abouti au changement de génération à la tête des marques phares Tissot et Longines, cette dernière étant dirigée depuis par Matthias Breschan.

Le pôle industriel bien représenté

Damiano Casafina, dirigeant de la filiale ETA, est la seconde personne nommée à la direction générale du groupe. ETA est l'entité principale de fabrication de mouvements, au centre de l'appareil industriel de Swatch Group.

Si Peter Steiger quitte son siège, il continuera d'effectuer des mandats ponctuels. Il était entré chez SMH en 1989, neuf ans avant que l'entreprise ne soit rebaptisée Swatch Group.

Par ailleurs, trois nouveaux membres rejoignent la direction générale élargie. Roland von Keith est dirigeant des montres Glashütte Original, basées en Allemagne. Stephen De Lucchi tient la position de Country Manager de Swatch Group à Hongkong et Macao. Alain Villard préside la marque Swatch. ■

Pékin «se réserve le droit» de saisir l'OMC

AUTOMOBILE La Chine a annoncé hier qu'elle envisage cette option, après l'annonce par l'Union européenne de surtaxes sur les véhicules électriques chinois

AFP

«La Chine se réserve le droit de déposer une plainte auprès de l'OMC et de prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre résolument les droits et les intérêts des entreprises chinoises», a déclaré He Yandong, porte-parole du Ministère du commerce, lors d'un point presse hier. Bruxelles a annoncé mercredi jusqu'à 38% de droits de douane supplémentaires sur les importations de véhicules électriques chinois dans l'UE, tout en cherchant à éviter une guerre com-

merciale avec Pékin accusé d'avoir favorisé illégalement ses constructeurs. Les véhicules fabriqués dans les usines chinoises étaient jusqu'ici taxés à hauteur de 10% dans l'UE.

Pékin a assuré hier qu'une telle décision était dépourvue de tout «fondement factuel et légal».

«Cette mesure nuit non seulement aux droits et intérêts légaux de l'industrie chinoise des véhicules électriques [...] mais créera aussi une distorsion des chaînes de production et d'approvisionnement à travers le monde, y compris dans l'Union européenne», a affirmé He Yandong. «Les actions de l'Union européenne sont soupçonnées de violer les règles de l'OMC et constituent un comportement protectionniste pur et simple», a-t-il ajouté. ■

PUBLICITE

Offre anniversaire pour les fumeurs.

Seulement jusqu'au 26.06, stock limité!



Obtenir maintenant:
1 IQOS ILUMA & 3 paquets de TERA pour CHF 0.-



CHF

10 years
IQOS
TOGETHER. FORWARD.

(18+) Offre non cumulable, valable sur un lot IQOS ILUMA jusqu'au 26.06.2024 après inscription réussie sur TryIQOS.ch et adhésion à l'IQOS CLUB, dans la limite des stocks disponibles. Ne pas ingérer ou désassembler les SMARTCORE STICKS™. Ce produit contient une pièce métallique tranchante qui peut provoquer de graves blessures si avalée. Tenir hors de portée des enfants. Plus d'informations sur iqos.com

Dieses Tabakprodukt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig. Ce produit de tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance.
Questo prodotto del tabacco nuoce alla tua salute e provoca un'elevata dipendenza.

16 Finance



PROPOSÉ PAR BCGE

Plombé par la Réserve fédérale

BOURSE Jeudi, le marché suisse a ouvert la séance en repli de 0,25% à 12136,80 points dans le sillage du statu quo monétaire de la Réserve fédérale et de la déclaration de son président, Jerome Powell, qui s'est dit prêt à maintenir les taux à un niveau élevé «aussi longtemps que nécessaire». Aux États-Unis toujours, l'indice des prix à la production a reculé de 0,2% en mai, alors que les économistes prévoyaient une hausse de 0,1%. Le SMI a clôturé en recul de 0,59% à 12095,99 points et le SPI de 0,60% à 16068,56 points. Seuls quatre titres du SMI sont parvenus à progresser: Roche a gagné 0,94% à 245,80 francs, Swisscom 0,65% à 495,80 francs, Logitech 0,24% à 91,16 francs et Nestlé 0,17% à 95,10 francs. En revanche, Sika (-3,13% à 263 francs) a enregistré la plus forte baisse du jour. Pour sa part,

LE TITRE VEDETTE
Roche

245,16
244,08
243,00
9100 17h30

Source: SIX

Sonova (-1,61% à 281 francs) était traité hors dividende de 4,30 francs. Aux financières, **UBS** (-2,47% à 27,21 francs) a pesé sur la tendance. **Swiss Re** a abandonné 1,29% à 110,60 francs et **Partners Group** 1,14% à 117,50 francs. **Julius Bär** (-1,87% à 51,40 francs) a également sous-performé. Sur le marché élargi, **Schindler** (-0,08% à 235,20 francs) a nommé deux nouveaux responsables pour l'Europe méridionale et le continent américain. Le spécialiste des accès sécurisés **Dormakaba** (-0,31% à 475 francs) a ouvert un «Business Services Center» à Sofia, en Bulgarie. Ce nouveau centre regroupera les services et l'expertise. La banque **Valiant** (+0,78% à 103,20 francs) a dévoilé ses nouveaux objectifs financiers pour la période 2025-2029, pour lesquels elle va dépenser 38 millions de francs suisses. La nouvelle feuille de route comporte un taux de distribution «d'au moins 50%». Le fabricant de transducteurs **LEM** (-5,15% à 1438 francs) enregistre le départ de son directeur financier de longue date Andrea Boria, qui quittera l'entreprise à fin novembre. Enfin, **Flughafen Zurich** (-1,32% à 193,90 francs) a annoncé une hausse de 9,4% du trafic à 2,77 millions de passagers en mai, dépassant les chiffres d'avant la pandémie. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENAIRES

CARRIÈRES

VILLE DE GENÈVE

LA VILLE DE GENÈVE ENGAGÉ

La DIRECTION DU PATRIMOINE BÂTI (DPBA) du Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité veille à l'entretien, à la rénovation et au développement du parc immobilier de la Ville de Genève (édifices publics et immeubles locatifs).

Suite à un départ, la DPBA recherche un ou une

ARCHITECTE

Votre mission et vos responsabilités:
Vous assurez la gestion courante d'un portefeuille d'immeubles et pilotez les projets de construction et rénovation votés par le Conseil municipal. Vous rédigez des demandes d'offres et des soumissions, analysez les offres, commandez les travaux et suivez les contrats de maintenance. Vous représentez le maître d'ouvrage auprès des mandataires.

Votre profil:
Titulaire d'un diplôme d'architecte (universitaire ou EPF) ou d'une formation jugée équivalente, vous justifiez d'au moins cinq années de pratique professionnelle dans le pilotage de projets, y compris la conduite de chantiers et la gestion comptable. Votre intérêt pour le patrimoine bâti est avéré. Vous estimez que l'entretien est la première condition d'une bonne conservation des bâtiments. Vous maîtrisez les outils informatiques usuels et avez une très bonne maîtrise rédactionnelle de la langue française. Vous faites preuve de très bonnes compétences analytiques et relationnelles. Autonomie, rigueur et réactivité vous caractérisent, tout comme votre capacité à gérer une quantité importante de projets en parallèle. Une expérience de la gestion d'un patrimoine bâti serait un atout.

Dans le cadre de sa politique d'égalité entre femmes et hommes, la Ville de Genève souhaite promouvoir la mixité dans tous les services de l'administration.

Entrée en fonction: A convenir
Dépôt de candidature: 28 juin 2024
Adresse de retour: recrutement.dpba@ville-ge.ch
Conditions générales: Être domicilié-e dans le canton de Genève ou dans la zone de domiciliation autorisée ou l'être si votre candidature est retenue.

Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulants lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante: www.genève.ch. Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus.

«La quasi-faillite de Credit Suisse n'est pas le fruit du hasard»

DÉBAT Professeur à l'Université de Zurich, Marc Chesney critique avec virulence le système financier mondial depuis la crise de 2008. Le mathématicien donne ce samedi sa leçon d'adieu

PROPOS RECUEILLIS PAR ALINE BASSIN
X @bassinalline



«Les milieux financiers préfèrent m'ignorer»

Son nom a fait irruption dans l'espace public alors que la finance mondiale était au bord du gouffre, en 2008, lors de la crise dite «des crédits immobiliers pourris». Après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, les bourses avaient dévié, nécessitant l'intervention massive des banques centrales et des gouvernements. Professeur de finance à l'Université de Zurich, Marc Chesney n'a eu de cesse depuis de pointer les excès et les dérives de la finance. Après vingt ans passés dans la capitale économique du pays, il s'approprie à prendre sa retraite et à donner sa leçon d'adieu ce samedi. L'occasion de mieux comprendre ce qui l'a amené à devenir le principal pourfendeur de la place financière suisse.

Vous êtes devenu très critique à l'encontre de la finance à partir de 2008 mais le système financier a peu évolué depuis. À l'heure de la retraite, ressentez-vous une certaine amertume? La finance exerce une influence prépondérante sur le monde politique et a tendance à englober la démocratie. De nombreux rapports et réglementations ont été rédigés et mis en œuvre et de belles déclarations de responsables politiques ont été effectuées. Mais dans les faits, les véritables changements se font attendre. Les crises et catastrophes se sont succédées: la faillite de Lehman Brothers en 2008, la quasi-faillite d'UBS la même année et la débâcle de Credit Suisse en 2023. Finalement, le déroulement des choses est à chaque fois assez similaire: des rémunérations astronomiques, une sous-capitalisation et d'énormes dettes. Voilà les ingrédients que l'on retrouve pour chacun de ces événements. Je pose une question: qu'on fait les responsables politiques suisses pendant les quinze dernières années?

La crise de 2008 a-t-elle marqué une rupture dans votre manière d'appréhender la finance? C'est un des tournants mais il y en a eu d'autres avant. Disons qu'en 2008, il est devenu clair que le contenu standard des cours en économie et finance relevait de l'idéologie, dans le sens où il n'intégrait pas les crises et catastrophes que je viens de mentionner. J'ai donc continué à adapter mes cours pour ne pas mentir aux étudiants. Aujourd'hui encore, il est enseigné que les marchés financiers sont en principe parfaits et efficaces et que les crises ponctuelles qui apparaissent seraient presque des événements naturels, comme les tempêtes ou tsunamis. Mais la qua-

si-faillite de Credit Suisse n'est en aucun cas le fruit du hasard. C'est au contraire la résultante d'une politique catastrophique, et néanmoins voulue, des directeurs de cette banque qui, malgré les lourdes pertes qui s'accumulaient au fil des ans, se sont octroyé de grotesques bonus et qui ont versé des dividendes sur la base d'emprunts. Nul besoin d'un doctorat en économie ou finance pour comprendre que tout cela ne pouvait que déboucher sur une débâcle.

Votre position est minoritaire dans les milieux universitaires suisses spécialisés dans cette matière. Comment expliquer ce regard critique par rapport à la finance? Je ne reçois pas de compléments de salaire versés par une grande banque, et demeure indépendant. En tant que professeur à l'Université de Zurich, je dispose d'une liberté académique que j'ai amplement utilisée. Dans ce contexte, j'ai critiqué des institutions, comme la BNS et la Finma, qui nous explique, le 15 mars 2023, pour résumer, que la situation de Credit Suisse est sous contrôle et qui quatre jours plus tard, le 19, participait à une conférence de presse à Berne pour annoncer le naufrage de cette banque. Il faut veiller à la cohérence des propos et aux responsabilités que l'on a.

Pourquoi être passé des maths à la finance? À partir des années 1980, l'économie mathématique s'est beaucoup développée. De fil en aiguille, j'ai réalisé que la théorie des probabilités était essentielle pour comprendre la finance. Par ailleurs, les mathématiques et les probabilités sont des matières propices au développement d'une structure de pensée logique et structurée. Après un master dans ces domaines à Paris, j'ai obtenu mon doctorat en économie à l'Université de Genève, puis mon habilitation dans la capitale française. Mon objectif était vraiment de comprendre le monde, son économie et son dysfonctionnement. La crise financière de 2008 a accéléré le besoin de repenser les concepts véhiculés en économie et finance, qui trop souvent se

sont révélés faux ou inadaptés aux besoins du plus grand nombre.

Qu'est-ce qui devrait changer selon vous? D'abord, il faut quand même réfléchir au pouvoir des groupes de pression financiers en Suisse. Il y a actuellement un huitième conseiller fédéral et il n'a pas été élu. Il est plus puissant que les sept autres. C'est le directeur d'UBS, quel que soit son nom. De quelle démocratie parlons-nous précisément, si les importantes décisions dans les domaines financier ou économique sont imposées au commun des mortels? On n'a jamais demandé au contribuable s'il était d'accord pour renflouer les banques et payer la cas échéant la facture résultante. Le vote est fréquent dans le cadre d'une démocratie directe, mais ce sujet n'est pas abordé. Les grandes banques bénéficient d'une assurance sans payer de primes et s'affranchissent de toute responsabilité lorsque nous sommes confrontés aux crises qu'elles produisent. Pourtant, les tenants du libéralisme doivent savoir qu'il n'y a pas de libéralisme sans responsabilité.

Dans le cas de Credit Suisse, on peut aussi arguer que les autorités n'avaient tout simplement pas le choix vu les enjeux financiers. Pourquoi avoir attendu aussi longtemps pour bricoler une solution en quelques jours? Concentrer la plupart des risques financiers systémiques dans une unique mégabank n'est manifestement pas judicieux. Les dirigeants politiques ont-ils pensé à ce qu'il adviendrait si UBS, comme en 2008, était au bord de la faillite? Un système avec de nombreuses banques, de taille réduite, est moins instable. A fortiori si elles ne sont pas systémiques. Si l'une d'entre elles fait faillite, elle ne peut pas prendre en otage le commun des mortels en lui imposant les coûts du renflouement.

Vous tenez un discours très radical face aux milieux financiers, tout en enseignant à Zurich, l'une des principales places financières européennes. Avez-vous fait l'objet de pressions ou de critiques? Pas vraiment. Les milieux financiers préfèrent m'ignorer. Ils sont plutôt indifférents. Ma hiérarchie au niveau du rectorat a, elle, toujours respecté ma liberté académique et je l'en remercie. Parfois, certains collègues m'ont en revanche dit que j'étais dérangé. Mais d'autres m'ont encouragé à continuer. Ce qui pose problème en particulier, c'est le silence assourdissant des professeurs de finance en Suisse sur les raisons de la chute de Credit Suisse. Leur nombre est d'environ 150 à 200 dans les universités. Mais à de rares exceptions près, personne n'a pris la parole sur ce sujet, ni avant, ni pendant, ni après cette débâcle. Pourquoi? Pendant la pandémie de Covid-19 par exemple, les scientifiques concernés se sont exprimés. ■

Forces monétaires, un spectacle de Marc Chesney, à découvrir dans le cadre du Festival d'Avignon, du 8 au 12 juillet, à 17h. Université d'Avignon.

CARRIÈRES

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



La République et Canton du Jura met au concours le poste suivant:

CHEF-FE DU SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE À 80-100%
Département de l'économie et de la santé

Intéressé-e? Consultez notre site internet www.jura.ch/emplois pour de plus amples renseignements et transmettez-nous votre dossier de candidature.

Service des ressources humaines



Donnez un
nouvel élan à
votre carrière



letempsemploi.ch

Carrières

34%

LES ENTREPRISES EN SUISSE RECHERCHENT ENCORE D'AVANTAGE DE TRAVAILLEURS QUALIFIÉS : avec 34%, les perspectives nettes d'emploi ajustées des variations saisonnières pour le troisième trimestre 2024 sont à nouveau en hausse, selon une enquête de ManpowerGroup.



Christian Bachmann rejoindra le 1er octobre la direction de la Ligue suisse contre le cancer. Il sera responsable du secteur conseil, offres et formation. Il succède à Mirjam Weber, promue directrice de l'organisation faitière.

Votre prochain rendez-vous formation:

vendredi 28 juin

Projeter le pire, espérer le meilleur

GESTION Organiser le pré-mortem d'un projet, en entreprise ou dans un cadre entrepreneurial, amène à imaginer son échec. Une méthode qui fait peur aux entreprises mais qui permet d'anticiper des risques concrets

JULIE EIGENMANN
✉ @JulieEigenmann

En 2012, lorsque Barbara Lax, fondatrice de Little Green House, lance sa société qui compte aujourd'hui 13 crèches en Suisse et emploie environ 350 employés, elle préfère éviter d'imaginer le pire. Et pourtant, rapidement, les événements ne se passent pas comme prévu et le modèle peine à décoller. «J'avais engagé beaucoup d'argent dans le projet et j'en avais perdu le sommeil», raconte-t-elle.

Alors, avec l'aide de Genilem, association qui accompagne les créatrices et créateurs d'entreprises romandes, Barbara Lax fait ce qu'on appelle un «pré-mortem», processus qui, lorsqu'il est réalisé, a habituellement plutôt lieu avant le lancement d'un projet, entrepreneurial ou dans une société existante.

Les raisons d'un échec

Le concept de projet pré-mortem consiste à imaginer que le projet prévu a échoué et à analyser les raisons de cet échec hypothétique: cette technique de gestion de projet a été inventée par l'Américain Gary Klein, psychologue et chercheur en sciences cognitives. Il a introduit cette méthode dans un article publié en 2007 dans la *Harvard Business Review*.

«J'avais besoin de savoir quel pouvait être le pire scénario qui pouvait arriver, pour l'entreprise et pour moi», raconte Barbara Lax. Nous avons parlé de toutes les éventualités possibles. C'est désormais un procédé que l'on retient une fois par an avec l'équipe: ça nous permet d'identifier les risques, de mettre certaines procédures en place et de vérifier qui en est responsable. C'est une façon de diminuer les risques opérationnels, financiers ou encore réputationnels, détaille l'entrepreneuse. «On l'a fait par exemple pour les questions de cybersécurité. Maintenant la société va bien, mais c'est aussi dans ces moments-là qu'il faut se préparer aux situations difficiles.»

Tabou et crainte de démotivation

Mais en Suisse, plutôt rares sont les entreprises à se prêter à l'exercice. Virginie Bauman, coach en développement d'entreprise pour Genilem, en sait quelque chose. «Nous nous inspirons de la méthode de Gary Klein lors de séances de coaching avec des entreprises qui nous accompagnons (comme Little Green House). Mais la plupart sont peu réceptives à cette idée, elles craignent que ce soit démotivant et ont plutôt envie de



L'échec est particulièrement tabou en Suisse. Il est donc rare que les organisations se projettent en train de rater leur objectif. (STEFANIA PELFIN/ILIA WAZIYA PHOTOGRAPHY)

parler du futur. Alors que c'est un vrai outil qu'on gagnerait à utiliser plus.»

C'est aussi l'avis de l'entrepreneur et formateur suisse Raphaël H. Cohen. «L'échec étant tabou, il est rarissime en Suisse que les organisations pratiquent

«C'est l'antidote aux émotions qui aveuglent et à la difficulté d'accepter l'échec»

RAPHAËL H. COHEN, ENTREPRENEUR ET FORMATEUR

de manière structurée une projection qui envisage l'incapacité à réussir. C'est ce qui explique, entre autres, que si peu de projets soient réalisés dans le délai et le budget prévus.»

Dans un pré-mortem, l'idée est vraiment d'imaginer que le projet est mort, souligne Virginie

Bauman. «On pousse volontairement le curseur vers le catastrophique pour aller chercher toutes les facettes de ce qui aurait pu ne pas fonctionner, en matière de faisabilité ou de désirabilité du projet par exemple, ou encore si les ressources nécessaires ont été mal évaluées. Ensuite, il s'agit de cartographier les causes d'échec selon leur degré de probabilité, pour réfléchir à une stratégie qui pourrait atténuer les risques prioritaires, et s'assurer de leur suivi.»

Si on ne connaît pas les raisons qui font qu'un projet pourrait échouer, on ne pourra pas essayer d'anticiper les obstacles, affirme Raphaël H. Cohen. Lui enseigne un procédé d'analyse du pré-projet (modèle IpOp) qui consiste à définir ce qui fera qu'un projet sera considéré comme un échec ou comme une réussite. L'idée est notamment d'explicitier les critères d'interruption du projet avant même de le lancer. «C'est l'antidote aux émotions qui aveuglent et à la difficulté d'accepter l'échec.»

Dans ces méthodes de «projection du pire», le formateur appelle à différencier les risques, pour lesquels on ne peut rien faire en amont (un concurrent lance un meilleur produit, par exemple), des inconnues, pour lesquelles on peut trouver l'information manquante. Un exemple: y aura-t-il suffisamment de clients pour acheter le produit? «C'est une information qu'on peut obtenir moyennant certains efforts», commente l'entrepreneur.

Renforcer la cohésion du groupe

Mais n'existe-t-il pas en effet un risque, comme le craignent certaines entreprises, de se freiner ou de se démotiver en projetant si tôt la déroute? Il s'agit de trouver le juste équilibre entre excès et insuffisance d'analyse, admet Raphaël H. Cohen. «Il faut aussi accepter de vivre avec un certain niveau d'incertitude, résultant des risques et des inconnues considérés comme supportables.»

On ne prévoit pas le pire, on tente de l'anticiper, répond pour sa part Virginie Bauman. «C'est en réalité une opportunité de renforcer le projet, pour autant évidemment qu'il existe un suivi des risques dans le temps.» Un processus d'anticipation a aussi pour effet de rassurer et de renforcer la cohésion du groupe, estime-t-elle: si un événement se produit, on sent qu'on pourra y répondre ensemble.

C'est ce qu'expérimente Barbara Lax avec sa société: «Imaginer ce qui pourrait être un échec consiste en une forme de transparence, qui dit aussi que tout le monde a droit à l'erreur mais qu'il faut communiquer lorsque ces erreurs surviennent et qu'il existe des solutions. Cela permet de développer une culture de la résilience collective. Alors que si on ne parle que de positif, le risque est que les collaborateurs cachent ce qui ne va pas. De quoi faire empirer la situation», conclut-elle. Ainsi, plutôt que de partir résolument optimiste, envisager le pire peut bien précisément aider... à l'éviter. ■

EXPERTISE

C'est quoi pour vous, un travailleur senior?



MATHILDE APPIA
DIRECTRICE DE LA
FONDATION QUALIFE

J'ai entre les mains un article d'*Objectif emploi*, le journal du Service public de l'emploi du canton du Jura. Cet article présente le programme Supported Employment, porté par le Secrétariat d'Etat à l'Economie (Seco) à l'échelle nationale. Ce programme est destiné à aider les personnes de plus de 50 ans à retrouver un emploi, une fois arrivées en fin de droits des indemnités

de chômage. La cause est importante, la mesure pertinente, l'article bien rédigé. Pourtant, je m'étrangle: la photo d'illustration montre un homme, cheveux et barbe totalement blancs, ridés du coin des yeux aux oreilles, avec en arrière fond une tapisserie rayée années 1970 et un réveil dont on a arrêté la production en 1980. Je lui donne 75 ans, peut-être 80. En total décalage avec le contenu de l'article, mais apparemment pas avec l'imaginaire collectif. Et cela est inquiétant. Récemment, je participais à l'événement Job Rencontres. Du speed recruiting organisé par 11 structures de l'insertion professionnelle sous l'im-

pulsion de la Fondation Qualife, destiné justement aux 50 ans et plus en recherche d'emploi. J'y ai ainsi rencontré plus d'une centaine de travailleurs «seniors» venus rencontrer une quarantaine d'entreprises. Personne ne ressemblait de près ou de loin au grand-père de l'article. Je n'ai vu que des personnes modernes, dynamiques, «stylées» comme diraient les jeunes. Prenez quelques minutes et regardez les cinquantenaires autour de vous, dans votre équipe comme dans votre entourage: que voyez-vous? Des mamies qui tressent leurs cheveux blancs, tricotent des chaussettes et mijotent des confitures pour leurs

petits-enfants? Ou des collègues actifs qui courent des semi-marathons, sortent boire un verre les jeudis soir, et gèrent activement leur vie, celle de leurs enfants jeunes adultes et celle de leurs parents qui, eux, sont dans la dernière étape de leur vie? Vous verrez alors apparaître tout le paradoxe de notre marché de l'emploi. Tant que les plus de 50 ans sont en emploi, ils sont vus comme des personnes à la page parfaitement intégrées dans l'entreprise. Une fois leur emploi perdu, quelle que soit la raison du licenciement par ailleurs, notre inconscient collectif les bascule instantanément dans la case des «vieux».

Et d'ailleurs, les chiffres le reflètent très bien: à Genève par exemple, seulement 1615 personnes âgées de 50 à 59 ans étaient au chômage au 31 décembre 2023, contre 2923 personnes de 30 à 39 ans! En revanche, les plus de 50 ans sont nettement représentés parmi les chômeurs de longue durée (plus de douze mois). S'il ne viendrait à l'esprit de personne de comparer un apprenti de 20 ans avec un collaborateur de 50 ans, il serait de bon ton de distinguer avec la même acuité un demandeur d'emploi de 50 ans d'un grand-père de 80 ans. Chères robustes représentations sociales, à bon entendement! ■

ÉVOLUTION Il y a 18 ans, les Allemands prenaient, en organisant la Coupe du monde, des paris qui continuent d'influencer la manière dont sont pensés les stades, le jeu et la compétition comme prétexte à une grande fête populaire



A l'été 2006, «les Allemands se sont miraculeusement transformés en fétards méridionaux décontractés», écrivait récemment l'écrivain Dirk Schümer dans la «NZZ». (DORTMUND, 14 JUIN 2006 / FRANK AUGSTEIN/AP)

Retour là où le football a changé en 2006

LAURENT FAVRE, STUTTGART
X @LaurentFavre

Dix-huit ans après, l'Allemagne a changé, le contexte a changé, l'ambiance a changé. Et puis le Kaiser, Franz Beckenbauer, est mort. Seul le football est resté le même parce que c'est ici qu'il a changé, il y a 18 ans. La phase finale du Championnat d'Europe des nations 2024 est la première grande compétition masculine de football organisée sur le sol allemand depuis la Coupe du monde 2006, celle qui a transformé beaucoup de choses dans l'univers du sport roi. La grand-messe des passionnés est devenue la fête de tout le monde. Elle a débordé du stade, elle s'est répandue dans la rue, elle s'est affranchie du résultat. Elle a modifié la façon dont on pense les stades et le jeu.

Walter Gagg, directeur technique de la FIFA à l'époque, vivait sa septième Coupe du monde. Il en conserve le souvenir d'une «très belle édition, très bien organisée, avec une moyenne de 53000 spectateurs par match, un taux de remplissage proche des 100% et un total de 3,5 millions de tickets vendus». C'était si bien organisé qu'il a fait beau et chaud pendant tout un mois. La légende raconte que c'est parce que Beckenbauer s'était personnellement assuré de la météo. «Franz Beckenbauer [président du comité d'organisation] avait été très important, confirme Walter Gagg. Il avait cette réputation de transformer en or tout ce qu'il touchait et cela s'est confirmé. Les Allemands étaient émerveillés par ce mois parfait, ils l'ont appelé *Ein Sommermärchen*, «un conte de fées d'été». C'était comme une fable.»

Le succès des fan-zones

Ein Sommermärchen est le titre d'un film sur la Coupe du monde 2006. Ce devait être un «Les Yeux dans les Bleus» à la sauce allemande, diffusé à la télévision après la victoire. Ce fut un film sur l'identité allemande, projeté au cinéma le 3 octobre, jour anniversaire de l'unité allemande, vu par quatre millions de spectateurs

et encore onze millions de téléspectateurs sur ARD en décembre 2006. Les Allemands voulaient revivre cet été enchanté, quand bien même ils n'avaient pas gagné, car ils s'étaient aimés.

Le conte de fées n'est pas exactement l'image qu'en garde Sepp Blatter, lorsque nous lui avons demandé son avis. L'organisation? «France 98 était mieux, le Mondial 90 aussi.» Le succès populaire? «Ils ont copié les Américains.» Les fan-zones? «Ils n'étaient pas les premiers.» Et puis l'ancien président de la FIFA (de 1998 à 2015) a déroulé

dimanche sont plus visibles que les oriflammes de l'UEFA. Et puis le contexte est plus morose qu'en 2006: la crise économique, le conflit en Ukraine, la montée de l'extrême droite, la question de l'immigration ou celle de la transition énergétique plombent l'ambiance. Mais cela changera peut-être rapidement, dès vendredi soir et le premier match de l'Allemagne (contre l'Ecosse à Munich). Dans tout le pays, les supporters se masseront dans les fan-zones, un réflexe acquis en 2006.

«Jamais auparavant cet événement n'avait eu une ampleur aussi émotionnelle et globale»

SEPP BLATTER, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA FIFA, À PROPOS DU MONDIAL 2006

ses souvenirs et une certaine rancune. «J'ai longtemps été sifflé dans les stades où j'apparaissais, jusqu'à ce que la maire de Cologne dise que cela devait cesser. Beckenbauer avait fait passer un peu soumissionnement le mot que j'étais contre cette Coupe du monde, parce que lors du vote en 2000 j'ai soutenu la candidature de l'Afrique du Sud qui, sans un désistement de dernière minute d'un votant, l'aurait emportée.»

Mais en 2006, croix de l'Ordre du mérite épinglé sur la boutonnière par Angela Merkel, Sepp Blatter avait déclaré que «le peuple allemand a réalisé quelque chose d' inédit dans l'histoire du football. Jamais auparavant cet événement n'avait eu une ampleur aussi émotionnelle et globale, ce qui en fait la plus belle Coupe du monde jamais organisée.» Cela figure dans le rapport final du gouvernement fédéral.

On ne sait pas ce qu'il en sera de l'Euro 2024. Difficile pour le moment de sentir vraiment un engouement. Les équipes sont arrivées mais, à l'exception d'un premier entraînement ouvert au public, toutes se retranchent derrière des parois opaques. Dans les rues de Stuttgart, les affiches de la campagne électorale des européennes de

Les Allemands n'ont pas inventé le concept de fan-zone, qui était déjà exploité à l'Euro 2004 au Portugal, sans grand succès, et qui s'appropriait à l'être en 2008 en Suisse et en Autriche. Personne, pas même la FIFA, n'avait imaginé un tel engouement. «Ce n'était pas rentable, se souvient Walter Gagg. Et là, c'était 200000 à 300000 spectateurs de plus par match et 150 à 200 millions d'euros de recettes supplémentaires.» «Plus de 18 millions de supporters ont garni les sites officiels des 12 villes hôtes pendant la compétition, dans une ambiance joyeuse, pacifique et bigarrée», consigne la FIFA. En Suisse, les fan-zones de l'Euro 2008, prévues pour 5000 à 20000 personnes, sont immédiatement redimensionnées pour en accueillir 40000.

«Chaque pays était fier»

Selon la FIFA, le «Fan Fest» (appellation officielle) de la Coupe du monde 2018 a attiré 40 millions de personnes en Russie. En 2006, le tournoi de football est sorti du stade, pour muter en une sorte de «summer festival». «Le football est devenu cet événement mondial qui passionne deux milliards de followers», s'enflamme Sepp Blatter, lui-même un peu étonné.

En 2006, les Allemands sont surpris de voir autant de drapeaux noirs, rouge et or flotter en haut des mâts, des bras, des balcons. Le nationalisme a longtemps été un tabou dans le pays, qui s'en libère sans excès. On crie «Deutschland» mais plus «über alles». On est simplement heureux d'être Allemand et d'accueillir le monde. «Chaque pays était fier de son pays. C'était vraiment un tournoi très spécial pour l'ambiance», se souvient l'ancien international suisse Ludovic Magnin.

Si la World Cup 1994 est un cas à part, car les États-Unis ont toujours vingt ans d'avance sur le sport spectacle, l'édition 2006 tranche avec celles qui ont précédé. Les stades allemands ne sont pas simplement rafraîchis comme ceux de France 98 (à l'exception du Stade de France), ils sont refaits et repensés uniquement pour le spectacle du football. Il y a eu un avant – neuf stades de la Coupe du monde 2002 en Corée du Sud et au Japon comportaient une piste d'athlétisme – qui n'aura plus d'après: le Stadio delle Alpi de Turin, construit pour la Coupe du monde 1990, est détruit dès 2009. Larena, popularisée en Allemagne, moins grande mais plus confortable et chaleureuse que le stade classique, s'impose partout.

Séduire plutôt que gagner

Cette organisation novatrice et festive de la Coupe du monde 2006 a changé le visage de l'Allemagne. Dans le rapport officiel du gouvernement fédéral allemand, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Wolfgang Schäuble, loue «un événement moteur d'intégration qui n'aurait pas pu être mieux ni plus efficient». Le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, rapporte pour sa part que ce mois de football a permis de présenter l'Allemagne comme «un pays ouvert, moderne et accueillant». L'image est renforcée, au-delà des stéréotypes, dans les pays où elle était déjà favorable. Dans les pays plus critiques, les vertus «typiquement allemandes» sont

désormais contrebalancées par des qualificatifs plus positifs comme «chaleureux», «hospitaliers», «joyeux et honnêtes».

Le Mondial 2006 fut donc «cet été où les Allemands se sont miraculeusement transformés en fétards méridionaux décontractés grâce à une météo clémente et une organisation parfaite, et ce, sous les yeux du reste du monde ravi, auquel ils avaient même généreusement laissé le titre à la fin», ironisait l'écrivain allemand Dirk Schümer dimanche dans la NZZ.

Car non, l'Allemagne n'a pas gagné à la fin, faisant mentir l'aphorisme célèbre de l'ancien attaquant anglais Gary Lineker. Troisième de sa Coupe du monde, la Mannschaft réaliste et impitoyable de la période 1972-1996 (cinq titres et quatre finales sur treize compétitions) est devenue une équipe chatoyante qui perd avec le sourire.

«La disposition tactique des deux finalistes – un seul attaquant pour l'Italie comme pour la France – était significative de l'impression générale du tournoi. Le jeu offensif a beaucoup souffert des trop strictes consignes défensives», écrit Franz Beckenbauer dans le rapport technique de la FIFA. Le Kaiser a en revanche apprécié «le football dynamique et offensif que le pays hôte a pratiqué; il a mis joie et sourire sur de nombreux visages – pas seulement allemands – et a réellement contribué à la merveilleuse ambiance qui a régné sur l'ensemble du tournoi.»

C'est la révolution instaurée par le sélectionneur Jürgen Klinsmann qui impose un jeu offensif et spectaculaire. C'est le début de la mesure des courses à haute

intensité. Pour tenir le rythme, les joueurs sont soumis à des nouvelles méthodes de préparation physique venues de Californie. Ils bénéficient d'un suivi individualisé et reçoivent des programmes d'exercices à faire chaque jour chez eux. Des pratiques courantes aujourd'hui, mais très critiquées alors. La méthode aboutit au titre mondial de 2014, obtenu avec Joachim Löw, l'ancien adjoint de Klinsmann. C'est le quatrième pour la Mannschaft mais le premier qui a fait plaisir à tous les amateurs de beau football. L'équipe nationale n'a plus rien gagné depuis mais la Bundesliga n'a cessé de prospérer sur ce football sans calcul qui remplit les stades et plaît aux diffuseurs.

Y aura-t-il un nouveau conte d'été? Aujourd'hui, l'Allemagne veut à nouveau marquer les esprits mais sur d'autres terrains de jeu. Il lui importe moins de bien jouer que de se montrer vertueuse, soucieuse de l'environnement, inclusive et respectueuse. «Nous voulons devenir une référence en matière de durabilité des événements dans le monde du sport et un moteur du développement durable pour les sociétés allemandes et européennes», professent les organisateurs. En 2006, le programme Green Goal avait fait de la Coupe du monde «la première à se doter d'un concept environnemental avec des objectifs ambitieux», alors même que «la FIFA ne l'imposait pas», rappelle en 2006 dans le «Legacy Report» le ministre de l'Environnement Sigmar Gabriel, soulignant que «pour la première fois dans l'histoire du tournoi, les émissions supplémentaires de gaz à effet de serre engendrées en Allemagne par la Coupe du monde 2006 ont été compensées.»

En revanche, l'Allemagne n'a pas payé l'addition judiciaire. Certaines affaires de corruption ou détournement de fonds sont toujours en cours, tandis que d'autres procédures ont été abandonnées par la FIFA ou atteintes de prescription en plein covid. Il ne faut pas toujours croire aux contes de fées. ■

Aujourd'hui, le pays veut à nouveau marquer les esprits, mais sur d'autres terrains de jeu



LUCIO BIZZINI
ANCIEN FOOTBALLEUR,
DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE

Jeu de tête

Soudée et talentueuse, la Nati ira loin à l'Euro 2024

Le sport suisse s'illustre à Rome avec l'athlétisme et bientôt ce sera aussi en Allemagne grâce à l'équipe nationale de football. Plusieurs indices sont au vert: le nombre de joueurs suisses qui ont brillé dans les principaux championnats européens, un staff de techniciens soudé et expérimenté ainsi qu'un groupe de jeunes joueurs de qualité. L'ambition est non seulement de se qualifier pour les huitièmes de finale,

mais cette fois-ci d'aller plus loin. Essayons de motiver cet optimisme.

Dans les détails, rappelons tout d'abord la magnifique saison de Manchester City, du Bayer Leverkusen et de l'Inter Milan, tous champions nationaux avec nos joueurs Manuel Akanji, Granit Xhaka et Yann Sommer comme protagonistes absolus. Relevons ensuite la présence importante d'une dizaine d'autres joueurs suisses dans des équipes qui ont obtenu de très bons résultats cette saison. On peut citer Bologne avec Remo Freuler, Michel Aebischer et Dan Ndoye, Newcastle avec un impeccable Fabian Schär, Dortmund finaliste de la Ligue des champions avec Gregor Kobel dans les buts, Ricardo Rodriguez est le capitaine du Torino, Vincent Sierro celui de Toulouse et Silvan Widmer l'est également à Mayence. Autre sujet qu'il nous plaît à souligner: la saison très prometteuse des jeunes Ruben Vargas, Zeki Amdouni ou Noah Okafor, souvent décisifs lorsqu'on les a utilisés.

Malgré les années, Xherdan Shaqiri demeure notre *match winner* historique, l'un des rares joueurs à proposer des mouvements inattendus et

des actions souvent décisives. Certes, on regrette, comme la plupart des équipes, les blessures de joueurs clés tel le duo de Monaco Denis Zakaria et Breel Embolo, souvent très influents dans le jeu de leur équipe. Ils seront à l'Euro et leur récupération est en bonne voie.

Tout est réuni pour que l'événement soit une consécration pour l'ensemble du football suisse

La sélection des joueurs a fait l'unanimité et l'entente à l'intérieur de l'équipe semble au beau fixe, avec les leaderships bien définis. Le staff de la Nati a aussi été renforcé par l'arrivée sans doute très bénéfique de Giorgio Contini comme adjoint de Murat Yakin: sa connaissance des trois langues nationales, sa capacité de communication et son expertise tactique ont

fait du bien. On sait combien l'harmonie dans le staff d'une équipe est importante pour les joueurs, un fait que j'ai personnellement pu constater.

Que faut-il de plus pour pousser cette équipe loin dans le tournoi? Au-delà de la réussite et de la dose de chance indispensables, l'appui du public et de la presse compte également. Pour ce qui est du soutien populaire, il n'a jamais été aussi fort grâce à la popularité croissante du football tous milieux confondus. Présenté et filmé comme jamais, joué à un niveau technique époustouflant, l'Euro 2024 sera suivi dans tous les foyers et surtout sur les places de toute l'Europe grâce aux nombreuses fan-zones. Des stades pleins, des matchs attrayants, des surprises et des déceptions, l'incertitude qui règne sur chaque confrontation feront de la compétition un succès.

La presse peut jouer un rôle, et elle n'a pas été très tendre avec la Nati cette dernière année, invoquant souvent le changement d'entraîneur comme solution pour améliorer les résultats. Heureusement la qualification acquise a joué en faveur du maintien de Murat Yakin avec un staff légèrement remanié. Bravo

aux dirigeants pour cette décision. La presse, au demeurant très lue par la plupart des joueurs à travers les réseaux sociaux, peut également jouer le rôle d'incitateur à la performance, sans négliger bien sûr la critique légitime.

On peut constater que je n'ai pas fait mention de nos adversaires, à juste titre car le groupe comporte des équipes très équilibrées. Pour aller plus loin, il faut être dans les deux meilleurs et peu importe qui est le favori. Chaque confrontation compte pour réaliser le meilleur score possible et les comptes se feront à la fin. Inutile de chercher le ranking UEFA où, soulignons-le, la Suisse n'est que la troisième équipe du groupe.

Finalement, prenant exemple sur les exploits de nos athlètes à Rome, tout est réuni pour que l'Euro 2024 soit une consécration pour l'ensemble du football suisse et du travail réalisé à tous les niveaux ces dix dernières années. Ce serait une récompense pour les formateurs, entraîneurs et dirigeants qui, dans un pays de neige et de glace, ont su convaincre que le football peut aussi être compétitif dans le haut niveau. Hop Suisse! ■

La candidature des Alpes françaises en suspens

JEUX OLYMPIQUES 2030 Le CIO a annoncé suspendre la désignation officielle du postulant hexagonal en raison des remous politiques actuels dans le pays

AFP

Les élections législatives anticipées en France, qui rendent incertains les contours à venir du gouvernement, affectent la candidature des Alpes françaises pour les Jeux olympiques d'hiver de 2030: le CIO ne les désignera comme hôte le 24 juillet que s'il a reçu les garanties publiques requises. «La situation politique actuelle en France», soit la dissolution de l'Assemblée nationale dimanche avec un scrutin attendu les 30 juin et 7 juillet, «n'a pas permis de finaliser les documents», a indiqué mercredi la commission exécutive de l'instance olympique, réunie à Lausanne.

Comme attendu, l'instance a suivi l'avis de sa commission de futur hôte en «recommandant» les Alpes françaises comme candidat unique pour les JO 2030, et la ville américaine de Salt Lake City pour l'édition suivante des Jeux d'hiver, en 2034, soit l'avant-dernière étape avant cette double attribution. La décision finale sera prise par les membres de l'organisation olympique réunis pour leur 142e session à Paris, le 24 juillet, deux jours avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été.

Engagements financiers

Mais si ce vote s'annonçait comme une formalité depuis l'entrée des Alpes françaises en «dialogue exclusif» avec le CIO, en novembre dernier, il est désormais «soumis à la remise» des engagements financiers de l'Etat et des deux régions concernées, averti Karl Stoss, président de la commission de futur hôte des Jeux d'hiver. Dans le détail, il s'agit de la garantie de livraison des Jeux par le gouvernement français, et de la «contribution de partenariat au budget d'organisation» des JO, de la part des deux régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur et de l'Etat français.

La garantie de livraison des JO «sera signée par la personne qui peut engager le gouvernement», a expliqué Christophe Dubi, le directeur exécutif des Jeux au

sein du CIO. Or nul ne sait qui dirigera le gouvernement français entre les législatives et le 24 juillet.

«Nous poursuivons notre travail collectif pour livrer les éléments attendus par le CIO dans le contexte exceptionnel que connaît notre pays, en vue de la 142e session du CIO, le 24 juillet prochain», a commenté le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) dans un communiqué sur son compte certifié X.

«Pas d'inquiétude»

Les responsables de l'instance olympique se sont de leur côté montrés «confiants» sur les chances d'obtenir dans les temps ce document, ainsi que l'engagement financier des régions. «Une lettre nous a été envoyée, faisant état d'un accord de principe sur les contributions respectives des régions et de l'Etat», a poursuivi Christophe Dubi, indiquant que la garantie attendue serait «fournie entre le 7 et le 24 juillet».

Selon une source politique française proche du dossier, «c'est une satisfaction que la commission ait entériné le dossier, même s'il existe une réserve qui ne suscite pas d'inquiétude dans les régions».

Lundi, le patron du CIO, Thomas Bach, avait balayé un possible impact de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président français, Emmanuel Macron, estimant que les élections n'allaient «pas perturber les JO» de Paris (26 juillet-11 août).

Sur le fond, le CIO a une nouvelle fois vanté mercredi le dossier français et ses pôles répartis de la Haute-Savoie à Nice, soulignant son «histoire récente en matière d'accueil de championnats et de coupes du monde», son «utilisation à 93% de sites existants ou temporaires», et la possibilité «d'étendre au contexte hivernal certains programmes d'héritage et de partenariat» des JO-2024.

Selon David Lappartient, président du CNOSF, le budget du comité d'organisation des JO-2030 pourrait être de 1,975 milliard d'euros, soit moins de la moitié de celui de Paris 2024 (4,4 milliards d'euros). Dans ce budget, qui a vocation à s'équilibrer, les recettes de billetterie sont évaluées à 235 millions d'euros pour 2030, contre 1,3 milliard pour Paris 2024. ■

PUBLICITE

HUBLOT

EURO 2024
OFFICIAL WATCH

**BIG BANG e GEN3
UEFA EURO 2024™**

VIRGINIE NUSSBAUM
✉ @Virginie_nb

Qu'est-ce qui réunit le fromage à raclette, la bresaola, la truite marbrée slovène et les pizzoccheri? Les reliefs où ils sont nés: les Alpes. Si on connaît bien sa géographie, on pense moins souvent à la mythique chaîne de montagnes en termes gustatifs. Et pourtant, de la Suisse à la France, de l'Autriche à l'Allemagne, en passant par la Slovénie, les massifs alpins sont les terres escarpées d'un riche patrimoine alimentaire. Le PALP Festival l'a bien compris, lui qui excelle à marier, au fil de l'été valaisan, culture joyeuse et saveurs locales.

Pierre angulaire de sa 14^e édition, Le Grand Marché des terroirs alpins s'installe ce week-end à Bruson, dans le val de Bagnes. On pourra écumer une soixantaine de stands de producteurs, mais aussi assister à des concerts et des conférences, participer à des ateliers... et même passer à table: le chef valaisan Alex Deprez concoquera pour les gastronomes un menu élaboré avec les produits du marché. Dans les assiettes, tomme de Savoie, sauce à l'ail noir du Pays-d'Enhaut, ou encore tarte à la châtaigne du Piémont, le tout arrosé par un bon cru – alpin, bien entendu...

Lait de vache et lait de chèvre

Une manière de mettre en lumière les produits et savoir-faire locaux. Plus qu'un événement, un mouvement: ces dernières années, de nombreuses initiatives sont nées pour promouvoir et sauvegarder le patrimoine alimentaire alpin. Avec, en tête de file, un projet, celui de l'inscrire au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco – ou plus précisément, dans son registre de bonnes pratiques. Une candidature rassemblant plusieurs pays qui mijote depuis 2016, et pourrait aboutir l'an prochain.

«Ce patrimoine, c'est plus que les plats: c'est tout le système alimentaire qu'il y a derrière», précise Cassiano Luminati, directeur du Polo Poschiavo, centre de compétences alpin. On parle ainsi des aliments eux-mêmes (la polenta, la viande séchée de chamois...), mais aussi des connaissances, des



La raclette est mise à l'honneur dans plusieurs événements du festival, ici à la Rocklette, dans le val de Bagnes. (MAUVOISIN, 15 AOÛT 2019 / JEAN-CHRISTOPHE BOTTI / KEYSTONE)

Le goût des Alpes

GASTRONOMIE Ce week-end, le PALP Festival propose, dans le village de Bruson en Valais, de découvrir la richesse culinaire de l'Arc alpin, de la Suisse à l'Autriche en passant par la Slovénie. Un patrimoine qui sera peut-être bientôt inscrit à l'Unesco

pratiques, des filières et même des fêtes liées à leur consommation.

Mais qu'est-ce qui rassemble les cultures culinaires des Alpes suisses, slovènes ou allemandes? Un environnement qu'il a fallu apprivoiser, d'abord, autant pour ses reliefs que pour ses hivers. «Il a fallu être inventifs pour se nourrir et rendre certains aliments disponibles toute l'année», note Cassiano Luminati.

Solutions du futur

Certaines tendances se dessinent, comme les produits carnés et laitiers, portés par un élevage omniprésent, souligne Isabelle Raboud-Schüle, ethnologue et coautrice de *Paysages sensibles. Toucher, goûter, entendre, sentir, voir les Alpes* (2024). Même si les recettes ont évolué différemment d'une vallée à l'autre. «Au Tessin par exemple, l'un des fromages d'alpage caractéristiques mélange lait de vache

et lait de chèvre.» D'autres produits se sont implantés différemment d'un flanc de montagne à l'autre. «Si en Valais, la châtaigne n'est restée célèbre que pour la brisolee, dans les vallées du sud des Grisons et du Tessin, on en

Chaque région aurait-elle donc son patrimoine alimentaire? «Les Alpes ont une identité forte, plus que l'Arc lémanique par exemple, précise Isabelle Raboud-Schüle. Aussi parce que tout un imaginaire a été projeté sur les Alpes

«A l'heure de l'économie circulaire et de l'anti-gaspillage alimentaire, ces savoir-faire sont finalement très modernes»

CASSIANO LUMINATI, DIRECTEUR DU POLO POSCHIAVO, CENTRE DE COMPÉTENCES ALPIN

fait de la farine, on la consomme grillée ou bouillie». Plat incontournable au sud des Alpes, la polenta au maïs a quant à elle été reléguée en Valais, au fil des ans, au statut de nourriture «juste considérée comme bonne pour les cochons!»

par les intellectuels, les poètes et les peintres depuis Rousseau. Des symboles que les populations locales se sont réappropriés. En érigent entre autres certains produits au rang d'emblèmes fédérateurs, comme le pain de seigle. «Alors qu'il était considéré comme

le pain des pauvres dans la première moitié du XX^e siècle, on le sert aujourd'hui aux apéros de mariage!»

Des traditions bien ancrées et pourtant menacées, par les mutations de l'agroalimentaire comme de la société. «La transmission intergénérationnelle ne se fait plus en famille», explique Cassiano Luminati. La mission? Préserver activement ces pratiques, qui contribuent à l'activité économique et au tourisme des régions – «sans moutons, sans vaches, les Alpes ne seraient pas ce qu'elles sont!» –, mais aussi à la biodiversité et au développement durable. «A l'heure de l'économie circulaire et de l'anti-gaspillage alimentaire, ces savoir-faire sont finalement très modernes. Il y a des solutions pour le futur dans le patrimoine!»

Un héritage bien vivant qu'il faut avant tout documenter. Directeur du Centre régional d'études des populations alpines (Crepa),

Yann Decorzant évoque le projet transnational AlpFoodway, qui a notamment permis de répertorier des recettes sous forme de fiches accessibles en ligne. «On est allés voir des dames qui fabriquaient les merveilles de carnaval. Cela a aussi permis de faire prendre conscience aux gens de la valeur de leur savoir-faire. Il n'y a pas que la gastronomie française, italienne ou japonaise qui compte!»

Concours et innovation

Investir les mémoires, et le terrain, avec des projets qui se multiplient. La réintroduction de certaines céréales ou fruits, comme les fraises et framboises en Valais – longtemps centrales avant d'être remplacées par celles de la plaine; la mise en place de formations rassemblant agriculteurs, producteurs et chefs; ou encore l'ouverture, en 2020, du Culinarium Alpinum. Nichée dans un ancien couvent à Stans, dans le canton de Nidwald, cette institution propose des cours, des séminaires et même un restaurant doublé d'une auberge. «L'idée est de valoriser les produits du terroir, créer un réseau de soutien pour tous les producteurs et entamer un dialogue supranational autour des défis et des opportunités dans les régions alpines», détaille Lukas Kilcher, membre du conseil consultatif du Culinarium Alpinum.

Le prochain grand rendez-vous, ce sera en novembre: le concours Alp'24, qui verra un jury récompenser les meilleurs produits du terroir alpin, tandis que le public pourra les déguster en flânant dans les étals d'un grand marché. «L'élément concurrentiel est aussi un esprit entrepreneurial. Il ne faut pas seulement sauvegarder ce qu'on connaît de l'histoire, mais aussi promouvoir l'innovation dans les Alpes!»

De la candidature à l'Unesco, Lukas Kilcher espère qu'elle permette d'appuyer la Suisse, et le Culinarium Alpinum, dans leur mission. A laquelle tout le monde peut participer à son échelle, rappelle Cassiano Luminati. «Chacun peut aider à sauvegarder le patrimoine... en le mangeant!» ■

Grand Marché des terroirs alpins, Bruson, dans le cadre du PALP Festival, samedi 15 et dimanche 16 juin de 10h à 17h.

Des Alpes-de-Haute-Provence au Valais, les vins alpins ont-ils des similitudes?

CENOLOGIE A Bruson, le PALP Festival met aussi en lumière les vins des Alpes, issus des sept pays que regroupe cette région supranationale. Au menu, des nectars aussi nombreux que variés, mais qui se ressemblent

GREGOIRE BAUR
✉ @GregBaur

Le chiffre est impressionnant. L'Arc alpin ne compte pas moins de 144 cépages autochtones. Si certains d'entre eux ne sont plus cultivés aujourd'hui, cela démontre tout de même la grande variété vinicole des régions qui constituent cette zone montagneuse étendue sur sept pays. De l'aromatique petite arvine du Valais à l'épicé grüner veltliner autrichien, de l'acidité naturelle du complet grison à l'exotisme de la pinela slovène, de la tannique moudeuse noire savoyarde au corpulent lagrein du Haut-Adige. Mais ces nectars, aussi divers soient-ils, ont-ils des similitudes? En d'autres termes, le vin alpin existe-t-il?

«Il est difficile de définir une typicité des vins des Alpes, puisque ce sont des

cépages très différents», indique l'ampélogue et généticien de la vigne José Vouillamoz. C'est lui qui a dressé, il y a plusieurs années, la liste des 144 cépages autochtones de l'Arc alpin. Et c'est également lui qui proposera un voyage œnologique à travers les Alpes, ces samedi 15 et dimanche 16 juin, dans le cadre du Grand Marché des terroirs alpins du PALP Festival, à Bruson dans le val de Bagnes.

Une certaine élégance

Mais, si on ne peut pas relever des marqueurs aromatiques communs à ces nectars, cela ne signifie pas qu'ils n'ont pas de similitudes. Et pour cause: les conditions dans lesquelles mûrissent les raisins sont très similaires. Les vignobles des Alpes sont plantés à des altitudes élevées. De 400 mètres à 1090 mètres, en ce qui concerne celui de Vispertermen dans le Haut-Valais, l'un des plus hauts d'Europe. «L'amplitude thermique entre le jour et la nuit (soit l'écart de température entre ces deux périodes de la journée) y est très importante. Or, elle permet de maintenir une acidité plus élevée

dans les vins», souligne José Vouillamoz. Qui précise que c'est cette caractéristique météorologique, due à la topographie, qui fait que l'on retrouve une belle acidité et de la fraîcheur dans tous les vins des Alpes. «Cela leur confère de la vivacité et de la buvabilité.»

Diversité née de l'autarcie

Une seconde similitude a trait aux climats de ces vallées alpines. S'ils peuvent différer de l'une à l'autre, en ce qui concerne la pluviométrie par exemple, ils se rejoignent sur deux points: les hivers sont plus froids que dans d'autres régions du globe et les étés très chauds. La combinaison de ces deux facteurs est idéale pour obtenir des vins élégants. «La maturité phénologique (le moment où les arômes, les tanins, qui donnent sa structure au vin, et les anthocyanes, qui lui confèrent sa couleur, atteignent leur concentration optimale) et la maturité alcoolique (la teneur optimale en sucres) doivent survenir en même temps pour obtenir cette élégance», précise José Vouillamoz. Or, les caractéristiques des

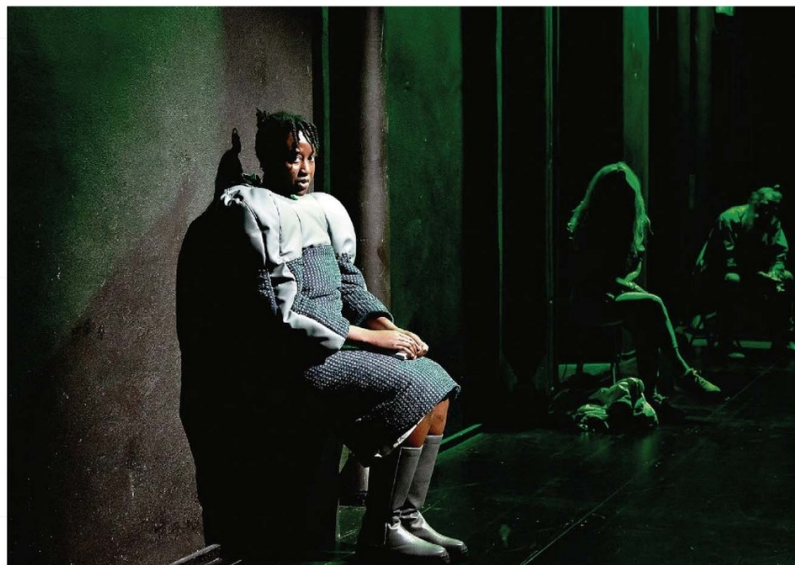
vignobles alpins favorisent cette concomitance des maturités, grâce notamment à une maturation des arômes plus lente et plus homogène. Une réalité qui confère à ces crus une certaine délicatesse.

Les vins alpins se caractérisent donc par une acidité positive et des arômes plus délicats. Et ce, qu'ils soient blancs ou rouges. Car il n'existe pas de spéci-

ficité concernant la couleur des vins alpins. «Le Valais est historiquement une terre à blanc, alors que la vallée d'Aoste limitrophe est une terre à rouge et qu'en Savoie c'est du 50-50», souligne José Vouillamoz. Car, rappelons-le, la diversité vinicole est importante dans l'Arc alpin. Elle est due à l'isolement de ces vallées durant de nombreux siècles. «Elles vivaient en autarcie. Toutes les spécialités culinaires, que ce soient les viandes séchées, les fromages ou encore le pain de seigle étaient fabriquées dans le but de subsister lors des périodes difficiles, comme l'hiver», indique José Vouillamoz. Dans les vignes, cette autarcie a engendré de nombreux croisements. «Tous les cépages étaient mélangés dans les vignobles, ce qui a donné naissance à cette grande diversité, au fil des siècles», précise l'ampélogue. A contrario, Genève n'a aucune spécificité ampélographique. «La région étant très plate et ouverte géographiquement ainsi que commercialement, les cépages y ont été introduits d'ailleurs. Il n'y existe donc aucun cépage indigène.» ■

«Dans les Alpes, l'amplitude thermique entre le jour et la nuit est très importante. Elle permet de maintenir une acidité plus élevée dans les vins»

JOSÉ VOUILLAMOZ, AMPELOGUE ET GÉNÉTICIEN DE LA VIGNE



Aussi brillante que joueuse, Davide-Christelle Sanvee met à nu les mécanismes de la ségrégation. (GENÈVE, 11 JUIN 2024/DOROTHÉE THERBERT FILLIGER)

Davide-Christelle Sanvee, le punch et la grâce

SCÈNE Au Grütli à Genève, la jeune artiste met à nu la peur du «Noir» sur les traces de l'écrivain James Baldwin séjourant à Loèche-les-Bains. Un spectacle aussi cinglant que brillant

ALEXANDRE DEMIDOFF
✉ @alexandredmidoff

Désamorcer la fiction raciale, écrit Léonora Miano. Dans son essai, *L'Opus de la blancheur* (Seuil), l'écrivaine franco-camerounaise éclaire la généalogie d'un racisme au service d'un projet colonial de conquête de la planète. A Genève, au Théâtre du Grütli jusqu'au 21 juin, la jeune Davide-Christelle Sanvee dit comment cette négation de l'autre, du Noir en particulier, est une maladie mortifère qu'on peine à éradiquer. Dans son formidable *Qui a peur*, la performeuse suisse d'origine togolaise cerne cette peur de l'étranger qui vire en haine. Tout est cinglant et brillant dans cette radioscopie de l'aveuglement.

Le théâtre comme lieu par excellence du regard, c'est-à-dire aussi d'une grille de représentation qu'il s'agit de démonter. Davide-Christelle Sanvee joue superbement de cette fonction originelle de la scène pour pousser le spectateur à réfléchir à ses angles de vision. Comment regarde-t-on l'inconnu qui nous fait face? Avec quelle condescendance aberrante, quelles superstitions grotesques? Dans la cour de l'Hôtel de Ville, à Genève l'automne passé, elle était le cri et l'alarme de ces Africains

refoulés des berges de l'Europe. Ce requiem déchirant, elle l'avait appelé *Face de pierre* et c'était nos indifférences qui nous éclataient à la figure.

Dans la pénombre fleuve de la salle du Grütli, comme il y a quelques semaines au Théâtre de Vidy – où elle signait *Veni, Vidi, Vici* –, l'artiste détourne les vieux codes qui sont parfois de fausses clés de lecture. Vous vous installez où vous voulez, sur un tabouret portatif. Autour de vous, 70 visiteurs du soir dans l'attente. Vous apercevez votre hôtesse, superbe dans sa robe blanc cassé de fantôme, mais elle s'éclipse. Et la porte à double battant claque. Vous voilà captif de la souricière.

Pesant? Jamais. Grave? Toujours, mais avec une malice de printemps

Mais elle avance à présent dans la forêt de spectateurs, les yeux bandés, guidée par une voix fraternelle – celle de son complice encore invisible, Stéphane Schoch. Deux grands lampadaires servent de balises à ce tâtonnement. Un homme blanc, s'étonne-t-elle, s'est plaint d'être toujours montré du doigt pour son racisme larvé. Avec une espièglerie de gamine, elle tonne: «Et bien, on va encore parler de ça!»

De ça, c'est-à-dire du séjour de l'immense James Baldwin à Loèche-les-Bains en 1951. Il a 28 ans, un ami l'a invité pour qu'il puisse écrire son premier roman. Les villageois l'observent, éberlués – ils n'ont jamais vu de Noir – et les enfants courent derrière lui en hurlant «Neger». La frousse de l'autre réifié et l'ignorance sont les ressorts de cette mise au pilori symbolique.

Comme dans *Veni, Vidi, Vici*, vous voilà à votre tour dépossédé de votre présence: votre image est projetée en direct sur un pan de mur. Davide-Christelle Sanvee expose ainsi les mécanismes d'aliénation. Pesant? Jamais. Grave? Toujours, mais avec une malice de printemps. Son sourire vous enveloppe: il est la candeur même, mais sans illusion. Sa sagacité vous pénètre: elle est d'une lame souple et gaie.

La réussite de *Qui a peur*, c'est aussi sa couture, ces travellings, de James Baldwin à Sidney Poitier dans la peau d'un fugitif enchaîné à un bandit raciste – Tony Curtis – dans le film *La Chaîne*, en passant par «L'Homme noir», ce jeu tordu de cour d'école. Davide-Christelle Sanvee met en pièces la fiction raciale dans le but de la désamorcer enfin. Son arme blanche est la parole de son art. James Baldwin prônait: «Prophétiser le feu à force d'être sincère.» Davide-Christelle Sanvee prophétise ce feu libérateur. ■

Qui a peur, Genève, Théâtre du Grütli, jusqu'au 21 juin.

Baz'Art, ou comment le remettre à Genève

ÉVÈNEMENT Le festival foutraque reprend les rênes de la rue Lissignol après une année d'absence. Brève présentation

PHILIPPE SIMON
✉ @PhilippeSimn

«Baz'Art s'arrêtera-t-il un jour?» Ça a bien failli, mais au final non, et c'est heureux. On résume: Baz'Art est le nom de ce joyeux festival un peu foutraque qui depuis le début des années 2010 avait pris l'habitude de transformer la rue Lissignol, en plein centre de Genève et en plein mois de juin, en une sorte de calendrier de l'Avent culturel: concerts en appartements, performances dans les caves, happenings divers sur le pavé,

expos éphémères, ateliers participatifs. Lessivée par les averses du covid, l'organisation décidait de laisser l'agenda tranquille en 2023. Tristesses sur Lissignol. 2024 sera donc l'année du retour (d'où la citation reproduite en début de cet article, et placée en incipit du dossier de presse), avec une équipe dirigeante – en partie – renouvelée, mais un esprit intact, qu'on peut décrire comme une aimantation persistante de l'inattendu. Le programme en témoigne: on pourra cette année écouter Otto, un trio dont les musiciens ne jouent que d'un seul instrument, et plutôt rare chez nous: le tapan, un tambour bulgare. Ou alors Fantôme Josepha («le style on pense à Necro Love», précisent les programmeurs), duo dans lequel on retrouve Arnaud Mar-

caille, connu ailleurs pour son utilisation particulièrement rugueuse du violoncelle. Ou encore, bien sûr, La Tène, projet franco-génévois, bien connu maintenant, orienté sur la réinterprétation contemporaine des musiques à bourdon (autant parler de tournoisements sans fin).

En marge des sons, l'offre reste pléthorique et joyeusement brindezingue: un cinéma pour quatre personnes, un espace de fitness (manger, se dépenser et vice versa), un atelier de dentellerie papetière avec Simone Découpe, un musée microscopique. Allez découvrir, c'est le moment. ■

Baz'Art Festival, rue Lissignol, Genève, samedi 15 et samedi 16 juin.

Le Théâtre de l'Orangerie regarde ses pieds

GENÈVE Mercredi, Céline Nidegger et Bastien Semenzato ont lancé leur première saison à la tête de la scène estivale du parc La Grange avec «Where are nos chaussures?», facétie de la BPM compagnie. Drôle, puis mélancolique

MARIE-PIERRE GENECAND

Non, un clone n'est pas immortel. Il a beau défier la Camarde en prolongeant l'existence d'un individu décédé, il a, lui aussi, une date de péremption. Voilà pourquoi le premier spectacle de l'Orangerie devient triste après avoir été gai. Parce que les trois clones qui composent Catherine Büchi, Léa Pohlhammer et Pierre Mifsud finissent par trépasser au terme d'un point d'orgue tchékhovien qui dure, dure, et puis s'éteint.

Mais avant, le joyeux trio se surpasse en drôlerie dans ce *Where are nos chaussures?* futuriste – nous sommes en 2124. Dans un français pimenté, ils évoquent le soulier tombé dans l'oubli, sur le modèle des autres objets de La Collection (cassette, vélomoteur, téléphone avec fil, etc.) qu'ils ont ressuscités depuis 2021. Car, oui, parce qu'elles sont devenues connectées et incontrôlables, les chaussures ont été abandonnées en 2089 lors d'une «Révolution of the pieds nus».

Les factieux ressuscitent donc nos shoes à travers des souvenirs personnels ou une visite des bibelots d'intérieur qui rappelle *Le Service à la personne*, précédent épisode de La Collection. Au jeu des évocations, Pierre Mifsud est, comme de coutume, hilarant, lui qui replonge dans son village natal du sud de la France et se remémore (ou invente) une scène de son enfance.

Comment, de ses espadrilles bleues, il a épongé le pipi de son ami, servant de messe comme lui, et qui avait tout lâché, tant il a ri lorsque le curé a péti. «Yellow river, blue espadrilles, I pomp the pipi de Maurice», répète le comédien en boucle, provoquant les rires du public.

Du Japon à Gubloux

Dans le registre back to the passé, Léa Pohlhammer raconte un épisode en boîte de nuit où les sandales de son amoureux lui mettent la honte avant d'être réhabilitées, car elles viennent du Japon et sont

«dernier cri» dans ce pays. Crispation hétéroclite suivie d'un immense soulagement, la comédienne maîtrise le comique de situation.

Dans l'épisode de Catherine Büchi, qui raconte une fête à Gubloux où tout le monde portait les Camel de rigueur, le vélomoteur, héros d'un précédent opus, revient en force. «Comme ces clones vont mourir, ils commencent à se détraquer et récupèrent des éléments appartenant à différentes couches de leur passé», explique Andrés Garcia, musicien du trio. On profite pour lui demander quel est le thème années 1980 qui accompagne la danse des bras, au début du spectacle. «C'est *Footloose* très retravaillé», sourit le compositeur qui glisse ensuite que le *Clair de lune* de Beethoven, accompagnant les derniers feux de ces répliques en bout de piste, est un souhait exprès de Pierre Mifsud, ce mélancolique qui se cache bien.

Fin de partie

Il faut aussi parler des costumes d'Alina Courvoisier, ensemble blanc, là aussi façon Japon, avec cet étrange tissu qui fait coque ou cocon. Sans oublier les masques brillants qui reflètent le décor, notamment ces moments où les néons du bord de plateau (lumières de Cédric Caradee) s'allument en fanfare et pétaradent pour sanctionner une sortie de piste des clones. Car les pauvres commencent à buquer. Au niveau du langage, comme des mouvements, ils s'égarent, se perdent ou répètent, hagar, des séquences entières de leur répertoire. C'est leur fin de partie sur terre et ce requiem fiche un fameux coup de chien à la soirée.

On pensait que la première serait «champagne». En raison du froid, de la mort d'Andra Novicov, ex-directeur de ce paradis estival qui s'est éteint il y a une semaine, ou de cette comédie qui vire au gris, mercredi, l'ambiance était plutôt ténue.

Heureusement, la vraie fête d'ouverture de l'Orangerie, c'est ce samedi, 15 juin, avec, à 21h30, Barrio Colette, le quatuor *badass* à paillettes, suivi à 23h d'un concert d'Alexis Lumière, un as des claviers, le tout enrobé de volutes musicales de DJ Gary Cooper Nic. ■

Where are nos chaussures?, jusqu'au 30 juin, Théâtre d'été de l'Orangerie, Parc La Grange, Genève

PUBLICITÉ

genève enchères

Mardi 18 juin 2024
de 10h à 17h
Château d'Ouchy
Lausanne

Vous avez des objets d'art ou des bijoux à vendre? Nous serons heureux de vous accueillir.

T +41 22 710 04 04
geneve-encheres.ch

JOURNÉE D'EXPERTISE

«Nous avons développé un système d'audit systématique de la conformité en temps réel»



PROFIL

1980 Naissance à Limoges, en France.

2011 Entrée à l'Université des sciences appliquées de la HES-SO à Genève.

2015 Obtention d'un doctorat et création de Wecan.

2016 Début de son mandat de conseiller au Genève Lab.

2024 Passage de flambeau à Wecan.

L'homme est aussi structuré dans sa pensée que le sont les quantités de données qu'il a traitées dans le cadre de ses activités professionnelles et académiques. A 43 ans, Vincent Pignon franchit une nouvelle étape de sa carrière. Il a récemment passé le flambeau de l'opérationnel pour se concentrer uniquement sur la dimension stratégique de Wecan, l'entreprise qu'il a créée il y a une dizaine d'années dans un laboratoire de la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

Après un doctorat en sciences de gestion et plusieurs séjours à Oxford et Los Angeles (UCLA), Vincent Pignon a rejoint la HES-SO pour devenir professeur en stratégie d'entreprise. Il a créé, durant son travail de thèse, une entreprise spécialisée dans la valorisation des sociétés non cotées aux Etats-Unis, où les données sont accessibles librement. Cette aventure a permis à Vincent Pignon de confirmer le modèle utilisé dans sa thèse. Et cela lui a aussi donné le goût de la création. Son passage en Amérique du Nord lui a fait prendre conscience de l'émergence du financement participatif (crowdfunding). C'est ce qui l'a poussé à cofonder la Swiss Crowdfunding Association, afin de plaider en faveur d'une réglementation adaptée à notre pays.

Partenariats bancaires

Peu de temps après, Vincent Pignon a créé Wecan. L'entreprise sortira de la HES-SO en 2015 – «spinoffée» selon les mots de son fondateur – pour se consacrer aux technologies émergentes que sont la blockchain et les cryptomonnaies. L'année d'après, Vincent Pignon accepte un mandat de conseiller sur le

thème de la blockchain au sein du Genève Lab. Il l'assumera jusqu'en 2019, permettant à l'Etat d'adopter une approche systématisée à l'égard de ce nouveau secteur économique.

Après des incursions dans le crowdfunding et l'immobilier, l'entreprise de Vincent Pignon se tourne vers la banque en 2018. «Mon père était banquier et ma mère experte-comptable, j'ai baigné dans ce monde et j'avais conscience des problématiques du secteur», indique-t-il. Un domaine opaque, corseté par des obligations réglementaires nécessitant de prouver l'identité des clients et l'origine des fonds, et une technologie, la blockchain, permettant de garantir traçabilité et transparence. Un mix idéal aux yeux de cet entrepreneur.

Wecan s'est alors mise à collaborer avec trois banques privées: Edmond de Rothschild, Pictet et

Au nom de la transparence

VINCENT PIGNON

Le fondateur de Wecan a convaincu de nombreuses banques d'opter pour une meilleure traçabilité, grâce à la blockchain

GREGOIRE BARBEY
@GregoireBarbey

Lombard Odier. L'entreprise a développé un standard qui permet d'échanger des informations entre les banques et leurs contreparties, tout en apportant une preuve numérique de leur authenticité. Un brevet a d'ailleurs été déposé par sa société. «Nous avons développé un système d'audit systématique de la conformité en temps réel», explique Vincent Pignon. Un modèle qui apporte de la transparence et donc une meilleure application de la réglementation. «Les audits sont habituellement réalisés de manière aléatoire, interviennent a posteriori et seule une partie des informations sont examinées», ajoute-t-il. L'auditeur n'a pas non plus les moyens de savoir si un document a été antidépoté ou carrément remplacé. L'inscription des informations sur une blockchain publique, en l'occurrence Ethereum, permet de les horodater,

et donc de prouver que la réglementation a bien été respectée. Aujourd'hui, Wecan compte une centaine de clients, parmi lesquels les principales banques de la place financière suisse.

Passion sportive

Vincent Pignon peut se targuer d'avoir été productif. Son secret pour être aussi dynamique? «Je fais beaucoup de sport, et je m'entraîne presque tous les jours», confie-t-il. C'est ce qui lui permet de garder un équilibre et de l'énergie. Son dada? Les sports de glisse, avec une passion pour le kitesurf et l'ultra-endurance, avec un Ironman et plusieurs triathlons à son actif. «J'ai remarqué une corrélation entre l'augmentation des distances parcourues et la hausse de ma charge de travail», s'amuse Vincent Pignon. Depuis deux ans, il s'est efforcé pourtant de réduire la distance. Le recrutement d'un CEO au sein de Wecan est probablement l'aboutissement de cette démarche.

Son amour pour le kitesurf l'amène à beaucoup voyager et notamment «dans des villages de pêcheurs au Brésil ou sur un voilier dans les îles», précise-t-il. Les paysages, l'énergie et la culture brésilienne ont séduit l'entrepreneur. «C'est un pays très simple, les gens y sont humbles et dégagent une folle énergie», ajoute Vincent Pignon.

Après la Suisse, le Brésil serait bien le seul pays où il imagine-rait passer du temps. Mais ça n'est pas à l'ordre du jour. Où se voit-il dans dix ans? «L'avenir le dira, mais ce que je sais, c'est que je continuerai à exercer mes deux passions: créer et transmettre, sous une forme ou une autre», conclut-il. Rendez-vous est pris. ■

GENÈVE, 3 JUIN 2024/NORA TETLOU/LE TEMPS

Un jour, une idée

Découvrir Lausanne d'un nouvel œil



D'ALBERTO/ALBERTO VESTON

AÏNA SKJELLAUG

Ville de culture, ville d'études, ville de verdure, ville historique, il y en a pour tous les goûts. Comme chaque année, les guides du Mouvement des Aînés Vaud proposent durant tout l'été des visites guidées thématiques de Lausanne. Le programme 2024 est particulièrement éclectique avec 61 propositions classées dans dix thèmes différents.

Connaissez-vous l'architecte Alphonse Laverrière? Trois balades, dans différents quartiers de la ville, vous emmèneront à la découverte de ses œuvres qui ont marqué l'urbanisme lausannois. Architecture et musique feront excellent ménage dans «Points d'orgues», l'occasion de découvrir le son des instruments des églises

de Saint-François, Saint-Paul et Villamont, non sans se faire conter l'histoire des bâtiments qui les abritent.

La proposition originale «Quoi de nonantenneuf?» mettra en avant les institutions qui ont manqué leur centenaire de justesse et les événements lausannois survenus il y a 99, 199 et 499 ans. Au départ de la place de la Louve, revirez 250 ans de la vie et de l'histoire de la presse lausannoise écrite.

Venez découvrir le Léman autrement: à travers différents récits véridiques de pirates, naufrages et épaves. Un quatuor de guides vous lira, dans le cadre enchanteur de la Villa Mon-Repos, une «Lettre des Indes». Envoyée vers 1780 par Antoine-Louis de Polier, natif de la rue de Bourg, à sa sœur Jeanne, elle vous *

montrera cette dernière en compagnie de sa cousine, la future Isabelle de Montolieu, et de deux amis.

Les visites gratuites à la découverte de Lausanne sont possibles grâce aux guides d'accueil, amoureux de leur ville, qui offrent aux visiteurs de passage, aux écoles et à leurs concitoyens le plaisir de découvrir les sites et la riche histoire de Lausanne. Deux balades sont spécialement conçues pour les familles. Les enfants sont toujours les bienvenus, les guides se feront un plaisir de s'adapter à leurs besoins. Et quatre sorties sont conçues pour les personnes à mobilité réduite. ■

Balades d'été Lausanne à pied, du 15 juin au 12 septembre 2024. Gratuit, sans inscription. www.lausanne-a-pied.ch